

LES RELATIONS ENTRE LE
CANADA
—
ET
L'ARGENTINE
À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE ?

**Rapport du Comité sénatorial permanent
des affaires étrangères et du commerce international**

L'honorable Raynell Andreychuk, présidente
L'honorable Percy E. Downe, vice-président

Mai 2017



SÉNAT | SENATE
CANADA

Renseignements :

Par courriel : AEFA@sen.parl.gc.ca

*Par la poste : Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international
Sénat, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0A4*

Le rapport peut être téléchargé à l'adresse suivante :

www.senate-senat.ca/aefa.asp

Le Sénat est présent sur Twitter : [@SenatCA](https://twitter.com/SenatCA), suivez le comité à l'aide du mot-clé diésé #AEFA



This report is also available in English



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	III
ORDRE DE RENVOI	V
LE COMITÉ	VII
RÉSUMÉ	IX
LISTE DES RECOMMANDATIONS.....	XIX
INTRODUCTION	1
ÉNONCÉ DES ENJEUX	6
A. Attraites de l'Argentine	6
B. Rappel historique sur les relations entre le Canada et l'Argentine	7
C. Le « siècle tumultueux » de l'Argentine	8
L'ère Kirchner	10
Le Canada et l'ère Kirchner	12
L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE.....	15
A. Engagement sur la scène mondiale et changement de la dynamique régionale.....	17
INTÉRÊTS DU CANADA	22
LA VOIE À SUIVRE POUR CONSOLIDER LES RELATIONS DU CANADA AVEC L'ARGENTINE ET SA RÉGION.....	26
A. Relations commerciales	27
Secteurs ciblés	29
Promouvoir la responsabilité sociale des entreprises.....	33
Protéger la réputation du Canada en matière de responsabilité sociale des entreprises....	34
Financement des plans en matière d'énergie et d'infrastructures de l'Argentine	37
Exportation et développement Canada	38



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

B. Pouvoir de conviction	40
C. Diplomatie parlementaire.....	43
D. Relations fédérales-provinciales.....	45
E. Développement social et infrastructures souples.....	48
Plan Belgrano	51
F. Renforcement de la capacité institutionnelle.....	52
Statistiques 54	
G. Dimensions régionales et globales de la coopération entre le Canada et l'Argentine.....	54
Coopération en matière de droits de la personne.....	61
MISE EN GARDE	63
MOT DE LA FIN.....	66
ANNEXE A – Liste des témoins	i
ANNEXE B – Liste des personnes et des organisations rencontrées durant la mission d'information	v
ANNEXE C – MÉMOIRES	vii



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

REMERCIEMENTS

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (le « comité ») a souvent réalisé des études sur des pays marqués par des changements politiques et économiques rapides, et ce, en vue d'évaluer les possibilités d'intensification des relations bilatérales pour le Canada ainsi que les débouchés susceptibles de découler de telles relations. Au cours des dernières années, le comité a effectué un certain nombre d'études à cette fin notamment sur le Brésil, l'Inde et la Turquie.

Parallèlement, le comité a suivi de près le cours des événements dans son propre hémisphère. À cet égard, au vu du changement de garde politique en Argentine, le comité a jugé opportun de tourner son attention vers cette dernière. Dans le cadre de son étude, il s'est intéressé à l'évolution de la présence de l'Argentine à l'échelle régionale et internationale. Son rapport définitif dresse un portrait des possibilités politiques, économiques et sociales qui pourraient découler d'un renforcement des relations entre le Canada et l'Argentine et comprend sept recommandations visant à tirer parti de ces avantages bilatéraux et régionaux.

Comme dans le cas de ses autres études et rapports, le contexte dynamique dans lequel le comité examine de telles questions réaffirme son rôle essentiel pour diriger l'attention du gouvernement du Canada sur des dossiers prioritaires et inciter ce dernier à réorienter ses politiques en conséquence. Deux événements du genre se sont produits dans le cadre des travaux du comité alors qu'il achevait le présent rapport. Dans le premier cas, dans la foulée de la présente étude et des recommandations qu'avait formulées le comité dans son rapport de 2012 sur les relations canado-brésiliennes et, précédemment, dans un rapport datant de 1995 sur *Le libre-échange dans les Amériques*, le gouvernement du Canada a [lancé](#) le 1^{er} mai 2017 des consultations publiques pour définir ses priorités en vue d'un possible accord de libre-échange entre le Canada et le MERCOSUR (composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay). Alors que cette initiative bien accueillie prend forme, les recommandations du comité au gouvernement du Canada énoncées dans son rapport de février 2017 sur les accords de libre-échange du Canada méritent d'être rappelées. Plus précisément, ces recommandations soulignent l'importance, entre autres priorités, de promouvoir la transparence et l'inclusion avant, durant et après la négociation des accords de libre-échange en vue d'améliorer l'efficacité et les bienfaits de tels accords pour favoriser la prospérité économique du Canada.

Le second événement concerne la situation au Venezuela, que le comité surveille depuis quelque temps. Dans les dernières semaines qui ont mené au présent rapport, les tensions dans le pays se sont accentuées alors que le gouvernement vénézuélien prenait de plus en plus de mesures compromettant la consolidation démocratique dans le pays et dans toute la région. Parmi ces



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

mesures, notons la proposition de modifier la constitution vénézuélienne pour favoriser les intérêts du régime, le contournement constant de l'Assemblée nationale élue et le retrait du pays de l'Organisation des États américains (OEA). L'avis du comité rejoint celui d'autres rapports lorsqu'il indique que ces événements soulignent la primauté de l'OEA comme moyen pour le Canada de s'engager dans la région et de coopérer avec l'Argentine et d'autres partenaires régionaux, et ce afin d'aborder les priorités hémisphériques.

Au nom du comité, je tiens à remercier les témoins – représentants du gouvernement, universitaires, membres du corps diplomatique et dirigeants d'entreprises – qui ont comparu devant nous pour offrir leurs précieuses connaissances et perspectives. Je tiens aussi à remercier spécialement le gouvernement de l'Argentine, le Congrès national de l'Argentine, l'Assemblée législative de la ville autonome de Buenos Aires et l'ambassade du Canada en Argentine pour leur assistance durant la mission d'étude que le comité a effectuée dans la capitale.

Je remercie également nos analystes de la Bibliothèque du Parlement – Natalie Mychajlyszyn et Pascal Tremblay –, dont le dévouement et l'expertise transparaissent dans les pages du rapport à venir, la greffière du comité – Marie-Eve Belzile, et sa prédécesseure, Danielle Labonté – ainsi que notre équipe de traducteurs et d'interprètes, pour le concours qu'ils ont porté à la réalisation de ce rapport.

En mon nom personnel, je tiens à remercier tous les membres du comité, en particulier ceux de notre comité directeur, à savoir le sénateur Percy Downe, vice-président du comité, le sénateur Thanh Hai Ngo et la sénatrice Raymonde Saint-Germain, pour les conseils et les observations mûrement réfléchies qu'ils ont formulés dans le cadre de la préparation du rapport.

Le comité espère que le gouvernement du Canada et les acteurs du milieu des affaires et de la société civile examineront soigneusement les constatations et les recommandations contenues dans le rapport afin qu'elles se reflètent dans les mesures qui seront prises pour favoriser l'intensification de la présence du Canada en Argentine.

La sénatrice Raynell Andreychuk
Présidente du Comité



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

ORDRE DE RENVOI

Extrait des *Journaux du Sénat* du mardi 22 mars 2016 :

L'honorable sénatrice Andreychuk propose, appuyée par l'honorable sénateur Runciman,

Que le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international soit autorisé à examiner et à faire rapport sur les faits nouveaux en matière de politique et d'économie en Argentine dans le cadre de leur répercussion possible sur les dynamiques régionale et globale, dont les politiques et intérêts du Canada, et d'autres sujets connexes;

Que les documents reçus, les témoignages entendus, et les travaux accomplis par le comité sur ce sujet durant la première session de la quarante-deuxième législature, dans le cadre de son étude sur les relations étrangères et le commerce international en général, que le Sénat a autorisée le 27 janvier 2016, fassent partie des documents reçus et des témoignages entendus dans le cadre de la présente étude;

Que le comité soumette son rapport final au plus tard le 31 mai 2017 et qu'il conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions dans les 180 jours suivant le dépôt du rapport final.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le greffier du Sénat
Charles Robert

Extrait des *Journaux du Sénat* du mardi 28 mars 2017 :

L'honorable sénatrice Andreychuk propose, appuyée par l'honorable sénateur Greene,

Que, nonobstant l'ordre du Sénat adopté le mardi 22 mars 2016, la date du rapport final du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international concernant son étude sur les faits nouveaux en matière de politique et d'économie en Argentine soit reportée du 31 mai 2017 au 31 octobre 2017.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le greffier du Sénat
Charles Robert



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

LE COMITÉ



L'honorable Raynell Andreychuk
Présidente *



L'honorable Percy E. Downe
Vice-président*

Les honorables sénateurs:



Salma
Ataullahjan



Patricia Bovey



Anne Cools



Jane Cordy



Dennis Dawson



Nicole Eaton



Marc Gold



Leo Housakos



Sarabjit
Marwah



Thanh Hai
Ngo



Victor Oh



Raymonde
Saint-Germain



Yuen Pau
Woo

Membres d'office du comité :

L'honorable Peter Harder, C.P. (ou Diane Bellemare)

L'honorable Claude Carignan, C.P. (ou Yonah Martin)



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Le Comité désire souligner la contribution inestimable des honorables sénateurs suivants, qui ne siègent plus sur le Comité :

Les honorables sénateurs Johnson, Rivard et Smith, C.P. (Cobourg)

Autres sénateurs ayant participé à l'étude :

Les honorables sénateurs Beyak, Marshall, Martin, Omidvar, Poirier et Pratte

Service d'information et de recherche parlementaires, Bibliothèque du Parlement :

Natalie Mychajlyszyn et Pascal Tremblay, analystes

Direction des comités du Sénat :

Marie-Eve Belzile, greffière du comité
Debbie Larocque, adjointe administrative

Direction des communications du Sénat :

Marcy Galipeau, chef, Comités et activités de rayonnement



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

RÉSUMÉ

Le rapport qui suit présente les conclusions du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (le « Comité ») sur les possibilités de renouvellement des relations entre le Canada et l'Argentine et de resserrement du réseau du Canada dans les Amériques. En examinant l'un des pays les plus captivants de l'hémisphère qui démontre un immense potentiel de leadership, le Comité voulait en savoir plus sur les efforts de l'Argentine pour se distancier de son « siècle tumultueux » et mettre en place un programme « ambitieux » de réformes économiques et politiques. Dans ce contexte, le Comité a voulu faire le point sur les valeurs et les intérêts que le Canada et l'Argentine ont en commun et sur la nouvelle priorité du gouvernement de ramener la deuxième puissance économique d'Amérique du Sud à l'avant-plan de la scène internationale.

Le rapport conclut que le gouvernement du Canada devrait actualiser la relation qu'il entretient avec l'Argentine en élaborant des stratégies qui approfondissent leurs relations bilatérales sur le plan politique et commercial et qui favorisent des changements constructifs pour le bien de la stabilité et de la prospérité à long terme du pays. La mise en place de telles stratégies aurait pour effet de renforcer les valeurs que partagent les deux pays sur le plan de la gouvernance, des droits de la personne et de l'ouverture sur le monde à cette époque charnière de l'histoire argentine. À mesure que s'intensifient les relations et que s'ouvre cette « ère nouvelle en ce qui concerne [ses] relations avec l'Amérique latine », le Canada se positionnerait de plus en plus comme un partenaire bilatéral et régional intéressant. Autre point d'égale importance, le Canada diversifierait ses partenaires politiques et commerciaux; cet objectif est plus que jamais réfléchi et impérieux face à l'incertitude qui entoure les relations et les ententes commerciales actuelles du Canada.

Le Comité a été heureux de constater, à mesure qu'il avançait dans ses travaux, que plusieurs des messages livrés et sujets abordés devant témoins ont trouvé écho dans les cercles officiels et ont eu un effet immédiat sur les relations canado-argentines. À cet égard, le Comité salue l'entente intervenue en novembre 2016 entre le premier ministre Trudeau et le président Macri dans un grand nombre de domaines afin de resserrer les liens entre le Canada et l'Argentine. Toutefois, si l'entente en soi envoie un signal fort quant à leurs intentions réciproques de renforcer leur collaboration sur le plan bilatéral, le Comité juge qu'elle ne suffira pas, à elle seule, à produire davantage de résultats mutuellement bénéfiques dans la relation entre les deux pays. D'abord, pour en maximiser les effets, le Comité fait valoir que les divers volets de l'entente doivent être interreliés pour constituer une stratégie de politique étrangère canadienne plus complète et



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

unifiée à l'égard de l'Argentine. Ensuite, pour marquer le soutien du Canada à l'Argentine et renforcer les tendances positives dans la région, le Comité insiste sur le fait que les politiques canadiennes doivent s'aligner sur les grandes priorités politiques et économiques argentines, notamment en ce qui a trait au développement des secteurs commerciaux clés, à la promotion du progrès social et de l'unité nationale, à la consolidation des bases économiques du pays et, enfin, à la création d'un climat propice aux affaires et aux investissements.

Dans ce contexte, le Comité réitère le message qu'il a livré dans ses autres rapports, à savoir que l'engagement du Canada auprès de pays et de régions doit se faire de manière continue et stratégique. Il souligne que ce n'est qu'en ayant une présence constante que le Canada pourra aligner ses politiques en fonction de l'évolution des tendances, grâce à sa position de confiance et de force. En outre, le Comité tient à souligner avec vigueur qu'il est grand temps de renouveler les relations entre le Canada et l'Argentine. Comme l'a observé le Comité dans le cadre d'autres études, il est possible de perdre des occasions de solidifier des liens alors que les concurrents investissent tôt et saturent rapidement le marché. Plus catégoriquement, le Comité croit que si le Canada ne renouvelle pas rapidement ses politiques à l'égard de l'Argentine et de la région, il risque de perdre l'avantage. Si, au contraire, il agit rapidement et prouve qu'il peut être un partenaire de choix pour l'Argentine, il sera bien placé pour influencer la relation sur le long terme et en faire profiter les Canadiens à bien des égards, tant sur les plans politique que commercial. En somme, plus vite le Canada exprimera sa volonté de travailler en partenariat avec l'Argentine, plus grandes seront les occasions à saisir et plus étroite sera la relation.

Le rapport présente sept recommandations au gouvernement du Canada à cet égard. Les recommandations portent entre autres sur le cadre stratégique régional du Canada, les relations commerciales bilatérales, le pouvoir de conviction et les relations fédérales-provinciales. De plus, le rapport met de l'avant des propositions qui favorisent un engagement accru dans le développement social, le renforcement des capacités institutionnelles et la coopération régionale et mondiale.

En tant que « pays des Amériques », le Comité tient à faire ressortir les énormes enjeux que représente pour le Canada le vent de changement qui souffle sur les politiques intérieures et étrangères de l'Argentine et ce qu'il apporte de positif. Compte tenu du fait que le Canada est tourné vers l'hémisphère, l'évolution de la situation en Argentine et dans le reste de l'Amérique du Sud indique un changement dans la conjoncture politique et économique favorable à la poursuite des objectifs du Canada en matière de politique étrangère et d'échanges. Afin de profiter de la nouvelle dynamique qu'apporte ce changement, de saisir les occasions et d'aplanir les difficultés qui se présentent, le Comité recommande :



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Recommandation 1

Que le gouvernement du Canada élabore et mette à jour les politiques et les cadres bilatéraux et multilatéraux applicables, notamment la Stratégie d'engagement du Canada dans les Amériques et le Plan d'action sur les marchés mondiaux, afin de prendre en compte les nouvelles priorités de l'Argentine et de s'adapter aux tendances qui se dessinent dans la région.

Le Comité constate que le Canada et l'Argentine d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec ce qu'ils étaient lorsqu'ils ont commencé à resserrer leurs liens dans les années 1990. Du reste, le commerce mondial a aussi changé pour s'adapter à la nouvelle donne et aux liens complexes entre le commerce des biens et des services, l'investissement et les chaînes d'approvisionnement et de valeur. La nouvelle politique commerciale du Canada à l'égard de l'Argentine doit intégrer toutes ces considérations. Les secteurs de l'économie les plus prometteurs, dans le cadre du renforcement des relations canado-argentines, sont précisément ceux dans lesquels le Canada est déjà très engagé et qui font partie des priorités du gouvernement argentin. Il s'agit de l'énergie, plus particulièrement d'énergies propres et de la technologie nucléaire, du secteur des mines, notamment des mines d'or et de cuivre, d'autres filières de l'industrie extractive, comme celles du pétrole et du gaz, de l'infrastructure et de l'agriculture.

Au vu des besoins énergétiques de l'Argentine, de l'inefficacité de ses subventions à la consommation d'énergie et des inquiétudes exprimées au sujet de la culture peu développée d'économies d'énergie, le Comité souligne l'effet possible des relations de partenariat entre le Canada et l'Argentine pour améliorer les choses en menant des activités de sensibilisation aux meilleures pratiques d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique. Afin que le Canada tire parti de sa position de chef de file dans le domaine des énergies et des technologies propres, le Comité recommande :

Recommandation 2

Que le gouvernement du Canada s'engage davantage auprès de l'Argentine et transmette son expertise dans le domaine des technologies propres et des énergies renouvelables, notamment pour la production d'énergies solaire, éolienne et hydroélectrique. Le Canada et l'Argentine devraient également discuter de façons d'améliorer les habitudes de consommation et développer ensemble une stratégie de communication sur l'efficacité énergétique à l'intention de la population et des industries argentines.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Le Comité est convaincu que le Canada a un rôle important à jouer pour aider l'Argentine à exploiter son potentiel minier et à favoriser son développement économique. Déjà, l'Argentine est le troisième partenaire du Canada en importance en Amérique latine pour la valeur des actifs miniers, en particulier grâce à ses mines d'or et de cuivre, et elle se classe quatrième pour la concentration de compagnies minières canadiennes en Amérique du Sud. L'industrie pétrolière et gazière et la production de potasse en Argentine sont d'autres possibilités de renforcement de la coopération. À titre de partenaire minier possible, la valeur du Canada pour l'Argentine est renforcée par la position de leadership qu'il occupe en matière de génie, de droit et de finance et d'autres services professionnels et techniques propres au secteur, ainsi que par l'expérience et les connaissances dans le domaine de l'élaboration de cadres réglementaires en fonction des compétences fédérales et provinciales qu'il pourrait partager. Comme le potentiel minier de l'Argentine se trouve dans les régions les moins développées du pays, l'exploitation de ces mines permettrait d'appuyer les objectifs de développement économique régional du gouvernement. En conséquence, le Comité recommande :

Recommandation 3

Que, compte tenu des débouchés dans le secteur minier en général et l'industrie pétrolière et gazière en particulier, le gouvernement du Canada établisse des partenariats avec l'Argentine portant sur la prestation de services de soutien requis. En plus d'accroître les investissements et le partage de la technologie et du savoir-faire technique, il faut favoriser les partenariats qui permettent de transmettre les connaissances relatives aux cadres réglementaires et aux relations fédérales-provinciales.

Le Comité est convaincu que l'intérêt de l'Argentine à intégrer des engagements liés à la responsabilité sociale des entreprises dans sa culture organisationnelle afin de renforcer son attrait en tant que destination commerciale est une autre occasion importante de renforcer les liens bilatéraux. Traduisant le niveau de respect pour le leadership du Canada dans ce domaine et ses efforts pour affermir la transparence et la confiance du public lorsque se produisent des incidents impliquant des entreprises canadiennes, la Chambre de commerce Canada-Argentine a joué un rôle prépondérant pour faire connaître les pratiques en matière de responsabilité sociale des entreprises. Sur cette lancée, l'Association minière du Canada et la Cámara Argentina de Empresarios Mineros (CAEM) ont convenu d'unir leurs efforts pour relever les normes en matière de responsabilité sociale des entreprises en Argentine en instaurant le programme « Vers le développement minier durable » mis au point par l'association canadienne. Pour poursuivre sur la nouvelle lancée et continuer à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises, et



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

compte tenu de l'importance de l'industrie des ressources naturelles partout en Amérique du Sud et des avantages que tous peuvent en tirer, le Comité recommande :

Recommandation 4

Que le gouvernement du Canada profite de l'initiative lancée récemment par l'Association minière du Canada et la Cámara Argentina de Empresarios Mineros pour appuyer des projets conjoints visant à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises sur une plus grande échelle en Amérique du Sud et au sein de l'industrie.

Le Comité souligne les possibilités qui s'offrent au Canada de former et d'appuyer des partenariats avec l'Argentine en ce qui concerne son accès au financement. Il salue l'engagement du Canada de faire connaître son modèle de partenariat public-privé, particulièrement pour les investissements dans l'infrastructure, et ses pratiques exemplaires dans ce domaine. En outre, le Comité se réjouit du niveau de soutien offert par Exportation et développement Canada (EDC) à la centaine d'entreprises canadiennes qui font des affaires en Argentine, en dépit des conditions difficiles dans lesquelles ces entreprises mènent leurs activités. Toutefois, étant donné que le Canada possède l'expertise nécessaire pour aider l'Argentine à donner suite à ses priorités, l'évolution des conditions dans le pays et de l'intérêt croissant accordé aux perspectives économiques en Argentine, le Comité croit fermement que la politique restrictive d'EDC à l'égard de ce pays nuira aux efforts de resserrement des liens commerciaux entre les deux pays et les relations canado-argentines de façon plus générale. Pour éviter une telle situation et pour aider en particulier les petites et moyennes entreprises canadiennes et favoriser leur participation à la chaîne d'approvisionnement, le Comité recommande :

Recommandation 5

Qu'Exportation et développement Canada (EDC) entreprenne immédiatement un examen des niveaux de service qu'elle offre aux entreprises canadiennes qui s'intéressent au marché argentin. Cet examen devrait englober une évaluation de la valeur et des avantages de l'établissement d'une présence à Buenos Aires pour les entreprises canadiennes et pour d'autres intérêts commerciaux canadiens.

Le Comité est convaincu que, pour resserrer la relation entre le Canada et l'Argentine, des efforts supplémentaires doivent être déployés pour amener les deux pays à mieux se connaître et à se comprendre, ainsi que pour améliorer les relations entre les personnes, en plus de faciliter le mouvement des personnes, notamment à des fins d'affaires et de tourisme. Le Comité a été



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

informé du vif intérêt démontré pour un resserrement de la coopération dans le domaine de l'éducation, notamment pour les échanges entre les étudiants et les membres du corps professoral, et au chapitre de l'innovation, des sciences et de la technologie et de la recherche et développement, notamment au sujet des questions polaires. Le Comité tient également à souligner que le 150^e anniversaire de la Confédération du Canada offre d'autres occasions de renforcer les échanges culturels et d'améliorer la compréhension entre les deux pays, par l'entremise des arts visuels et de la scène. Le Comité a également été informé des difficultés découlant de l'obligation pour les Argentins qui voyagent au Canada d'obtenir un visa. Étant donné le rôle que jouent les réseaux de transport en matière de resserrement des liens personnels et commerciaux, le Comité encourage l'industrie du transport aérien à étudier les avantages commerciaux de la création d'un vol sans escale entre le Canada et l'Argentine pour faciliter les déplacements. Il invite aussi Destination Canada (anciennement la Commission canadienne du tourisme) à songer à inclure l'Argentine dans ses activités de promotion. Le Comité est d'avis qu'il faut préciser la voie à suivre et, reconnaissant pleinement que l'éducation relève de la compétence des provinces, il encourage particulièrement les institutions d'enseignement concernées au Canada et en Argentine à multiplier les contacts et à explorer les avenues de collaboration afin de cimenter leurs intérêts communs. Le Comité recommande fortement :

Recommandation 6

Que le gouvernement du Canada, de concert avec les institutions concernées et les différents ordres de gouvernement, examine les possibilités de mettre en place un programme de bourses qui faciliterait les échanges d'étudiants entre le Canada et l'Argentine. Il devrait aussi envisager de conclure des ententes-cadres concrètes sur la collaboration en matière d'éducation, tout en demeurant conscient des problèmes liés à la reconnaissance des titres de compétences étrangers.

Le Comité est convaincu que les échanges parlementaires et les liens qui sont ainsi créés peuvent aider de manière importante à faire durer les relations bilatérales entre les deux pays. En effet, des activités comme la tenue de la présente étude du comité sénatorial sur les relations canado-argentines et des réunions qui l'ont ponctuée à Ottawa et à Buenos Aires, en plus de la création de groupes d'amitié interparlementaire et des relations tissées dans les tribunes parlementaires multilatérales, maintiennent la lancée de l'approfondissement de cet engagement.

Au vu de la structure fédérale de l'Argentine et de l'importance des relations fédérales-provinciales en Argentine dans ses programmes de réforme politique, économique et sociale, le Comité souligne que la politique du gouvernement du Canada à l'égard de l'Argentine doit tenir compte de la structure fédérale de chaque pays et s'assurer que des engagements sont



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

également remplis à l'échelon provincial. Croyant que leur expérience commune en matière de systèmes fédéraux peut constituer un élément important de leur partenariat, le Comité recommande :

Recommandation 7

Que le gouvernement du Canada offre son aide à l'Argentine dans le cadre de l'examen des options visant à redéfinir son cadre fédéral-provincial et des nouvelles formules de péréquation.

Les questions liées au développement social, aux infrastructures souples et au capital humain – notamment la création d'emplois et l'éducation – se répercutent aussi sur toutes les priorités stratégiques du gouvernement Macri et offrent à l'Argentine et au Canada des possibilités de resserrer les liens qui les unissent. Elles comportent également une importante dimension sociale, plus précisément pour ce qui est de l'économie régionale, de l'emploi et de l'inégalité sociale. Vu le rôle des agences de développement économique régional au Canada, le Comité propose que le gouvernement du Canada étudie la possibilité de former des partenariats et des synergies entre les responsables du plan Belgrano de l'Argentine et ses propres organismes de développement régional, lesquels sont axés sur le développement économique des régions du Nord, de l'Atlantique, du Québec, du nord et du sud de l'Ontario, et de l'Ouest canadien.

Le Comité est également convaincu que le soutien du Canada envers les institutions démocratiques de l'Argentine renforcerait la valeur du Canada à titre de partenaire et constituerait une assise importante pour le resserrement des liens avec ce pays et d'autres pays de cette région. Un tel soutien devrait porter sur les axes qui renforcent la structure et les valeurs de gouvernance de l'Argentine – dont la confiance et l'intégrité – afin de permettre au gouvernement argentin de fonctionner efficacement, de bien mettre en œuvre ses politiques et, enfin, d'atténuer les périodes d'instabilité qui ont par le passé ébranlé la scène politique, l'économie et la société. Pour assurer une utilisation optimale des ressources et compte tenu de l'effort considérable requis, le Comité propose que l'aide que le Canada a déjà offerte soit coordonnée entre les principaux pays donateurs et d'autres sources. Compte tenu du rôle important des statistiques fiables pour façonner des politiques publiques solides et des difficultés passées de l'Argentine dans ce domaine, le Comité fait valoir que la collaboration entre les deux pays quant aux structures de gouvernance doit comprendre des échanges sur le renforcement de la capacité entre l'Institut national de la statistique et des recensements (INDEC) de l'Argentine et Statistique Canada.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

À mesure que l'Argentine prend sa place sur la scène mondiale et y fait valoir ses intérêts, le Comité souligne que le Canada peut redynamiser ses relations bilatérales avec l'Argentine en menant, de manière bilatérale ou multilatérale, des initiatives régionales et globales qui se fondent sur des intérêts et des valeurs que partagent les deux pays. La valeur d'une telle coopération et d'un tel dialogue se témoigne par leur soutien à la réintégration de l'Argentine au sein de la communauté internationale et leurs effets à long terme sur le développement économique et social du pays. De telles possibilités de collaboration sont possibles dans un éventail de dossiers régionaux et globaux d'intérêt commun, comme les droits de la personne, la consolidation démocratique, l'accès aux marchés, la lutte contre le trafic de stupéfiants, le crime organisé, la migration, l'énergie nucléaire, le contrôle des armes à feu, les catastrophes naturelles et l'aide humanitaire. Une autre possibilité qui se démarque consisterait à conjuguer les efforts en vue de mettre en œuvre l'accord de paix en Colombie et d'établir les conditions propices à l'inclusion et à la stabilité à long terme de ce pays. Il serait également possible de renforcer la collaboration avec d'autres regroupements dans lesquels le Canada et l'Argentine ont des intérêts convergents – comme l'Alliance du Pacifique –, et d'appuyer la demande d'adhésion de l'Argentine à l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) et des initiatives qui maintiennent les synergies parmi les pays aux vues semblables.

Pour permettre au Canada de profiter pleinement des effets bénéfiques possibles de son profil régional et de ses relations bilatérales resserrées avec l'Argentine, le Comité croit que le « moment est venu » pour le Canada « d'assumer un rôle de leadership » et d'en faire plus pour confirmer son engagement envers l'Organisation des États américains (OEA). L'organisation pourrait ainsi devenir la tribune multilatérale de choix pour le Canada, lui permettant de développer des synergies, de promouvoir un dialogue et des valeurs et d'améliorer ses réseaux dans des pays clés de la région et dans des dossiers communs. Ces pays comptent ceux dont les relations avec le Canada sont en pleine évolution, comme le Mexique, le Brésil, la Colombie, le Chili, le Pérou et maintenant l'Argentine.

Compte tenu des dimensions régionales et globales caractérisant une meilleure collaboration entre le Canada et l'Argentine et de l'examen, par le Comité, des relations entre le Canada et le Mexique, il devient essentiel, dans le contexte du présent rapport, de porter une attention particulière au Mexique en tant qu'élément clé du renouvellement de la stratégie du Canada. En effet, l'attachement des trois pays aux valeurs démocratiques, leurs complémentarités commerciales et économiques et les liens entre les personnes sont tous des moteurs synergiques importants d'un engagement amélioré qui les avantagent, au profit des diverses tribunes multilatérales dans lesquelles se déroulent leurs interactions et, de manière plus générale, d'une nouvelle ère de dynamique hémisphérique.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Étant donné que l'Argentine est en voie de devenir une puissance régionale, le Comité croit que le Canada pourrait améliorer ses relations avec ce pays en faisant des droits de la personne – une valeur commune – un domaine clé de collaboration dans le cadre de tribunes bilatérales et internationales, comme l'OEA. Ayant traversé une période difficile sous le régime militaire qui était au pouvoir de 1976 à 1983, l'Argentine est bien placée, en tant que chef régional, pour donner du poids aux initiatives multilatérales qu'elle dirigerait, de manière à assurer un ordre international dans lequel les droits de la personne sont protégés. Il serait également possible pour le Canada et l'Argentine de travailler ensemble afin d'atténuer les tensions politiques et de juguler la crise économique grandissante au Venezuela, ainsi que d'améliorer la situation des opposants politiques dans ce pays, un thème que le Comité a déjà étudié et qu'il continue de s'intéresser de près.

Tout en attirant l'attention sur les occasions à saisir et les politiques qui favorisaient, selon lui, une relation plus constructive entre le Canada et l'Argentine, et indépendamment de l'enthousiasme manifesté et des progrès réalisés à ce jour, le Comité recommande un optimisme prudent à la lumière, en grande partie, des volte-face passées de l'Argentine et de leurs graves répercussions sur les politiques économiques. En effet, la marge de manœuvre de l'Argentine vers la réforme est mince; elle doit parvenir à trouver le juste équilibre, car elle doit agir rapidement pour préserver son élan, tout en s'assurant de conserver ses appuis, ce qui exige une approche plus graduelle. Les événements internationaux et l'incertitude qui plane quant à la reprise de l'économie mondiale, notamment pour ce qui est du marché des produits de base, ainsi que d'autres dynamiques régionales, contribuent aussi à créer un climat politique risqué pour le régime actuel. Dans ce contexte, la mesure dans laquelle les élections de mi-mandat au Congrès, en octobre 2017, témoigneront de la continuité du soutien encore accordé au nouveau consensus et aux politiques du gouvernement occupe une place très importante. Si aucune solution n'est apportée, ces pressions pourraient avoir des conséquences sur la nouvelle relation entre le Canada et l'Argentine.

Ainsi, les enjeux sont plus élevés que jamais pour la consolidation démocratique et la prospérité économique future de l'Argentine et de la région. En adoptant un programme fondé sur les politiques à jour et en se laissant guider par un optimisme prudent, le Canada peut jouer un rôle important qui facilitera l'obtention de résultats souhaitables à long terme, ce qui aura des effets bénéfiques incalculables dans les années à venir.



LISTE DES RECOMMANDATIONS

Le Comité recommande:

Recommandation 1

Que le gouvernement du Canada élabore et mette à jour les politiques et les cadres bilatéraux et multilatéraux applicables, notamment la Stratégie d'engagement du Canada dans les Amériques et le Plan d'action sur les marchés mondiaux, afin de prendre en compte les nouvelles priorités de l'Argentine et de s'adapter aux tendances qui se dessinent dans la région. (p. 25)

Recommandation 2

Que le gouvernement du Canada s'engage davantage auprès de l'Argentine et transmette son expertise dans le domaine des technologies propres et des énergies renouvelables, notamment pour la production d'énergies solaire, éolienne et hydroélectrique. Le Canada et l'Argentine devraient également discuter de façons d'améliorer les habitudes de consommation et développer ensemble une stratégie de communication sur l'efficacité énergétique à l'intention de la population et des industries argentines. (p. 32)

Recommandation 3

Compte tenu des débouchés dans le secteur minier en général et l'industrie pétrolière et gazière en particulier, que le gouvernement du Canada établisse des partenariats avec l'Argentine portant sur la prestation de services de soutien requis. En plus d'accroître les investissements et le partage de la technologie et du savoir-faire technique, il faut favoriser les partenariats qui permettent de transmettre les connaissances relatives aux cadres réglementaires et aux relations fédérales-provinciales. (p. 36)

Recommandation 4

Que le gouvernement du Canada profite de l'initiative lancée récemment par l'Association minière du Canada et la Cámara Argentina de Empresarios Mineros pour appuyer des projets conjoints visant à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises sur une plus grande échelle en Amérique du Sud et au sein de l'industrie. (p. 37)



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Recommandation 5

Qu'Exportation et développement Canada (EDC) entreprenne immédiatement un examen des niveaux de service qu'elle offre aux entreprises canadiennes qui s'intéressent au marché argentin. Cet examen devrait englober une évaluation de la valeur et des avantages de l'établissement d'une présence à Buenos Aires pour les entreprises canadiennes et pour d'autres intérêts commerciaux canadiens. (p. 41)

Recommandation 6

Que le gouvernement du Canada, de concert avec les institutions concernées et les différents ordres de gouvernement, examine les possibilités de mettre en place un programme de bourses qui faciliterait les échanges d'étudiants entre le Canada et l'Argentine. Il devrait aussi envisager de conclure des ententes-cadres concrètes sur la collaboration en matière d'éducation, tout en demeurant conscient des problèmes liés à la reconnaissance des titres de compétences étrangers. (p. 43)

Recommandation 7

Que le gouvernement du Canada offre son aide à l'Argentine dans le cadre de l'examen des options visant à redéfinir son cadre fédéral-provincial et des nouvelles formules de péréquation. (p. 48)



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

INTRODUCTION

Les résultats des élections tenues en Argentine fin 2015 sont parmi les plus importants et mémorables de l'histoire du pays et de l'Amérique du Sud. En effet, pour la première fois, le candidat d'un parti politique non traditionnel, Mauricio Macri, à la tête de Proposition républicaine (Pro), a gagné l'élection présidentielle, défaisant ainsi Daniel Scioli, le candidat du parti au pouvoir depuis 12 ans. La coalition du président Macri, avec son slogan *Cambiamos* (« Changeons ») et sa rhétorique en faveur de politiques modérées, consensuelles et « pragmatiques », entend rétablir le contact entre l'Argentine et le reste du monde; elle promet aussi d'éloigner la deuxième puissance économique d'Amérique du Sud de ce que beaucoup considéraient comme les politiques divisionnistes, et populistes « non-durables » d'autrefois. On s'attend à ce que l'objectif du président Macri permette d'améliorer la stabilité et la prospérité du pays et de renforcer d'autres dynamiques positives ailleurs dans la région.

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (le « Comité ») a entrepris une étude sur l'évolution de la conjoncture politique et économique en Argentine et ses répercussions éventuelles sur les relations qu'entretient le Canada avec ce pays et le reste de la région. Le Comité s'est appliqué plus particulièrement à déterminer dans quelle mesure le Canada devrait accroître son engagement auprès de l'Argentine, les facteurs bilatéraux et régionaux qui entrent en jeu, et à recommander les stratégies appropriées au gouvernement du Canada.

Le Comité en est arrivé à la conclusion qu'à la lumière de ses nouvelles priorités, l'Argentine offre au Canada d'immenses perspectives et des chances de remodeler ses relations bilatérales avec ce pays, d'élargir son réseau dans les Amériques et de promouvoir ses intérêts étrangers et commerciaux en général. Par conséquent, le gouvernement du Canada devrait prendre d'importantes mesures et élaborer des stratégies pour approfondir ses relations politiques et commerciales avec l'Argentine. Ce faisant, le gouvernement devra également montrer à l'Argentine que le Canada est un partenaire précieux, qui appuie son mouvement vers l'avant, dont le succès dépendra fortement de la manière dont le pays gouverne et gère sa situation politique et économique. Si le Canada adopte des stratégies qui soutiennent l'Argentine dans sa transition et font la promotion des effets bénéfiques durables de son plan, au-delà des changements politiques et des résultats électoraux, le Comité s'attend à un renforcement des partenariats entre le Canada et l'Argentine, à la poursuite de la convergence de valeurs communes et à un accroissement de la présence et de l'influence de l'Argentine dans la région. Au bout du compte, on devrait voir se développer des réseaux plus étendus et constructifs de coopération hémisphérique et mondiale dans toutes sortes de domaines et couvrant tout un éventail de préoccupations.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Le présent rapport fait état des conclusions du Comité au sujet de la situation actuelle en Argentine, des enjeux bilatéraux et régionaux inhérents à la transition politique et économique du pays, et des moyens par lesquels le Canada peut aider l'Argentine pendant cette période délicate, mais fort importante. Il fait sept recommandations au gouvernement du Canada, à propos du cadre stratégique régional du Canada, des relations commerciales bilatérales, du pouvoir de conviction et des relations fédérales-provinciales, et il met de l'avant des propositions favorisant un engagement accru dans le développement social, le renforcement des capacités institutionnelles et la coopération régionale et mondiale. En mettant ces secteurs en évidence, le rapport contribue de façon inestimable à renforcer les analyses et discussions politiques actuelles sur l'Argentine; de plus, il sera d'un grand intérêt pour les observateurs de la politique étrangère canadienne, notamment les responsables politiques et les gens d'affaires au Canada, en Argentine et dans toute la région.

En se penchant sur l'un des pays les plus fascinants d'Amérique du Sud, le présent rapport s'inscrit dans la continuité du travail du Comité, qui consiste à analyser les événements majeurs dans notre propre hémisphère, à mieux faire connaître la région aux Canadiens et à insister sur l'importance qu'elle revêt dans le cadre des priorités du Canada. Aussi, compte tenu des liens étroits qu'entretient l'Argentine avec ses voisins et de la dynamique générale en Amérique du Sud, le rapport présente une perspective régionale, un exercice nécessaire pour permettre une compréhension plus profonde de l'avenir des relations entre le Canada et l'Argentine. Étant donné la multitude de développements majeurs survenus récemment dans cette région du monde, la présente étude sert aussi de mise à jour de ses rapports précédents, notamment celui sur le Brésil (en 2012) et sur le Venezuela (en 2016)¹. Ces rapports exposaient, dans une perspective régionale, les occasions de partenariat et de collaboration multilatérale pour le Canada, ainsi que les inquiétudes concernant l'efficacité de la gouvernance, la consolidation de la démocratie, la primauté du droit et la protection des droits de la personne.

À la suite de ses rapports sur la Chine, l'Inde, la Turquie et la région Asie-Pacifique, ce rapport est la dernière contribution à la réflexion continue du Comité sur la dynamique politique et économique mondiale, l'apparition de nouveaux joueurs et l'émergence de nouvelles relations et leur incidence sur les intérêts et les perspectives du Canada. Dans ces études, le Comité – comme beaucoup d'autres – s'est intéressé au bilan économique impressionnant des pays et a cherché à concevoir une stratégie permettant au Canada de conquérir un marché saturé par ses concurrents. **Dans ce cas-ci, nous avons affaire à un pays, l'Argentine, qui vient de prendre un nouveau départ, et le champ des possibilités est encore grand ouvert. S'il agit rapidement et prouve qu'il peut être un partenaire de choix pour l'Argentine, le Canada sera bien placé pour**

¹ Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (AEFA), [Intensifier les partenariats stratégiques avec le nouveau Brésil](#), mai 2012; AEFA, [Perspectives sur la situation au Venezuela](#), juin 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

influencer la relation sur le long terme et en faire profiter les Canadiens à bien des égards, tant sur les plans politique que commercial.

Le Comité a lancé son étude en janvier 2016, peu après l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement. Il a été heureux de constater, à mesure qu'il avançait dans ses travaux, que plusieurs des messages livrés et sujets abordés devant témoins ont trouvé écho dans les cercles officiels et ont eu un effet immédiat sur les relations canado-argentine. En novembre 2016, le premier ministre Justin Trudeau a effectué une visite officielle en Argentine au cours de laquelle lui et le président Macri ont convenu de collaborer dans plusieurs domaines qui avaient déjà retenu l'attention du Comité². Cette visite officielle compte d'ailleurs parmi les nombreux échanges survenus entre les deux pays au cours de la dernière année, dont deux rencontres de haut niveau tenues début 2016, en marge de différentes activités internationales : la visite au Canada des secrétaires aux Mines et au Commerce, en mars 2016, venus assister à des événements très médiatisés et à des foires commerciales portant sur les avantages comparatifs du Canada en matière commerciale, et la visite à Ottawa et dans d'autres villes canadiennes, en octobre 2016, de la vice-présidente de l'Argentine, Gabriela Michetti, accompagnée d'une délégation de secrétaires de haut niveau et de représentants d'entreprises, dont le but était de voir les possibilités d'approfondir les liens commerciaux.

Étant donné qu'il a suivi ces événements et l'évolution de la situation en Argentine, le Comité est convaincu que sa décision de se pencher sur un nouvel enjeu stratégique susceptible d'avoir d'énormes répercussions sur les intérêts étrangers et commerciaux du Canada était très judicieuse et qu'elle n'aurait pu tomber à un meilleur moment. En effet, le Canada et l'Argentine ont célébré 75 ans de relations bilatérales en 2015; l'Argentine a fêté ses 200 ans d'indépendance de l'Espagne en 2016; et 2017 marquera pour le Canada le 150^e anniversaire de l'avènement de la Confédération. Le Comité reconnaît toutefois que l'histoire de l'Argentine est jalonnée de crises et de tentatives de réforme. Dans ce contexte, le Comité tient à rappeler que malgré le réalisme dont ils font preuve dans leur enthousiasme, leur compréhension des enjeux et leur engagement à l'égard de la cadence modérée à adopter, les décideurs politiques, législateurs et autres acteurs argentins doivent savoir que pour espérer réussir cette fois-ci, il faudra que de nombreux rouages finissent par s'imbriquer pour fonctionner correctement. Une grande pièce du casse-tête est déjà en place, grâce au crédit dont jouissent le président Macri et son équipe, les responsables provinciaux et municipaux ainsi que les différentes factions de l'opposition, qui ont bien pris toute la mesure du changement dans le paysage politique argentin et compris le grand désir de

² AEFA, Affaires mondiales Canada (AMC), 42:1, Fascicule n°2, [17 février 2016](#); Son Excellence Norma Nascimbene de Dumont, ambassadrice, ambassade de la République argentine, 42:1 Fascicule n°4, [14 avril 2016](#); Cabinet du Premier ministre, « [Le premier ministre Justin Trudeau rencontre le président de l'Argentine, Mauricio Macri](#) », communiqué de presse, 31 mars 2016; Cabinet du Premier ministre, « [Le premier ministre Justin Trudeau conclut une première visite officielle fructueuse en Argentine](#) », communiqué de presse, 18 novembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

changement et de collaboration. Reste à voir, toutefois, si la gestion de la situation politique, le degré d'unité et autres facteurs continueront de créer les conditions favorables à une réforme en Argentine encore longtemps ou si le pays empruntera une voie différente vers la stabilité et la prospérité.

À la lumière des audiences qu'il a tenues à Ottawa et d'une mission d'information fort instructive de cinq jours menée à Buenos Aires, en septembre 2016, **le Comité a tout lieu de croire qu'une relation renouvelée et constructive qui soutiendrait notamment les efforts de l'Argentine pour atteindre la stabilité et la prospérité à long terme serait extrêmement bénéfique pour nos deux pays**³. Il est persuadé que le dynamisme qui anime l'Argentine et l'ensemble des acteurs concernés, toutes personnes et tous partis politiques confondus, pourrait profiter du soutien et des encouragements durables de pays comme le Canada. Plus vite le Canada exprimera sa volonté de travailler en partenariat avec l'Argentine, à tous les niveaux de pouvoir et avec l'ensemble des communautés, plus grandes seront les occasions à saisir et plus étroite sera la relation. Maintenant que l'Argentine est engagée sur la voie de la bonne gouvernance et du progrès économique – deux éléments essentiels pour s'assurer un avenir prospère et stable –, le rôle du Canada en tant que partenaire bilatéral et régional prend de l'importance.

Le Comité tient également à réitérer le message qu'il a livré dans ses autres rapports, à savoir que l'engagement du Canada auprès de pays et de régions doit se faire de manière continue et stratégique. Il souligne que ce n'est qu'en ayant une présence constante que le Canada pourra aligner ses politiques en fonction de l'évolution des tendances, grâce à sa position de confiance et de force.

Les conclusions du Comité reposent sur des informations et des points de vue précieux recueillis auprès de ceux qui sont au cœur des changements que connaît l'Argentine, notamment la vice-présidente, le ministre en chef, les ministres du Trésor et des Finances, de l'Énergie et des Mines, et du Développement social, ainsi que le secrétaire au Commerce. Le Comité a aussi organisé deux longues réunions à Ottawa et Buenos Aires, auxquelles ont participé plus de 25 sénateurs et députés du Congrès national argentin, représentant le gouvernement et les partis d'opposition. Le Comité a rencontré également le chef de Cabinet du président Macri responsable du *Plan Belgrano*, une initiative de développement des régions les plus pauvres du pays; deux ambassadeurs argentins qui se sont succédé au Canada; des représentants du secrétariat aux Relations provinciales du ministère de l'Intérieur; des élus de la municipalité de Buenos Aires; et les dirigeants de l'Agence de promotion des investissements et du commerce

³ De février à octobre 2016, le Comité a tenu 10 réunions et entendu 13 témoins à Ottawa; il a aussi effectué une mission d'information de cinq jours à Buenos Aires, en septembre 2016, au cours de laquelle il a organisé plus de 20 rencontres avec quelque 70 interlocuteurs.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

nouvellement créée en Argentine. De plus, le Comité a recueilli les témoignages de hauts responsables d'Affaires mondiales Canada (AMC), d'Exportation et développement Canada (EDC) et du Centre de recherche pour le développement international (CRDI); de membres du corps diplomatique; de représentants d'institutions financières internationales et de nombreuses entreprises et associations professionnelles; d'analystes expérimentés de tous horizons (Canada, Argentine et la région); de groupes de la société civile; et d'environ 15 porte-parole de plusieurs organisations syndicales argentines, dont l'influent syndicat des camionneurs et son secrétaire général.

Le rapport commence par donner une vue d'ensemble de la voie qu'emprunte l'Argentine dans cette ère nouvelle amorcée avec l'élection présidentielle de décembre 2015, en s'intéressant plus particulièrement aux développements récents en matière de politique intérieure et de politique étrangère. Il expose ensuite les enjeux bilatéraux et régionaux pour le Canada dans le contexte actuel, et formule enfin des recommandations à l'intention du gouvernement du Canada sur la manière constructive de s'engager dans des relations avec l'Argentine dans notre intérêt mutuel. Le rapport se conclut sur des observations concernant l'environnement politique à haut risque avec lequel doit composer l'Argentine, et des facteurs à prendre en compte dans toute stratégie canadienne visant ce pays.



ÉNONCÉ DES ENJEUX

Les raisons qui sous-tendent la recommandation globale voulant que le Canada bâtisse une relation mutuellement bénéfique et durable avec l'Argentine et qu'il appuie ce pays dans ses efforts de restructuration politique et économique et de réintégration de la communauté internationale se fondent sur divers éléments liés aux attraits de l'Argentine, à l'histoire de ses relations bilatérales avec le Canada et aux conditions défavorables qui l'ont empêchée de réaliser son plein potentiel.

A. Attraits de l'Argentine

Le potentiel qu'offrent la géographie, la population et la richesse culturelle de l'Argentine attire les Canadiens depuis quelque temps déjà. S'étendant sur environ 4 000 km, depuis le nord subtropical jusqu'au sud subantarctique, l'Argentine a une superficie de 2,7 millions de km², ce qui la place au 8^e rang mondial et au 2^e rang en Amérique du Sud, juste derrière le Brésil, pour la grandeur de son territoire. Colonisée par l'Espagne au début du XVI^e siècle, elle a accédé à l'indépendance en 1816. Peuplée par des vagues successives d'immigrants européens au XIX^e et au milieu du XX^e siècle, l'Argentine compte aujourd'hui environ 43 millions d'habitants et se classe 33^e au monde pour la taille de sa population, juste après l'Afrique du Sud et l'Espagne, et 3^e en Amérique du Sud, derrière le Brésil et la Colombie. Avec ses merveilles de la nature, comme les chutes d'Iguazú, sa situation géographique qui en fait un des principaux points de départ vers l'Antarctique voisin, sa gastronomie et sa scène culturelle de réputation mondiale, l'Argentine offre une multitude d'attraits pour les touristes de toutes sortes⁴.

Tout cela combiné a fait de l'Argentine la deuxième puissance économique d'Amérique du Sud, avec un PIB nominal de plus de 600 milliards de dollars américains en 2015⁵. En plus de ses importants gisements aurifères et argentifères, l'Argentine possède d'abondantes ressources naturelles, notamment pétrolières et gazières. Grâce à son agriculture extensive et son industrie de l'élevage, le pays est un grand producteur agricole, tant sur le marché intérieur que sur les marchés étrangers, notamment dans les filières du soja, du blé, du vin et du bœuf⁶.

⁴ Central Intelligence Agency (CIA), « Argentina », *The World Factbook* [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]; AEFA, Sarah Purcell, 42:1, Fascicule n° 1, [4 février 2016](#).

⁵ The Economist Intelligence Unit, *Country Report: Argentina*, novembre 2016 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁶ AEFA, Exportation et développement Canada (EDC), 42:1, Fascicule n° 3, [10 mars 2016](#); AEFA, Allan Culham, 42:1, Fascicule n° 1, [3 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

B. Rappel historique sur les relations entre le Canada et l'Argentine

La relation qu'entretient le Canada avec l'Argentine ne date pas d'hier; elle remonte à 1940, année de l'établissement des liens diplomatiques entre nos deux pays. Depuis lors, la relation bilatérale s'est développée, en grande partie grâce à nos similitudes et aux rapprochements entre nos deux peuples. De ce point de vue, le Canada et l'Argentine ont en commun les opportunités et les difficultés inhérentes à leur système fédéral, à la richesse de leurs ressources naturelles, à leur superficie et à la taille de leurs territoires peu densément peuplés, à leur proximité d'un pôle et à leur diversité culturelle, entre autres⁷. Les liens qui unissent nos deux peuples ont été tissés et renforcés aussi grâce au tourisme, aux programmes financés par le gouvernement pour favoriser la compréhension mutuelle, ainsi que par les nombreux Argentins qui ont trouvé refuge au Canada après avoir fui des gouvernements répressifs et des conditions difficiles⁸. Parmi les membres bien connus de la communauté argentine au Canada, il y a les docteurs Julio Montaner et Adolfo de Bold, deux chercheurs en médecine primés pour leurs travaux, ainsi qu'un député⁹.

Depuis l'ouverture en 1911 du premier bureau commercial en Amérique du Sud dans la capitale argentine, Buenos Aires, le commerce – particulièrement dans les secteurs des mines, de l'énergie et de l'agriculture – représente la pierre angulaire des relations entre le Canada et l'Argentine. Il y a eu deux événements charnières dans les relations économiques bilatérales – à savoir la signature des [Accords relatifs au transport aérien de 1979](#) (entrés en vigueur en 1987 et mis à jour plusieurs fois depuis) et de l'[Accord sur l'encouragement et la protection des investissements étrangers de 1991](#) (en vigueur depuis 1993) – qui ont, de l'avis d'un témoin, renforcé la confiance à l'égard du climat des affaires en Argentine¹⁰. À ce propos, l'Association minière du Canada a fait remarquer que le secteur minier canadien a commencé à s'intéresser à l'Argentine dans les années 1990, en raison de la prise de conscience grandissante du fort potentiel géologique dans ce pays et de l'apparition de nouvelles politiques minières constructives à l'époque¹¹. En 1996, le Canada et l'Argentine ont signé un [accord de coopération nucléaire](#) pour ancrer leur partenariat dans l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Grâce à ces ententes et aux ressemblances entre les deux pays, en 2015, la valeur des échanges bilatéraux approchait les 2,2 milliards de dollars, dont 1,9 milliard de dollars pour les

⁷ AMC, [17 février 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).

⁸ AEFA, Pablo Heidrich, 42:1, Fascicule n° 1, [4 février 2016](#); AMC, [17 février 2016](#).

⁹ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#). Pablo Rodríguez a été élu à la Chambre des communes successivement en 2004, 2006, 2008 et 2015.

¹⁰ AEFA, Association minière du Canada, 42:1, témoignages, [26 octobre 2016](#).

¹¹ Association minière du Canada, [26 octobre 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

importations en provenance de l'Argentine. Cette année-là, les investissements directs canadiens en Argentine se sont élevés à 1,2 milliard de dollars, et les investissements argentins au Canada ont atteint 15 millions de dollars. Toujours en 2015, dernière année pour laquelle nous disposons des données, les exportations canadiennes de services en Argentine se sont chiffrées à 194 millions de dollars, et les importations de services au Canada ont totalisé 144 millions de dollars¹². Comme l'a déclaré Allan Culham, ancien ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation des États américains, « il y a un continuum important de nos relations dont nous devons tenir compte¹³ ».

C. Le « siècle tumultueux » de l'Argentine

Malgré ce continuum, la situation intérieure de l'Argentine, particulièrement son histoire politique compliquée et ses cycles difficiles de volatilité économique, a malheureusement concouru à créer des conditions peu propices à la réalisation du plein potentiel de la relation entre nos deux pays¹⁴. Le Comité a appris que durant les premières décennies du XX^e siècle, l'Argentine se comparait au Canada et à l'Australie sur le plan de leur développement politique et économique et de leur potentiel¹⁵. Mais en raison de la voie différente qu'elle a empruntée, l'Argentine a vu son évolution entravée par l'effet cumulatif de ses problèmes politiques et de sa mauvaise gestion économique, à un point tel que l'un des témoins ayant comparu devant le Comité a qualifié les 100 dernières années de l'histoire de l'Argentine de « siècle tumultueux »¹⁶. Selon Eric Miller, de l'Institut canadien des affaires mondiales et du Woodrow Wilson International Center for Scholars, « l'Argentine [est un] pays qui a [énormément] de potentiel, mais n'a jamais réussi à offrir à ses citoyens paix, maintien de l'ordre et bonne gouvernance¹⁷ ».

Depuis qu'elle a élu son premier président en 1916, l'Argentine a connu en alternance des gouvernements civils et des régimes militaires, ce qui allait retarder la consolidation de la démocratie dans le pays pendant au moins 70 ans. Les politiques gouvernementales ont aussi contribué à instaurer des divisions persistantes sur le plan des orientations idéologiques, socioéconomiques et politiques, et elles sont en partie responsables des sept coups d'État militaires qu'a subis l'Argentine, ainsi que des périodes récurrentes, et parfois marquées par la

¹² Données tirées de : Dylan Gowans, *Commerce et investissement : Canada-Argentine*, Bibliothèque du Parlement, 2016-63-F, 4 août 2016; Affaires mondiales Canada, [Commerce des marchandises, annuel](#), [Les transactions internationales de services du Canada, Argentine](#).

¹³ Culham, [3 février 2016](#).

¹⁴ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); AEFA, Eric Miller, 42:1, Fascicule n° 6, [5 mai 2016](#); AEFA, Sergio Berensztein, 42:1, Fascicule n° 1, [3 février 2016](#).

¹⁵ AEFA, Chambre de commerce Canada-Argentine (CCCA), 42:1, Fascicule n° 7, [12 mai 2016](#).

¹⁶ Miller, [5 mai 2016](#).

¹⁷ Miller, [5 mai 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

violence, d'agitation sociale et de mouvements de protestation¹⁸. Ces divisions ont été installées par les politiques populistes du président Juan Perón¹⁹, qui favorisait l'intervention de l'État dans l'économie et la redistribution de la richesse, et qui avantageait ses partisans, à savoir les syndicats et les classes populaires. Le mouvement éponyme qu'a été le péronisme était également marqué par l'influence de l'épouse du président, Eva Perón, qui continue d'être révérée dans certains milieux, et d'Isabel Martínez, qui a été aussi à la tête du pays, avant d'être renversée lors du coup d'État militaire de 1976.

Le dernier régime militaire a dirigé l'Argentine de 1976 à 1983, année où il a été chassé du pouvoir à la suite d'élections démocratiques. La brutalité dont il a fait preuve et les violations des droits de la personne qu'il a commises à l'endroit de ses opposants marquent l'une des périodes les plus sombres du pays, de mémoire d'homme. Pendant cette « guerre sale », comme on l'appelle, ont été perpétrées les « plus abominables violations des droits de la personne²⁰ ». Étaient alors permis la torture, le travail forcé, les exécutions extrajudiciaires et les « vols de la mort », une pratique consistant à jeter depuis des avions, au large des côtes de l'Argentine, des personnes qu'on avait préalablement droguées. On estime que le nombre de « disparus » pendant la dictature militaire est de l'ordre de 15 000 à 30 000. Beaucoup de groupes, comme les Grands-mères et les Mères de la place de Mai, se sont constitués pour résister au régime militaire et savoir ce qu'étaient devenus les disparus, notamment les enfants enlevés sous le régime militaire et donnés en adoption illégalement à des familles proches du pouvoir. Les efforts pour traduire en justice les auteurs de ces crimes ont été inégaux et ont donné des résultats mitigés. Les tentatives de poursuite étaient rapidement minées par la collusion entre les agresseurs et ceux qui les protégeaient, pour qu'ils gardent le silence sur les événements, jusqu'à ce que les deux pilotes impliqués dans les « vols de la mort » corroborent publiquement les faits. Même si de nombreux hauts placés ont été accusés et condamnés à la prison à vie, les procédures judiciaires entamées contre d'autres n'ont toujours pas abouti. Par ailleurs, certains détenus ont trouvé le moyen de s'enfuir pour trouver refuge à l'étranger d'où ils ont porté plainte contre le régime militaire pour violations des droits de la personne. Afin d'honorer la mémoire des victimes de ce régime et de faire la promotion des droits de la personne et de la réconciliation, en 2004, on a ouvert un musée sur le site même de l'un des centres clandestins dont se servait le pouvoir militaire pour faire des détentions illégales, pratiquer la torture et commettre des exécutions²¹. Lors de sa mission d'information, le Comité a visité le musée et pu se rendre pleinement compte combien cette

¹⁸ CCCA, [12 mai 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#). En 1930, le pays a connu le premier d'une longue série de coups d'État militaires; le régime civil a été rétabli en 1932, mais d'autres coups d'État militaires ont eu lieu en 1943, puis en 1955, 1962 et 1966. En 1969, l'opposition aux politiques économiques du gouvernement a provoqué des émeutes dans plusieurs villes, et les militaires se sont emparés du contrôle du gouvernement.

¹⁹ Juan Perón a été président de l'Argentine de 1946 à 1955 (pendant deux mandats consécutifs) et en 1973-1974.

²⁰ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).

²¹ Pour en savoir davantage sur le musée Espacio Memoria y Derechos Humanos, visiter son [site Web](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS, EN ESPAGNOL ET EN PORTUGAIS SEULEMENT].



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

période traumatisante continue d'exercer une influence sur la conscience et l'identité argentines, 40 ans après le coup d'État qui a porté les militaires au pouvoir. Cette visite a également permis de saisir plus profondément le contexte dans lequel l'actuel gouvernement argentin prône la défense des droits de la personne dans la région, à la lumière de sa propre expérience et de la mémoire encore vive des formes les plus graves de violations des droits fondamentaux.

L'instabilité politique qui a marqué l'histoire de l'Argentine a miné les tentatives des gouvernements successifs de prendre en mains l'économie du pays et de favoriser une prospérité durable pour la population. Des crises économiques ont éclaté périodiquement, et les politiques ont penché tantôt vers une réforme structurelle préconisant l'austérité, la réforme monétaire et la libéralisation des échanges, tantôt vers les politiques protectionnistes et populistes prêchées par le péronisme. En 1982 – en partie pour détourner l'attention de l'économie chancelante –, le régime militaire au pouvoir (1976-1983) a lancé une « guerre absurde et fatale²² », comme l'ont qualifiée certains témoins, dans le but de reprendre possession des Falkland (îles Malouines) occupées par les Britanniques et de défendre la souveraineté territoriale de l'Argentine. Au terme d'une crise qui aura duré deux mois, la situation est demeurée inchangée, et l'offensive n'a servi qu'à isoler l'Argentine du reste de la communauté internationale et à créer un irritant, dans ses relations étrangères, qui persiste encore aujourd'hui.

À d'autres moments, les épisodes d'instabilité économique de l'Argentine se sont caractérisés par de longues récessions, des déficits budgétaires et des comptes courants, une inflation galopante (qui atteignait 4 000 % en 1989), une augmentation de sa dette extérieure, une flambée des taux d'intérêt et une fuite des capitaux. Ce qui a été particulièrement désastreux, à court et moyen terme, c'est l'effondrement du secteur bancaire, en 2001, et le défaut de remboursement de sa dette extérieure. Toutes ces difficultés économiques ont été aggravées par les allégations tenaces de corruption au sein du gouvernement et les inquiétudes suscitées par les importants problèmes économiques et sociaux, comme la pauvreté et le chômage.

L'ère Kirchner

Des témoins ont expliqué au Comité que c'est sous la présidence de Néstor Kirchner, du Parti péroniste, et de sa femme, Cristina Fernández de Kirchner, qui ont été au pouvoir respectivement de 2003 à 2007 et de 2007 à 2015, que les turbulences les plus récentes qu'a connues l'Argentine se sont intensifiées jusqu'à provoquer la crise économique la plus grave qu'ait essuyée le pays depuis l'effondrement du secteur bancaire²³, en 2001. En effet, les prix des matières premières – sur lesquelles reposaient l'économie du pays et les politiques populistes des Kirchner – ont chuté

²² Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).

²³ Heidrich, [4 février 2016](#); AEFA, Cynthia Arnson, 42:1, Fascicule n° 6, [5 mai 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#); AEFA, Daniel Kerner, 42:1, Fascicule n° 6, [4 mai 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

de manière spectaculaire, plongeant le pays dans une spirale qui a précipité son déclin politique et économique²⁴.

En fait, selon des témoins, l'importance qu'accordaient les Kirchner à l'interventionnisme de l'État, aux politiques budgétaires et monétaires expansionnistes (dépenses sociales élevées, augmentation de la taille du secteur public, subventions pour l'énergie et les transports), ainsi qu'au protectionnisme (contrôle des changes et taxes à l'importation, surtout sur les produits miniers et agricoles) a placé le pays dans une situation intenable²⁵. Fin 2015, sous l'effet conjugué de ces politiques, l'Argentine était en proie à une inflation à deux chiffres, à une croissance économique faible, voire stagnante, à un déficit budgétaire grandissant, à un chômage élevé, à la fuite des capitaux et à la diminution de ses réserves de devises²⁶. Le legs des Kirchner est également associé à un développement inquiétant de l'économie informelle.

À cause des tentatives destinées à minimiser la gravité de la situation, les institutions politiques argentines ont été de plus en plus affaiblies. Le système judiciaire a été réformé afin de le soumettre au pouvoir exécutif, lequel avait également recours aux décrets pour se soustraire à l'influence du Congrès. Les administrations Kirchner ont été accusées de manipulation des statistiques économiques et sociales et de corruption²⁷. Selon le *Corruption Perceptions Index 2014* de Transparency International, l'Argentine se classe au 107^e rang mondial sur le plan des niveaux perçus de corruption dans le secteur public, loin derrière le Chili et l'Uruguay (21^e), le Brésil (69^e) et le Pérou (85^e).

Au chapitre des politiques régionale et étrangère, les Kirchner ont tissé des liens avec les gouvernements populistes de la région ayant des vues similaires aux leurs, comme celui d'Hugo Chávez au Venezuela, ainsi qu'avec des pays de l'axe anti-occidental, comme la Russie et l'Iran²⁸. Ils ont également appliqué à la lettre le principe de non-intervention, même dans les cas de violations des droits de la personne dans la région²⁹.

Comme les principaux acteurs économiques de l'Argentine perdaient confiance et les obstacles aux investissements étrangers et au commerce devenaient quasiment insurmontables, le pays s'est retrouvé de plus en plus isolé financièrement sur les marchés internationaux et dépourvu d'investissements étrangers³⁰. En 2012, le gouvernement s'est approprié 51 % des actifs du plus grand producteur de pétrole argentin, l'entreprise Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF),

²⁴ Berensztein, [3 février 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#).

²⁵ Berensztein, [3 février 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#); Arnson, [5 mai 2016](#); CCCA, [12 mai 2016](#); Kerner, [4 mai 2016](#).

²⁶ Heidrich, [4 février 2016](#); Kerner, [4 mai 2016](#); Arnson, [5 mai 2016](#); CCCA, [12 mai 2016](#).

²⁷ Heidrich, [4 février 2016](#); Kerner, [4 mai 2016](#).

²⁸ Purcell, [4 février 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#); AEFA, Jean Daudelin, 42:1, Fascicule n° 8, [18 mai 2016](#).

²⁹ Purcell, [4 février 2016](#).

³⁰ Arnson, [5 mai 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

alimentant ainsi les craintes d'une nationalisation à grande échelle³¹. Après avoir détérioré une situation économique et budgétaire déjà grave, les administrations Kirchner ont été incapables de régler la question du remboursement de la dette restructurée de l'Argentine avec les créditeurs américains et d'autres pays³². Devant le manque de fiabilité des données économiques de l'Argentine, le Fonds monétaire international (FMI) a suspendu toute intervention. En 2015, l'Argentine occupait le 121^e rang mondial dans le classement de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires, loin derrière le Mexique (38^e), le Chili (48^e), le Pérou (50^e) et la Colombie (54^e); parmi les économies les plus fortes de la région, seul le Brésil faisait aussi piètre figure, en se classant 116^e. Le style de plus en plus autoritaire et controversé des Kirchner et leur impopularité croissante au sein des classes moyenne et supérieure de la société ont failli provoquer une crise et replonger le pays dans l'instabilité sociale et l'incapacité à se gouverner correctement.

Le Canada et l'ère Kirchner

Malgré les rapports bilatéraux, les liens commerciaux établis et les intérêts communs, les relations entre le Canada et l'Argentine se sont « refroidies » à cause de l'instabilité et des politiques économiques de l'Argentine³³. Les représentants du gouvernement canadien ont dit au Comité que les politiques protectionnistes des administrations Kirchner ont créé des obstacles importants pour les exportateurs et les investisseurs canadiens³⁴. Certaines entreprises canadiennes ont même envisagé de se retirer complètement du pays, tandis que les secteurs des mines, du pétrole et du gaz, potentiellement lucratifs, ont vu leur développement freiné³⁵. Exportation et développement Canada (EDC), qui couvre l'Argentine depuis ses bureaux au Brésil et à Ottawa, a expliqué au Comité qu'en raison de « plusieurs revers », attribuables à la situation économique en Argentine, et des « véritables barrières pour les exportateurs et les investisseurs canadiens », il avait modifié son approche, pour ce qui est des affaires dans le pays, et y avait restreint ses activités³⁶.

Même si les activités commerciales entre nos deux pays ont continué, des témoins les ont qualifiées de « relativement modestes » et de « limitées »³⁷. En 2015, l'Argentine ne se classait qu'au 33^e rang des principaux partenaires commerciaux du Canada au chapitre des marchandises. Toujours en 2015, l'Argentine se classait au 38^e rang parmi tous les investissements canadiens directs à l'étranger, et les investissements argentins au Canada se classaient au 44^e rang. Au

³¹ Association minière du Canada, [26 octobre 2016](#).

³² Purcell, [4 février 2016](#); Culham, [3 février 2016](#).

³³ CCCA, [12 mai 2016](#).

³⁴ EDC, [10 mars 2016](#); AMC, [17 février 2016](#).

³⁵ Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international (AEFA), mission d'information à Buenos Aires, Argentine, 19-23 septembre 2016.

³⁶ EDC, [10 mars 2016](#).

³⁷ EDC, [10 mars 2016](#); Daudelin, [18 mai 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

chapitre du commerce de services, en 2015, l'Argentine s'est classée 37^e pour ce qui est des exportations et 42^e pour du côté des importations³⁸.

En l'absence de conditions nécessaires au développement des débouchés commerciaux, d'autres aspects de la relation entre nos deux pays ont souffert. Des témoins ont confirmé que les relations politiques se limitaient à des échanges aux niveaux inférieurs du pouvoir; la dernière visite officielle en Argentine effectuée par un représentant canadien est effectivement celle, en 2014, du ministre des Affaires étrangères d'alors, John Baird. Le Comité a appris également que le changement de fusil d'épaule de la part du gouvernement canadien au sujet des îles Malouines, en 2012, qui est passé d'une position de neutralité qui convenait au pouvoir argentin, à une position favorable à l'autodétermination des îliens, « a créé une friction très importante³⁹ ». L'ambassadeur argentin à l'époque, en évoquant cette décennie de relations entre le Canada et l'Argentine, a dit « [...]qu'il y a[vait] eu des difficultés⁴⁰ ».

Si l'on regarde comment a évolué l'engagement politique et économique du Canada à l'égard d'autres pays de la région pendant cette période, on voit combien les restrictions imposées et les occasions limitées de développement ont nui aux relations entre le Canada et l'Argentine. Prenons l'exemple de la relation qu'entretient le Canada avec le Brésil, un pays qui a fait l'objet d'une étude du Comité en 2011-2012 et qui ressemble à l'Argentine en tant que partenaire potentiel prometteur pour le Canada. Cette relation, pourtant marquée par de sérieux irritants commerciaux, a dépassé le stade de « légère indifférence » pour devenir peut-être l'une des plus solides dans la région. Preuve de la profondeur de la relation entre nos deux pays : le Brésil se classait au 13^e rang des partenaires commerciaux du Canada en 2015, et 19^e au chapitre des services en 2014⁴¹. On dit aussi qu'en 2015, le Brésil était la 13^e destination en importance, pour les investissements du Canada à l'étranger, et qu'il occupait la 7^e place pour ce qui est des investissements étrangers au Canada. En outre, le Brésil a reçu en 2011 la visite du premier ministre de l'époque, Stephen Harper, et en 2012, celle du gouverneur général, entre autres dignitaires canadiens. Ces visites ont permis de s'entendre sur plusieurs cadres de coopération, afin de consolider les liens entre les deux pays, notamment au chapitre des sciences, de la technologie et de l'innovation, de la mobilité des universitaires et de l'éducation. Le Canada et le Brésil ont également lancé le Dialogue sur le partenariat stratégique. Pour sa part, EDC a deux bureaux au Brésil, l'un à Sao Paulo et l'autre à Rio de Janeiro.

³⁸ Affaires mondiales Canada, [Canada's International Trade in Services](#). En 2014, l'Argentine s'est classée 40^e pour ce qui est du commerce de services. Dylan Gowans, *Commerce et investissement : Canada-Argentine*, Bibliothèque du Parlement, 2016-63-F, 4 août 2016.

³⁹ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#). Jusqu'en 2012, la position officielle du Canada à l'égard du différend opposant l'Argentine au Royaume-Uni (R.-U.) au sujet du statut juridique des Falklands (îles Malouines) était favorable à un règlement pacifique entre les deux parties. Actuellement, la position du Canada est alignée sur celle du R.-U., selon laquelle seuls les Malouins ont le pouvoir de décider de leur avenir.

⁴⁰ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).

⁴¹ Dylan Gowans, *Commerce et investissement : Canada-Argentine*, Bibliothèque du Parlement, 2016-63-F, 4 août 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Les liens qu'a le Canada avec d'autres pays de la région se sont aussi solidifiés pendant cette période. Ils ont notamment permis la conclusion d'un accord de libre-échange avec le Chili (entré en vigueur en 1997), puis avec le Pérou (2009) et la Colombie (2011), ainsi que d'accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers avec l'Équateur (1997), le Venezuela (1998), l'Uruguay (1999) et le Pérou (2007). Des ententes sur le transport aérien ont aussi été signées ou actualisées avec le Chili (2003) et la Colombie (2012). EDC a ouvert des bureaux à Bogotá, en Colombie, à Santiago, au Chili, et à Lima, au Pérou, et considère que ces pays sont de grands marchés offrant une gamme étendue de services⁴². De plus, contrairement à l'Argentine, d'autres pays d'Amérique du Sud, comme le Brésil, la Colombie, le Chili et le Pérou, sont présentés dans le *[Plan d'action sur les marchés mondiaux](#)* du gouvernement fédéral comme étant des pays « où le Canada a des intérêts généraux ».

⁴² EDC, « [Colombie](#) »; EDC, « [Chili](#) »; EDC, « [Pérou](#) ».



L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE

Les témoins entendus lors des audiences tenues à Ottawa et les principaux interlocuteurs rencontrés à Buenos Aires ont été unanimes pour dire au Comité que l'arrivée au pouvoir du président Macri et de son gouvernement a fait entrer l'Argentine dans une nouvelle ère, et que celle-ci est déterminante pour l'orientation future des relations de ce pays avec le Canada. Eric Miller a dit que les messages de réforme et de confiance dans la stabilité économique lancés par le président Macri marquaient « une rupture très bien accueillie avec le populisme et les politiques économiques destructrices des années Kirchner⁴³ ».

Il convient de souligner, plutôt que d'évoquer l'influence démesurée d'une seule personne, que l'élection de Macri symbolise la manière dont des principes politiques, économiques et sociaux apparemment contradictoires peuvent se rejoindre autour de l'idée selon laquelle le chaos, les divisions et les crises cycliques qu'a connus l'Argentine avaient presque atteint un point de non-retour et qu'il était devenu urgent de prendre des mesures drastiques pour redresser la barre. Des témoins ont expliqué au Comité que les acteurs clés, ainsi que la population argentine, acceptent et appuient largement les changements et les priorités proposés par le président Macri⁴⁴. Un témoin a dit à ce sujet : « Je pense que les gens souhaitent de toute évidence résoudre certains problèmes⁴⁵. »

D'ailleurs, les témoins ont maintes fois fait ressortir que l'approche consensuelle du président Macri dans son exercice du pouvoir et la formation de coalitions marquent une rupture avec les divisions politiques passées et favoriseront « l'adhésion » au programme de réformes⁴⁶. Accorder de l'importance aux consensus est devenu une nécessité, notamment parce que les factions péronistes des partis, bien qu'elles représentent une grande diversité d'opinions de la gauche à la droite, exercent encore de l'influence sur les politiques argentines. D'ailleurs, la marge avec laquelle Macri a gagné les élections face à son adversaire péroniste est faible (51,4 % contre 48,6 %), et le parti de ce dernier détient la majorité au Congrès national. Qui plus est, plusieurs des 23 provinces argentines sont maintenant gouvernées par des partis d'opposition⁴⁷. Il convient toutefois de noter que la moitié des membres du Cabinet Macri sont issus de partis d'opposition⁴⁸. Selon Cynthia Arnson, du Woodrow Wilson International Center for Scholars, « [...] le gouvernement sait et comprend qu'il doit former ces coalitions pour appuyer les

⁴³ Miller, [5 mai 2016](#).

⁴⁴ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016; Heidrich, [4 février 2016](#).

⁴⁵ CCCA, [12 mai 2016](#).

⁴⁶ AMC, [17 février 2016](#); Berensztein, [3 février 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

⁴⁷ Berensztein, [3 février 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#); AMC, [17 février 2016](#); Kerner, [4 mai 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); Arnson, [5 mai 2016](#).

⁴⁸ AMC, [17 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

réformes clés et il s'efforce de le faire⁴⁹ ». Pablo Heidrich, de l'Université Carleton, a quant à lui expliqué au Comité que parmi les initiatives qu'a prises le président Macri pour gagner des appuis à ses réformes tout en respectant des valeurs argentines bien ancrées, il y a des mesures, comme les déficits actifs, qui lui permettent de poursuivre ses priorités et de maintenir certains des vastes programmes d'aide sociale de l'administration précédente, et de faire en sorte que l'État demeure propriétaire d'entreprises qu'il avait nationalisées⁵⁰.

Ainsi, le président Macri et son administration semblent réaliser le désir de sortir l'Argentine de ses cycles de volatilité et de crise pour la mettre sur la voie de la crédibilité politique et de la prospérité économique. L'« ambitieux⁵¹ » programme de promotion du développement économique et social et d'élimination de la pauvreté met l'accent sur des priorités telles que l'élargissement des sources de capitaux et d'investissement, l'amélioration de la compétitivité et de la productivité, ainsi que le renforcement de la gouvernance et de la transparence, entre autres, tout en misant sur l'unification du pays et le rétablissement de la confiance et de la foi dans le système politique et économique⁵². Sur la liste des priorités figurent aussi la fin de l'isolement de l'Argentine, la reconstruction de liens avec des pays et des économies d'importance et, finalement, l'ouverture de l'Argentine au reste du monde⁵³. Des témoins ont fait remarquer que l'équipe du président, notamment les membres de son cabinet et d'autres hauts responsables, incarne une nouvelle génération et une vision moderne de la situation politique et économique de l'Argentine⁵⁴. D'ailleurs, beaucoup sont des gens qui ont atteint leur maturité politique au lendemain de la crise de la dette et acquis une précieuse expérience à l'étranger ou dans le secteur privé. Plusieurs responsables argentins qui faisaient partie de la diaspora ont dit au Comité qu'ils étaient retournés dans leur pays parce qu'ils fondaient beaucoup d'espoir dans la transition entreprise et y étaient très favorables. Le fait que beaucoup d'acteurs clés de l'équipe du président soient des femmes, comme la vice-présidente, la ministre des Affaires étrangères et la ministre du Développement social, est aussi digne de mention.

Comme l'ont souligné des témoins, le consensus entourant les priorités de l'Argentine a permis d'obtenir rapidement des résultats⁵⁵. En effet, par exemple, moins d'un mois après l'installation de la nouvelle administration, le Congrès national a approuvé « en un temps record » l'entente de remboursement de la dette de l'Argentine avec des créanciers étrangers, dette restée impayée

⁴⁹ Arnson, [5 mai 2016](#).

⁵⁰ Heidrich, [4 février 2016](#).

⁵¹ AMC, [17 février 2016](#); Berensztein, [3 février 2016](#).

⁵² Berensztein, [3 février 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#); CCCA, [12 mai 2016](#); AMC, [17 février 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

⁵³ Berensztein, [3 février 2016](#).

⁵⁴ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

⁵⁵ AMC, [17 février 2016](#); Berensztein, [3 février 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); Kerner, [4 mai 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

depuis 2001-2002⁵⁶. Cynthia Arnson a déclaré : « Je pense qu'il est frappant que certains des plus fervents partisans de l'entente avec les récalcitrants étaient les membres du Congrès, tant à la Chambre qu'au Sénat, et faisaient partie du *Frente para la Victoria*, la coalition péroniste qui appuyait Cristina Fernández de Kirchner⁵⁷ ».

Par ailleurs, afin d'instaurer « un climat plus favorable au commerce en Argentine » et d'attirer les capitaux d'investisseurs étrangers dont le pays a tant besoin, l'administration Macri a pris rapidement des mesures pour éliminer le contrôle des changes et les taxes à l'importation, ainsi que pour abaisser ou supprimer les barrières aux importations et aux exportations⁵⁸. Elle a également créé [l'Agence argentine de promotion des investissements et du commerce international](#), pour accueillir les investisseurs et les mettre en contact avec différents ordres de gouvernement et ministères, en fonction de leurs priorités, et peut-être, ultimement, pour servir d'intermédiaire régulier⁵⁹.

À la lumière de leurs réflexions sur la mesure dans laquelle les efforts qu'a entrepris l'actuel gouvernement argentin – à la différence de ceux qui l'ont précédé – continueront à donner des résultats significatifs, des observateurs ont tenu à dire que « cette fois, c'est la bonne⁶⁰ ». D'après Sarah Purcell, « les temps ont changé, et nous sommes en présence d'un autre type de régime. Donc, je ne pense pas nécessairement que les erreurs du passé vont se répéter⁶¹ ». Daniel Kerner a abondé dans le même sens et déclaré :

[C]e gouvernement a une façon de voir beaucoup plus normale, moderne et rationnelle le fonctionnement du pays et de l'économie moderne. Il comprend aussi beaucoup mieux les troubles de l'économie argentine et les solutions à y apporter. [...] Le gouvernement actuel s'est concentré sur la normalisation de la situation économique et diplomatique de l'Argentine [...] et] s'est attaqué de façon décisive à ces problèmes pour que la situation de l'Argentine revienne à la normale⁶².

A. Engagement sur la scène mondiale et changement de la dynamique régionale

Les témoins ont souvent évoqué les dimensions régionales et internationales des développements récents en Argentine pour souligner les conséquences du changement de priorités du pays dans leur ensemble et parler des forces en présence.

⁵⁶ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).

⁵⁷ Arnson, [5 mai 2016](#).

⁵⁸ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); AMC, [17 février 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

⁵⁹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016; CCCA, [12 mai 2016](#).

⁶⁰ CCCA, [12 mai 2016](#); Culham, [3 février 2016](#); AMC, [17 février 2016](#).

⁶¹ Purcell, [4 février 2016](#).

⁶² Kerner, [4 mai 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Ils ont fait remarquer que la nouvelle orientation qu'a prise l'Argentine fait partie d'une série de plans en train de prendre forme partout dans la région et qui, ensemble, semblent annoncer de grands changements. Par exemple, l'avancement de l'accord de paix historique pour mettre un terme à 50 ans de guerre civile en Colombie⁶³. Aussi, en 2011, le Chili, le Mexique, la Colombie et le Pérou ont créé l'[Alliance du Pacifique](#), dans le but de promouvoir l'intégration politique et économique de ces pays, entre autres initiatives déployées dans la région pour favoriser la libéralisation des échanges et stimuler la croissance économique et la compétitivité⁶⁴.

Toutefois, plusieurs autres facteurs susceptibles d'inquiéter l'Argentine et la région contrastent avec les signes encourageants de stabilité et de prospérité⁶⁵. Par exemple, l'effondrement du marché des produits de base a porté un coup très dur à d'autres économies riches en ressources du continent, dont le Brésil et le Venezuela. Preuve en est que le Brésil – qui était il n'y a pas si longtemps encore un moteur économique dans la région, et qui, avec la Russie, la Chine et l'Inde forment le BRIC, un club de pays affichant une croissance économique rapide – est entré en récession. Qui plus est, le gouvernement populiste brésilien a été affaibli par des scandales politiques, des accusations de fraude et de corruption et la destitution de la présidente du pays. Ces bouleversements sont particulièrement déstabilisants pour l'Argentine – qui se trouve à un moment crucial dans la réalisation de ses propres ambitions de reprise économique –, d'autant plus que le Brésil est son principal partenaire commercial⁶⁶. Selon des chiffres fournis par la Chambre de commerce Canada-Argentine, « il y a trois ou quatre ans, le taux d'exportation vers le Brésil était de 23 %. [En 2015], ce taux a diminué à 17 %, et cette année, il est passé à 15 %⁶⁷ ». Pris dans la tourmente de l'effondrement « désastreux » de son économie, des profonds clivages politiques et de l'imminence d'une crise humanitaire, le gouvernement populiste du Venezuela est sous intense surveillance en raison de la dégradation de son bilan au chapitre des droits de la personne et de son faible attachement aux valeurs démocratiques, comme le prouvent l'emprisonnement d'opposants politiques et la politisation du processus judiciaire dans ce pays⁶⁸.

L'avenir de l'union douanière régionale, le *Mercado Común del Sur* (MERCOSUR), [Marché commun du Sud], dont l'Argentine, le Brésil et le Venezuela sont les trois principales économies, et son ambition d'étendre ses relations commerciales, notamment par la conclusion d'un accord

⁶³ Le gouvernement colombien a conclu un accord de paix avec *les Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* [Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC)] en août 2016, lequel a été rejeté par la population à l'issue du référendum tenu le 2 octobre 2016. L'accord a ensuite été renégocié et rendu public le 12 novembre 2016, et le Congrès colombien l'a ratifié le 30 novembre 2016.

⁶⁴ Culham, [3 février 2016](#).

⁶⁵ Purcell, [4 février 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); AMC, [17 février 2016](#).

⁶⁶ Berensztein, [3 février 2016](#); EDC, [10 mars 2016](#); Daudelin, [18 mai 2016](#); CCCA, [12 mai 2016](#).

⁶⁷ CCCA, [12 mai 2016](#).

⁶⁸ Culham, [3 février 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

de libre-échange avec l'Union européenne⁶⁹, suscitent également des préoccupations grandissantes. Ces inquiétudes tiennent en partie aux fortes pressions économiques auxquelles ces trois pays doivent faire face en même temps. Par ailleurs, des incertitudes planent au sujet du maintien du Venezuela au sein de cette union, en raison du faible attachement de ce pays aux principes démocratiques et au respect des règles du commerce et des droits de la personne. Compte tenu de son piètre bilan en la matière, le Venezuela a non seulement été empêché d'assumer la présidence tournante de six mois du MERCOSUR, en juillet 2016, mais a vu en plus ses droits comme membre du bloc suspendus par les autres membres, en décembre 2016. Tout cela est venu alimenter les critiques au sujet des réalisations limitées du MERCOSUR, de son dysfonctionnement et des restrictions qu'il s'impose à l'égard d'ententes commerciales bilatérales avec des pays tiers⁷⁰.

Étant donné l'interdépendance régionale et les plans de réforme et de relance de l'Argentine, l'administration Macri a tout intérêt à promouvoir la stabilité et la prospérité dans la région, ainsi que le partage de valeurs communes fondées sur la démocratie, les principes de libre marché et de respect des droits de la personne entre voisins aux vues similaires et qui se font confiance, car les enjeux sont énormes. La politique régionale de l'administration Macri vise d'ailleurs à consolider les relations de l'Argentine avec ses partenaires et voisins et à faire du pays un « partenaire constructif dans les affaires hémisphériques⁷¹ ». Des témoins ont expliqué que ces initiatives ont été facilitées par l'accueil favorable qu'ont réservé beaucoup de pays voisins aux ambitions de l'Argentine⁷². À ce propos, le nouveau président brésilien, Michel Temer, s'est rendu en Argentine en octobre 2016 pour y rencontrer le président Macri afin de discuter des approches communes à l'égard du MERCOSUR et du commerce, ainsi que des relations bilatérales dans leur ensemble⁷³. L'Argentine s'est également jointe à l'Alliance du Pacifique en tant que membre associé⁷⁴.

Soulignant le « manque de leadership » attribuable en partie à la situation interne du Brésil, des témoins ont déclaré que le président Macri avait démontré la volonté de l'Argentine de jouer un plus grand rôle de leadership en Amérique du Sud pour s'assurer que la région, et son pays, avancent dans la bonne direction⁷⁵. À ce propos, Cynthia Arnson a dit : « Je pense donc que

⁶⁹ En 1991, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay ont signé le Traité d'Asunción, acceptant la création d'un marché commun le 1^{er} janvier 1995. Ce marché, le Mercosur (Mercado Común del Sur) a pour but d'éliminer les droits tarifaires internes et d'établir des droits tarifaires externes communs. Le Venezuela s'est officiellement joint au groupe en 2012. Kerner, [4 mai 2016](#); Berensztein, [3 février 2016](#).

⁷⁰ Kerner, [4 mai 2016](#); Arnson, [5 mai 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#); Daudelin, [18 mai 2016](#); Berensztein, [3 février 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#).

⁷¹ Berensztein, [3 février 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#); AMC, [17 février 2016](#).

⁷² AMC, [17 février 2016](#).

⁷³ « [Macri and Temer reaffirm commitment to strengthen MERCOSUR](#) », *Mercopress*, 4 octobre 2016 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁷⁴ Purcell, [4 février 2016](#); AMC, [17 février 2016](#); Arnson, [5 mai 2016](#).

⁷⁵ Berensztein, [3 février 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#); Arnson, [5 mai 2016](#); Kerner, [4 mai 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Macri fait tout ce qui s'impose et qu'il exerce déjà une influence politique importante et presque, à certains égards, sans précédent dans les Amériques⁷⁶. »

En outre, des témoins ont indiqué que le virage entrepris par l'Argentine pour adopter un cadre plus pragmatique axé sur les marchés – qui lui a permis d'accroître son influence sur les tendances régionales émergentes – donne de la crédibilité et de la légitimité à son ascension éventuelle au rang de leader régional⁷⁷. Pablo Heidrich a fait remarquer : « Sous cet angle, l'Argentine pourrait, d'une certaine façon, tirer la sonnette d'alarme⁷⁸. » D'ailleurs, beaucoup de témoins ont laissé entendre que ce mouvement gagne déjà d'autres pays, comme le Brésil. Étant donné l'effondrement du marché des produits de base, la tournure que prennent les événements est propice à la création d'un consensus et peut-être à l'instauration de principes favorables aux marchés et au libre-échange; la situation en Amérique du Sud pourrait donc changer presque du tout au tout⁷⁹. Voici ce qu'en a dit Daniel Kerner :

Nous observons cela dans bien des pays d'Amérique latine, et ce phénomène va se poursuivre. Mais l'Argentine subit cette transformation plus rapidement que les autres, et certains facteurs en font un cas très intéressant. Non seulement l'Argentine a maintenant un nouveau gouvernement qui a adopté une orientation différente, mais elle fait face à un nouveau paradigme sur le fonctionnement du gouvernement et sur sa façon de considérer l'économie et le reste du monde⁸⁰.

Un des principaux aspects de l'émergence du leadership de l'Argentine dans la région sur lesquels ont insisté les témoins est l'effort du président Macri de créer des valeurs communes en rupture avec la tradition de non-intervention de la région, de « souveraineté nationale » et de culture du silence autour des violations des droits de la personne et des principes démocratiques⁸¹. À ce propos, l'Argentine s'est jointe à l'Uruguay pour condamner haut et fort les atteintes aux droits de la personne au Venezuela⁸². Comme l'a dit Cynthia Arnson : « Je crois que nous devons féliciter Macri d'avoir pris cette initiative [concernant les droits de la personne et les institutions démocratiques] et d'être devenu une voix puissante dans l'hémisphère en faveur d'une réforme politique⁸³. »

Les témoins ont été unanimes pour dire au Comité que les progrès qu'accomplira l'administration Macri à l'égard de l'ensemble de son programme de stabilité et de prospérité

⁷⁶ Arnson, [5 mai 2016](#).

⁷⁷ Berensztein, [3 février 2016](#).

⁷⁸ Heidrich, [4 février 2016](#).

⁷⁹ Heidrich, [4 février 2016](#); Daudelin, [18 mai 2016](#); CCCA, [12 mai 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#).

⁸⁰ Kerner, [4 mai 2016](#).

⁸¹ Purcell, [4 février 2016](#); Arnson, [5 mai 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#).

⁸² Purcell, [4 février 2016](#); AMC, [17 février 2016](#); Arnson, [5 mai 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#); Berensztein, [3 février 2016](#); Daudelin, [18 mai 2016](#); Culham, [3 février 2016](#).

⁸³ Arnson, [5 mai 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

reposent dans une large mesure sur l'ouverture de l'Argentine aux échanges et aux investissements étrangers, ainsi que sur une plus grande intégration du pays aux chaînes d'approvisionnement et de valeur⁸⁴. C'est donc pour faire passer ce message que l'Argentine est ouverte et entrée dans une ère nouvelle que le président Macri, peu après son investiture, a assisté au Forum économique mondial de Davos. C'était d'ailleurs la première fois en 20 ans qu'un chef d'État argentin le faisait⁸⁵. De plus, au cours de sa première année au pouvoir, le président Macri a représenté l'Argentine au Sommet sur la sécurité nucléaire de 2016 qui s'est tenu à Washington, D.C. Il s'est aussi adressé à l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'occasion de sa session annuelle de septembre 2016, pour annoncer la candidature de l'Argentine à l'adhésion à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il a participé également au Sommet du G20 à Hangzhou, en Chine. Et signe clair de sa nouvelle démarche, le pays sera l'hôte du G20 en 2018⁸⁶. Ces activités s'ajoutent aux innombrables visites de haut niveau (présidents, premiers ministres et ministres des Affaires étrangères) et échanges avec les États-Unis, la France, l'Italie, le Brésil, l'Uruguay, le Chili, l'Espagne et l'Union européenne, entre autres⁸⁷. Comme l'ont remarqué les représentants d'Affaires mondiales Canada peu après l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration en Argentine : « Pour ce qui est des relations avec les autres pays et d'une ouverture à s'engager sur la scène internationale, c'est le jour et la nuit par rapport à la situation d'il y a quelques mois à peine⁸⁸. »

⁸⁴ Kerner, [4 mai 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); CCCA, [12 mai 2016](#); Daudelin, [18 mai 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

⁸⁵ AMC, [17 février 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#).

⁸⁶ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).

⁸⁷ Daudelin, [18 mai 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); Berensztein, [3 février 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

⁸⁸ AMC, [17 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

INTÉRÊTS DU CANADA

À la lumière des changements encourageants observés en Argentine et dans la région, des témoins ont mis l'accent sur les perspectives prometteuses d'établissement d'une relation mutuellement bénéfique et durable entre le Canada et l'Argentine. Ils ont insisté notamment sur l'alignement des priorités de l'administration Macri sur les intérêts bilatéraux et multilatéraux du Canada, ainsi que sur les occasions de partenariat qui se présentent⁸⁹. Selon les représentants d'Affaires mondiales Canada : « Le président Macri a dit ce qu'il fallait et a agi en conséquence. [...] Les signaux que nous percevons sont encourageants. Il y aura des débouchés, et il y en a déjà⁹⁰. » Voici les propos qu'a tenus le porte-parole de la Chambre de commerce Canada-Argentine :

[J]e souligne la grande synergie qui s'opère dans nos deux pays : des processus similaires et d'importants changements de gouvernement, et de nouveaux chefs qui semblent avoir des objectifs communs dans de nombreux domaines comme la transparence, la diversité, les changements climatiques et plusieurs autres. Nous croyons qu'il s'agit d'une occasion importante de créer une alliance, étant donné la façon dont le gouvernement progresse, et de raviver la relation entre nos deux pays⁹¹.

Le Comité est convaincu que pour tirer profit des possibilités qui s'offrent à lui, le Canada doit renouveler sa relation avec l'Argentine, un pays qui partage plusieurs des valeurs canadiennes, nous ressemble par sa taille et sa structure fédérale et nous démontre avoir le potentiel d'un partenaire sur le plan de la promotion de la stabilité et de la prospérité régionale. Le Comité insiste en particulier sur **la nécessité d'établir des politiques et des partenariats à valeur ajoutée favorisant des changements constructifs et durables en Argentine durant cette période charnière de son histoire**. Comme l'a fait remarquer Susan Purcell, ancienne directrice du Center for Hemispheric Policy de l'Université de Miami :

Quand on a un président qui est attaché à la démocratie et aux droits de la personne [...] et, dans une certaine mesure [...] qui est disposé à dire librement ce qu'il pense [...], j'essaierais de me montrer aussi favorable que possible aux efforts visant à renforcer les institutions démocratiques de l'Argentine. [...] Je trouve qu'il serait utile pour Macri si un pays comme le Canada pouvait en quelque sorte agiter le drapeau pour faire passer le message que nous l'appuyons et que nous voulons lui prêter main-forte dans toute

⁸⁹ Culham, [3 février 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#); Daudelin, [18 mai 2016](#).

⁹⁰ AMC, [17 février 2016](#).

⁹¹ CCCA, [12 mai 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

initiative en faveur de la démocratie et des droits de la personne – et je ne parle pas forcément d'initiatives coûteuses⁹².

Le Comité tient à faire ressortir les énormes enjeux que représentent pour le Canada – « un pays des Amériques » – le vent de changement qui souffle sur les politiques intérieures et étrangères de l'Argentine et ce qu'il apporte de positif. Le gouvernement du Canada a d'ailleurs déjà mis en place plusieurs approches qui témoignent de son engagement envers l'hémisphère et sur lesquels les transformations qui s'opèrent en Argentine auront des incidences. Parmi ces approches, il y a la [Stratégie d'engagement du Canada dans les Amériques](#), qui mise sur trois objectifs d'ensemble ayant un lien direct avec les tendances régionales dont ont fait état les témoins devant le Comité, à savoir :

- accroître les possibilités économiques au Canada et dans l'hémisphère;
- lutter contre l'insécurité et promouvoir la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit;
- favoriser les relations durables.

Il y a aussi le [Plan d'action sur les marchés mondiaux](#) du gouvernement du Canada, qui définit de manière ciblée les priorités et les occasions d'affaires pour notre pays dans l'hémisphère. De plus, en 2011, le gouvernement fédéral a entamé des discussions exploratoires destinées à renforcer ses relations commerciales avec le MERCOSUR. En outre, depuis 1990, le Canada est un membre actif à part entière de l'Organisation des États américains (OEA), l'organisation intergouvernementale multilatérale la plus inclusive de la région.

À la lumière de ces approches et compte tenu du fait que le Canada est tourné vers l'hémisphère, l'évolution de la situation en Argentine et dans le reste de l'Amérique du Sud indique un changement dans la conjoncture politique et économique favorable à la poursuite des objectifs du Canada en matière de politique étrangère et d'échanges. **Afin de profiter de la nouvelle dynamique qu'apporte ce changement, de saisir les occasions et d'aplanir les difficultés qui se présentent, le Comité recommande :**

⁹² Purcell, [4 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Recommandation 1

Que le gouvernement du Canada élabore et mette à jour les politiques et les cadres bilatéraux et multilatéraux applicables, notamment la Stratégie d'engagement du Canada dans les Amériques et le Plan d'action sur les marchés mondiaux, afin de prendre en compte les nouvelles priorités de l'Argentine et de s'adapter aux tendances qui se dessinent dans la région.

En mettant l'accent sur les intérêts du Canada et en indiquant quelles mesures devrait prendre le gouvernement fédéral, le **Comité réaffirme la nécessité de prendre en compte les dimensions à la fois bilatérale et multilatérale**. Plus précisément, il considère qu'étant donné leurs liens complexes d'interdépendance, ni les politiques bilatérales visant l'Argentine ni les approches multilatérales générales ne peuvent être comprises ou élaborées séparément⁹³. Qui plus est, les politiques actualisées en tenant compte de ces deux aspects favoriseront un renforcement mutuel des synergies. Comme l'a dit Allan Culham : « Un ne va pas sans l'autre; les relations multilatérales ne peuvent être efficaces si elles ne sont pas appuyées par de solides relations bilatérales avec chacun des pays concernés⁹⁴. » Les représentants d'Affaires mondiales Canada ont abondé dans le même sens, ajoutant que « [p]our être efficaces multilatéralement, nous avons besoin de solides relations bilatérales⁹⁵ ».

Par conséquent, les témoins s'entendaient pour dire qu'étant donné l'importance croissante qu'elle prend dans la région, l'Argentine constitue un atout potentiel très précieux dans l'approche multilatérale du Canada, ce qui pourrait marquer le début d'une « ère nouvelle en ce qui concerne nos relations avec l'Amérique latine⁹⁶ ». À ce propos, Susan Purcell a particulièrement insisté sur la nécessité d'avoir des contacts en Argentine pour profiter des changements à venir dans la région.

[V]ous aurez accès à un très grand marché là-bas grâce aux pays de l'Alliance du Pacifique. Si le Brésil change de cap, vous profiterez d'un gros marché. Ce sera un groupe composé des plus grandes démocraties de la région et, bien entendu, la hausse des prix des produits de base ne durera pas éternellement. [...] [I]l y a lieu de croire maintenant, avec l'arrivée au pouvoir de votre nouveau premier ministre, que c'est peut-être le moment idéal pour commencer à nouer des liens non seulement en Argentine, mais dans certains des pays voisins; ainsi, vous aurez déjà des contacts lorsque les choses commenceront à s'améliorer⁹⁷.

⁹³ Culham, [3 février 2016](#).

⁹⁴ Culham, [3 février 2016](#).

⁹⁵ AMC, [17 février 2016](#).

⁹⁶ AMC, [17 février 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#); Culham, [3 février 2016](#).

⁹⁷ Purcell, [4 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Dans ce contexte, et par souci de cohérence avec les recommandations de rapports précédents, **le Comité insiste sur la nécessité, pour le Canada, de continuer à diversifier ses partenaires politiques et commerciaux.** Cet appel est aujourd'hui plus réfléchi et impérieux que jamais, face à l'incertitude entourant les relations et ententes commerciales actuelles du Canada, notamment l'*Accord de partenariat transpacifique* (PTP) et la possible renégociation de l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA)⁹⁸. Qui plus est, dans sa plus récente étude sur les accords de libre-échange, le Comité a souligné que le Canada est une nation commerçante, et a réitéré la nécessité de tisser et de renforcer des liens commerciaux avec plusieurs partenaires et régions pour assurer la prospérité du pays. Par conséquent, le Comité tient également à rappeler – alors que le Canada approfondit sa relation avec l'Argentine – que les initiatives de cette nature doivent être examinées en parallèle avec d'autres avenues commerciales, et non pas les exclure.

Le Comité tient aussi à souligner avec force qu'il est grand temps de renouveler les relations entre le Canada et l'Argentine. Comme l'a observé le Comité dans le cadre de ses études sur la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, la Turquie et la région Asie-Pacifique, là où le Canada a tardé à s'engager, il a risqué de perdre des occasions de solidifier des liens, car les concurrents qui investissent tôt saturent rapidement le marché. Par exemple, les États-Unis ont déjà pris d'importantes initiatives pour renouveler leurs relations avec l'Argentine, comme avec la visite de l'ancien président Obama à Buenos Aires, en mars 2016, et conclure plusieurs ententes en matière de sécurité, de trafic de drogue et de criminalité, ainsi que des investissements⁹⁹. Même si l'incertitude plane toujours au sujet des intentions de la nouvelle administration américaine concernant les politiques régionales, un point demeure : **Si le Canada ne renouvelle pas rapidement ses politiques à l'égard de l'Argentine et de la région, il risque de perdre l'avantage.**

⁹⁸ AEFA, Colin Robertson, Laura Dawson, 42:1, *Témoignages*, [24 novembre 2016](#).

⁹⁹ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

LA VOIE À SUIVRE POUR CONSOLIDER LES RELATIONS DU CANADA AVEC L'ARGENTINE ET SA RÉGION

Le Comité salue l'entente intervenue en novembre 2016 entre le premier ministre Trudeau et le président Macri dans un grand nombre de domaines afin de resserrer les liens entre le Canada et l'Argentine. Justin Trudeau et Mauricio Macri se sont notamment engagés à organiser annuellement une table de concertation de haut niveau dirigée, si possible, par les ministres des Affaires étrangères des deux pays¹⁰⁰. Alors qu'en soi cette entente envoie déjà un signal fort, sa mise en œuvre aura des conséquences particulièrement importantes. Le Comité entend d'ailleurs surveiller son application et ses effets sur les relations canado-argentes.

Le Comité estime néanmoins que les initiatives prévues dans l'entente de novembre 2016 ne suffiront pas, à elles seules, à produire davantage de résultats mutuellement bénéfiques dans la relation entre nos deux pays. **En effet, premièrement, le Comité fait valoir que pour maximiser leurs effets, les divers volets de l'entente doivent être interreliés pour constituer une stratégie de politique étrangère canadienne plus complète et unifiée à l'égard de l'Argentine. Deuxièmement, il insiste sur le fait que pour marquer le soutien du Canada à l'Argentine et renforcer les tendances positives dans la région, les politiques canadiennes doivent s'aligner sur les grandes priorités politiques et économiques argentines, notamment en ce qui a trait au développement des secteurs commerciaux clés, à la promotion du progrès social et de l'unité nationale, à la consolidation des bases économiques du pays et, enfin, à la création d'un climat propice aux affaires et aux investissements.**

Par conséquent, le Comité propose que le gouvernement du Canada s'appuie sur des éléments de l'entente de novembre 2016 et élabore des politiques intégrées, de manière à moderniser ses relations avec l'Argentine dans certains domaines prioritaires, notamment dans le but d'améliorer les partenariats commerciaux existants et d'en créer de nouveaux, d'approfondir la compréhension mutuelle, de fortifier les structures fédérales-provinciales, d'appuyer le développement social, de renforcer les capacités, et de se pencher sur les enjeux régionaux et mondiaux. Le Comité croit que des politiques en la matière permettront de ranimer la confiance des investisseurs canadiens à l'égard des débouchés qu'offre l'Argentine, de contribuer au formidable élan provoqué par les changements dans le pays, d'aider l'Argentine à faire face à d'éventuelles périodes d'instabilité et de ralentissement, et d'améliorer les relations canado-argentes sur le long terme.

¹⁰⁰ Cabinet du Premier ministre, « [Le premier ministre Justin Trudeau conclut une première visite officielle fructueuse en Argentine](#) », communiqué de presse, 18 novembre 2016; Cabinet du Premier ministre, « [Fiche d'information – Resserrer les liens entre le Canada et l'Argentine et créer de nouveaux débouchés pour le commerce et l'investissement](#) », 18 novembre 2016; Cabinet du Premier ministre, « [Fiche d'information – Assurer une gestion saine et durable des ressources naturelles](#) », 18 novembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

A. Relations commerciales

Les interlocuteurs argentins ont indiqué clairement qu'ils veulent approfondir les liens commerciaux avec le Canada et profiter des domaines de convergence pour les exploiter à leur plein potentiel¹⁰¹. Ils ont mis notamment l'accent sur le rôle positif que pourraient jouer les accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux dans la poursuite de ces objectifs pour notre bien commun. À ce propos, le Comité a été informé des occasions d'accroissement des échanges et des investissements avec le MERCOSUR qui se présenteront lorsque l'Argentine assumera la présidence de ce bloc commercial pendant six mois, à compter de janvier 2017. Pour ce qui est de saisir la balle au bond et de profiter des opportunités, les témoins ont également évoqué devant le Comité l'intérêt qu'a l'Argentine pour un accord bilatéral d'assistance mutuelle en matière douanière, que permettent les conditions sévères d'entente avec une tierce partie du MERCOSUR. Sergio Berensztein, président-directeur général de la firme Berensztein Consulting, a tenu à souligner les avantages mutuels d'un cadre commercial entre les deux pays; il a dit : « Les deux économies y gagneraient, à mon avis. Les deux pays y trouveraient leur compte. C'est sans aucun doute une voie intéressante¹⁰². »

Le Comité est heureux que le gouvernement du Canada ait entendu plusieurs des signaux qu'il lui a envoyés tout au long de son étude sur le resserrement des liens commerciaux avec l'Argentine, et qu'il en ait tenu compte dans son annonce, en novembre 2016, au sujet des domaines pouvant faire l'objet d'une plus grande collaboration entre les deux pays. Il y a notamment l'engagement à maintenir un « dialogue permanent sur l'approfondissement de la relation en matière de commerce et d'investissement entre le Canada et le MERCOSUR » et la « réalisation de travaux en vue de conclure un accord Canada-Argentine d'assistance mutuelle en matière douanière¹⁰³ ».

Le Comité tient à souligner – dans la foulée de son autre rapport sur la politique commerciale du Canada et l'avenir des accords de libre-échange – que ces initiatives multilatérales ou bilatérales seraient fort utiles pour renforcer la dynamique de libéralisation des échanges face à l'évolution récente de la situation dans le monde et à l'émergence des velléités protectionnistes. Le Comité invite le gouvernement du Canada à s'assurer que son intention de collaborer avec l'Argentine à la réalisation d'ententes commerciales se concrétise rapidement et d'une manière mutuellement avantageuse.

¹⁰¹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016; EDC, [10 mars 2016](#).

¹⁰² Berensztein, [3 février 2016](#).

¹⁰³ Cabinet du Premier ministre, « [Fiche d'information – Ressermer les liens entre le Canada et l'Argentine et créer de nouveaux débouchés pour le commerce et l'investissement](#) », 18 novembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

À d'autres égards liés au commerce, le Comité est persuadé que le Canada peut démontrer qu'il soutient le gouvernement argentin dans ses priorités en prenant d'abord des initiatives ayant des effets durables, destinées à appuyer le message d'ouverture et les réformes de l'Argentine. D'après la Chambre de commerce Canada-Argentine, «l'Argentine est prête à recevoir les investissements, les connaissances et l'expérience du Canada¹⁰⁴». EDC a fait remarquer que du côté canadien, il y a déjà un intérêt grandissant pour les perspectives qu'offre l'Argentine aujourd'hui¹⁰⁵, comme le confirme le nombre d'entreprises canadiennes ayant participé au forum sur l'investissement organisé par l'Agence de promotion du commerce et des investissements la semaine avant que le Comité n'entreprenne sa mission d'information à Buenos Aires.

Les témoins ayant comparu durant les audiences du Comité, à Ottawa, et lors de ses réunions, à Buenos Aires, ont fait valoir que les efforts de consolidation des liens commerciaux peuvent cibler les domaines dans lesquels il existe déjà des compatibilités et des intérêts communs pour nos deux pays, mais aussi prendre en compte des considérations plus actuelles. À ce propos, **le Canada et l'Argentine d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec ce qu'ils étaient lorsqu'ils ont commencé à renforcer leurs relations, dans les années 1990¹⁰⁶. Du reste, le commerce mondial a aussi changé pour s'adapter à la nouvelle donne et aux liens complexes entre le commerce des biens et des services, l'investissement et les chaînes d'approvisionnement et de valeur. La nouvelle politique commerciale du Canada à l'égard de l'Argentine doit intégrer toutes ces considérations, tout comme c'est le cas pour le leadership dont fait preuve le Canada à l'égard des secteurs prioritaires de l'Argentine sur les plans de la connaissance, des services et de la technologie¹⁰⁷. Même si, pour l'instant, ce ne sont pas tous les secteurs qui sont intéressants, en raison de divers facteurs nationaux et mondiaux, le Comité croit qu'accroître une présence commerciale maintenant sera rentable le jour où les conditions seront plus favorables¹⁰⁸. Qui plus est, le Canada peut profiter du renforcement des relations commerciales avec l'Argentine et de l'influence croissante de ce pays dans la région pour tenter de créer des synergies quand les nouveaux réseaux de coopération prendront forme.**

Le Comité aimerait aussi féliciter la Chambre de commerce Canada-Argentine basée à Buenos Aires pour sa promotion des échanges et des investissements bilatéraux entre les deux pays, même au cours des 10 dernières années, quand les conditions étaient difficiles. Sans l'engagement de la Chambre de commerce (porte-parole important et facilitateur de réseautage)

¹⁰⁴ CCCA, [12 mai 2016](#).

¹⁰⁵ EDC, [10 mars 2016](#).

¹⁰⁶ Daudelin, [18 mai 2016](#); CCCA, [12 mai 2016](#); EDC, [10 mars 2016](#); Culham, [3 février 2016](#).

¹⁰⁷ Berensztein, [3 février 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); AMC, [17 février 2016](#); CCCA, [12 mai 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#); EDC, [10 mars 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁰⁸ Daudelin, [18 mai 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

et les services qu'elle n'a cessé d'offrir depuis sa création en 1977, les intérêts commerciaux canadiens en Argentine auraient pu en souffrir beaucoup plus¹⁰⁹. Le Comité a été très impressionné par l'intérêt et l'engagement du groupe qui se penche sur les questions particulièrement importantes et impérieuses pour l'Argentine et sa relation avec le Canada dans son ensemble. À ce propos, les différents autres groupes de travail, comme celui sur les mines (la seule chambre de commerce en Argentine à en compter un) et ceux sur l'énergie, le commerce, la responsabilité sociale des entreprises et les questions juridiques et financières, entre autres, sont un moyen très utile de parler de ses expériences et de mettre en commun des pratiques exemplaires concernant le climat des affaires en Argentine.

Secteurs ciblés

Les secteurs de l'économie les plus prometteurs, dans le cadre du renforcement des relations canado-argentines, sont précisément ceux dans lesquels le Canada est déjà très engagé et qui font partie des priorités du gouvernement argentin. Il s'agit de l'énergie, plus particulièrement d'énergies propres et de la technologie nucléaire, du secteur des mines, notamment des mines d'or et de cuivre, d'autres filières de l'industrie extractive, comme celles du pétrole et du gaz, et de l'agriculture¹¹⁰.

Selon des témoins, le développement du secteur argentin de **l'énergie**, y compris l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz, est au cœur des priorités politiques et de développement économique du pays¹¹¹. En effet, le Comité a appris qu'en ce qui concerne les besoins énergétiques du pays, tout est important et tout doit être réglé en même temps. Cependant, même si l'Argentine est l'un des plus grands marchés de l'énergie d'Amérique latine, elle a connu de graves problèmes qui ont freiné sa croissance¹¹². Par exemple, à cause du sous-développement de son industrie pétrolière et gazière, le pays doit se tourner vers l'importation pour répondre à un tiers de ses besoins et satisfaire ainsi à la forte demande des consommateurs. Qui plus est, l'Argentine a une capacité de distribution de l'énergie insuffisante et inefficace¹¹³. Le Comité a aussi appris qu'il existe une culture bien ancrée favorable à ce que l'énergie soit subventionnée par l'État¹¹⁴.

Pour répondre aux exigences et respecter ses priorités économiques, l'Argentine mise en particulier sur le développement de sa capacité de production d'énergies propres. Le Congrès

¹⁰⁹ CCCA, [12 mai 2016](#).

¹¹⁰ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); CCCA, [12 mai 2016](#); AMC, [17 février 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#); EDC, [10 mars 2016](#); Daudelin, [18 mai 2016](#).

¹¹¹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹¹² EDC, [10 mars 2016](#).

¹¹³ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹¹⁴ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

national a d'ailleurs adopté une loi pour relever les niveaux de production d'énergies propres et renouvelables, parmi la variété de sources d'énergie dont dispose le pays, en les augmentant de 1 % actuellement renouvelables à 8 % d'ici la fin 2017, et à 20 % d'ici 2025. Ces cibles prévoient également l'augmentation de la proportion d'énergies éolienne et solaire¹¹⁵. Le gouvernement argentin consulte aussi de près différents intervenants, comme des entreprises, des universités et les provinces, dans le but d'élaborer une stratégie énergétique moderne pour le pays.

Par conséquent, le Comité croit qu'il y a d'importantes possibilités de partenariat avec l'Argentine pour l'aider à sortir le pays de ses problèmes énergétiques et atteindre ses objectifs de prospérité économique et de stabilité¹¹⁶. Il existe notamment de nombreuses possibilités de faire profiter l'Argentine de l'expertise et de la technologie canadiennes en matière d'énergies propres et renouvelables. À ce propos, EDC a déclaré que les projets dans ce domaine étaient évalués à plus de 24 milliards de dollars américains¹¹⁷. Ces projets et débouchés visent entre autres la technologie appliquée à l'énergie nucléaire; et s'ils se concrétisent, comme l'a fait remarquer un témoin, ils permettraient au Canada de retrouver le niveau de coopération record qu'il avait atteint dans les années 1990¹¹⁸. Ils visent aussi la coopération dans la production d'énergie éolienne, avec, éventuellement, des partenaires provinciaux comme l'Île-du-Prince-Édouard, l'Ontario et l'Alberta. Ces initiatives contribueraient à accroître l'influence du Canada, vu l'intérêt grandissant de l'Argentine pour ce secteur, d'autant plus qu'Hydro-Québec a déjà été contactée pour transmettre son expertise en matière d'augmentation de la capacité de transport et de technologie de production d'hydroélectricité¹¹⁹. Voici ce qu'a dit à ce sujet l'ancienne ambassadrice de l'Argentine au Canada :

Bien entendu, l'énergie propre est un domaine où les possibilités sont énormes, où il y a un énorme potentiel en termes de collaboration et de participation des entreprises canadiennes. Nous savons qu'il y a des entreprises canadiennes de haut calibre dans ce domaine. [...] Nous avons toutes les ressources naturelles nécessaires, l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Nous savons que nous pouvons fournir les ressources naturelles. Ce dont nous avons besoin, c'est de participation et d'investissements¹²⁰.

Le Comité accueille favorablement l'annonce faite par le premier ministre canadien en novembre 2016, lors de sa visite officielle en Argentine, et selon laquelle les deux pays « ont convenu de reprendre leurs ententes de coopération en matière de réglementation nucléaire et de

¹¹⁵ Berensztein, [3 février 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹¹⁶ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹¹⁷ EDC, [10 mars 2016](#).

¹¹⁸ CCCA, [12 mai 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹¹⁹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹²⁰ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

rétablir les consultations bilatérales sur le nucléaire relatives à l'Accord de coopération nucléaire Canada-Argentine¹²¹ ».

Le Comité estime toutefois qu'il y a moyen d'en faire plus. Compte tenu des inquiétudes exprimées au sujet de la culture peu développée d'économies d'énergie en Argentine, le Comité tient à mettre l'accent sur l'effet que peuvent avoir les relations de partenariat entre le Canada et l'Argentine pour améliorer les choses en menant des activités de sensibilisation aux meilleures pratiques d'économie d'énergie et d'efficacité énergétique. Des initiatives du genre aideraient le gouvernement argentin à atteindre son objectif de diminution des subventions à la consommation d'énergie¹²². Elles contribueraient aussi à instaurer un climat plus propice aux affaires, grâce à l'augmentation des marges pour les éventuels investisseurs dans le secteur de l'énergie. Afin que le Canada tire parti de sa position de chef de file dans le domaine des énergies et des technologies propres, **le Comité recommande :**

Recommandation 2 :

Que le gouvernement du Canada s'engage davantage auprès de l'Argentine et transmette son expertise dans le domaine des technologies propres et des énergies renouvelables, notamment pour la production d'énergies solaire, éolienne et hydroélectrique. Le Canada et l'Argentine devraient également discuter de façons d'améliorer les habitudes de consommation et développer ensemble une stratégie de communication sur l'efficacité énergétique à l'intention de la population et des industries argentines.

Le Comité a appris que de s'efforcer de développer ses activités **minières** en Argentine serait un bon moyen pour le Canada d'approfondir ses liens commerciaux avec ce pays¹²³. À ce propos, il convient de préciser que l'Argentine est le troisième partenaire du Canada en importance en Amérique latine pour la valeur des actifs miniers, et qu'elle se classe quatrième pour la concentration de compagnies minières canadiennes en Amérique du Sud¹²⁴. Le Canada est particulièrement actif dans l'exploitation aurifère, avec des compagnies comme Goldcorp, Barrick Gold, Pan American Silver et Yamana Gold. En 2014-2015, ces compagnies ont investi 3,2 milliards de dollars dans des projets visant l'Argentine, dont 93 % ont été dépensés dans le pays lui-même¹²⁵.

¹²¹ Cabinet du Premier ministre, « [Fiche d'information – Resserer les liens entre le Canada et l'Argentine et créer de nouveaux débouchés pour le commerce et l'investissement](#) », 18 novembre 2016.

¹²² AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹²³ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016; Association minière du Canada, [26 octobre 2016](#).

¹²⁴ Association minière du Canada, [26 octobre 2016](#).

¹²⁵ *Ibid.*



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Le Comité a appris que les projets **miniers** en Argentine ont un potentiel de 14,5 milliards de dollars américains¹²⁶. Autrement dit, comme seulement 15 % des gisements miniers argentins ont été exploités, il existe des occasions de partenariat en matière de développement et de modernisation. Plus précisément, le Comité a été informé des perspectives de développement de l'industrie **pétrolière et gazière** en Argentine, surtout que le pays a besoin d'environ 200 milliards de dollars américains en investissements pour satisfaire à son ambition de devenir autosuffisant en pétrole et en gaz d'ici 2024¹²⁷. Le Comité a aussi entendu parler des occasions d'exploitation de réserves de gaz et de pétrole de schiste¹²⁸. Des témoins ont évoqué aussi la possibilité de développer les mines de **potasse** argentines pour accroître l'offre de cet engrais précieux pour le marché national de l'agriculture et les ventes à l'exportation¹²⁹. L'Association minière du Canada a expliqué qu'avec tous ces atouts, l'Argentine peut devenir le chef de file de la région andine dans la production de nombreux minerais et métaux, comme le plomb, le zinc, l'étain, le cuivre, le fer et l'or, pour n'en citer que quelques-uns¹³⁰.

Les témoins ont aussi attiré l'attention du Comité sur la possibilité d'améliorer la coopération dans le domaine minier étant donné la position de leadership qu'occupe le Canada en matière de génie, de droit et de finance, et autres services professionnels et techniques propres au secteur¹³¹. Ils ont dit souligné l'importance de voir le Canada partager son expérience à l'Argentine dans le domaine de l'élaboration de cadres réglementaires pour l'industrie extractive, en tenant compte des compétences fédérales et provinciales.

Comme le potentiel minier de l'Argentine se trouve dans les régions les moins développées du pays, l'exploitation de ces mines permettrait d'appuyer les objectifs de développement économique régional du gouvernement. Il convient de noter que le secrétaire aux Mines de l'Argentine a été à la tête de l'imposante délégation, incluant des gouverneurs provinciaux, qui a assisté au congrès annuel de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (ACPE) afin de susciter de l'intérêt pour le secteur avec l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration¹³².

¹²⁶ EDC, [10 mars 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ EDC, [10 mars 2016](#).

¹²⁹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹³⁰ Association minière du Canada, [26 octobre 2016](#).

¹³¹ Association minière du Canada, [26 octobre 2016](#).

¹³² Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Promouvoir la responsabilité sociale des entreprises¹³³

Lors des réunions du Comité à Buenos Aires, des interlocuteurs argentins ont souligné qu'ils aimeraient particulièrement travailler en partenariat avec le Canada dans le dossier de la responsabilité sociale des entreprises. [Affaires mondiales Canada définit](#) cette responsabilité comme étant « les mesures volontaires prises par une entreprise pour exercer ses activités d'une manière durable sur les plans économique, social et environnemental ». Cet intérêt découlait en partie de l'intention de l'Argentine d'élaborer ses propres normes en matière de responsabilité sociale des entreprises. Entre autres, l'Argentine cherche à uniformiser la gestion des fermetures de mine et à appliquer des normes en matière de responsabilité sociale des entreprises à l'échelle du pays, tout en tenant compte des besoins particuliers des communautés. Le gouvernement espère également intégrer la responsabilité sociale des entreprises à la culture organisationnelle argentine. Il croit qu'une politique sur le sujet peut s'avérer un outil précieux et permettre de gagner l'appui des autorités locales et des communautés à l'égard du développement de l'industrie minière du pays¹³⁴.

Le Comité est persuadé que la promotion de la responsabilité sociale des entreprises est la suite logique du partenariat entre le Canada et l'Argentine dans le secteur minier et du rôle de leadership que le Canada joue dans ce secteur¹³⁵. Comme l'a souligné Cynthia Arnson :

Comme le Canada est un pays minier important qui compte une présence très forte à l'étranger, tout comme les États-Unis, je crois que les investissements miniers, dans la mesure où il s'agit de capitaux nouveaux ou supplémentaires, doivent tenir compte des réalités locales et des questions de durabilité environnementale et sociale qui sont devenues sources de conflits dans tout l'hémisphère — en fait, un peu moins en Argentine que dans des endroits comme le Pérou, [le Chili] et la Bolivie. Il faut bien s'y prendre dès le départ, même si cela exige plus de temps, grâce à des consultations auprès des collectivités locales pour comprendre les types d'aubaines visées par les gouverneurs des provinces; une telle démarche sera dans l'intérêt à long terme non seulement des entreprises canadiennes, mais aussi de l'avenir économique à long terme de l'Argentine, dont est tributaire son avenir politique¹³⁶.

D'ailleurs, le Comité félicite la Chambre de commerce Canada-Argentine de sensibiliser les membres de son groupe de travail sur les mines aux pratiques en matière de responsabilité sociale des entreprises et de ses échanges sur le sujet avec les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que d'autres intervenants. Il est heureux de constater que l'Argentine a fait ce

¹³³ Association minière du Canada, [26 octobre 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹³⁴ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016; Miller, [5 mai 2016](#).

¹³⁵ Association minière du Canada, [26 octobre 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#).

¹³⁶ Arnson, [5 mai 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

pas important en vue de donner suite à son engagement d'adopter des pratiques minières durables et d'établir sa propre capacité en matière de responsabilité sociale des entreprises en demandant l'aide du Canada expressément et en formant un partenariat avec l'Association minière du Canada. Plus précisément, le 19 octobre 2016, l'Association minière du Canada et son équivalent argentin, la Cámara Argentina de Empresarios Mineros (CAEM), ont annoncé qu'elles travailleraient ensemble pour aider l'Argentine à adopter le programme « Vers le développement minier durable » mis au point par l'association canadienne, de manière à resserrer les normes de l'industrie en Argentine et à aider « le secteur minier de l'Argentine à évoluer en le rendant plus efficient, plus fiable et particulièrement propice à l'investissement et à la croissance¹³⁷ ». **Le Comité applaudit également les gouvernements du Canada et de l'Argentine pour avoir ajouté l'« exploitation responsable des ressources minières, et [l']engagement à assurer la promotion des pratiques exemplaires dans l'ensemble de la chaîne de valeur de l'exploitation minière » parmi les domaines de collaboration annoncés en novembre 2016¹³⁸.**

Protéger la réputation du Canada en matière de responsabilité sociale des entreprises

Le Canada est considéré comme un chef de file mondial en matière de responsabilité sociale des entreprises, et il a grandement intérêt à défendre sa réputation dans ce domaine. En général, les interlocuteurs étaient satisfaits de la responsabilité sociale des entreprises exercée par le Canada en Argentine. La question a toutefois été soulevée au cours de plusieurs réunions tenues durant la mission d'information, notamment durant la rencontre avec des parlementaires et le ministre de l'Énergie et des Mines du pays.

Le Comité tient toutefois à noter ses inquiétudes concernant deux fuites de cyanure distinctes impliquant la mine d'or de la société canadienne Berrick Gold sur le site de sa mine située dans la province de San Juan. Ces incidents très médiatisés ont entraîné la fermeture temporaire de la mine et ont donné lieu à des enquêtes gouvernementales et judiciaires; des améliorations ont été apportées pour prévenir d'autres incidents. Des interlocuteurs à Buenos Aires ont soulevé ces incidents et ont insisté pour que **les entreprises minières canadiennes appliquent les mêmes pratiques en matière de responsabilité sociale des entreprises en Argentine qu'au Canada.** Ils ont également insisté sur la nécessité pour les entreprises canadiennes de communiquer plus ouvertement avec les autorités locales et les communautés où elles sont actives, surtout en cas d'incidents, afin d'établir un climat de confiance et de consolider la réputation du Canada en tant

¹³⁷ Association minière du Canada, [26 octobre 2016](#); Association minière du Canada, [L'Argentine adopte l'initiative canadienne Vers le développement minier durable](#), communiqué de presse, 19 octobre 2016.

¹³⁸ Cabinet du Premier ministre, [Fiche d'information – Resserrer les liens entre le Canada et l'Argentine et créer de nouveaux débouchés pour le commerce et l'investissement](#), 18 novembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

que partenaire fiable¹³⁹. Le Comité est heureux de constater que ces incidents ont été réglés en temps utile et que les activités, qui ont repris rapidement, sont menées de manière responsable¹⁴⁰. Il voit toutefois ces incidents comme une occasion utile d'apprentissage **et invite Barrick Gold et les autres entreprises canadiennes à resserrer la collaboration avec les autorités à tous les échelons et les communautés touchées afin de répondre aux préoccupations liées à l'environnement et à la santé**. Le Comité regrette que les représentants de Barrick Gold n'aient pas accepté de comparaître devant lui pour présenter leur point de vue sur leur expérience en Argentine.

Ces questions, soulevées devant le Comité, sont à la base de la déclaration produite par le Canada et l'Argentine au sujet de l'importance du respect des exigences et des lignes directrices en matière de responsabilité sociale des entreprises dans les deux pays, plus particulièrement pour ce qui est de la transparence et de la confiance du public¹⁴¹.

Le Comité est convaincu que le Canada a un rôle important à jouer pour aider l'Argentine à exploiter son potentiel minier et à favoriser son développement économique. Par conséquent, **le Comité recommande :**

Recommandation 3

Compte tenu des débouchés dans le secteur minier en général et l'industrie pétrolière et gazière en particulier, que le gouvernement du Canada établisse des partenariats avec l'Argentine portant sur la prestation de services de soutien requis. En plus d'accroître les investissements et le partage de la technologie et du savoir-faire technique, il faut favoriser les partenariats qui permettent de transmettre les connaissances relatives aux cadres réglementaires et aux relations fédérales-provinciales.

Pour poursuivre sur la nouvelle lancée et continuer à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises, et compte tenu de l'importance de l'industrie des ressources naturelles partout en Amérique du Sud et des avantages que tous peuvent en tirer¹⁴², **le Comité recommande :**

¹³⁹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁴⁰ « [San Juan: panic after cyanide spill in mine](#) », *Buenos Aires Herald.com*, 15 septembre 2015; « [Barrick's cyanide solution spill five times larger](#) », *Buenos Aires Herald.com*, 24 septembre 2015; « [Barrick halts mine operations after spill](#) », *Buenos Aires Herald.com*, 16 septembre 2016; « [Gov't files complaint against Barrick](#) », *Buenos Aires Herald.com*, 23 septembre 2016; « [Barrick Gold resumes operations in Veladero](#) », *Buenos Aires Herald.com*, 5 octobre 2016 [DISPONIBLES EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹⁴¹ Cabinet du Premier ministre, [Fiche d'information – Assurer une gestion saine et durable des ressources naturelles](#), 18 novembre 2016.

¹⁴² Association minière du Canada, [26 octobre 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Recommandation 4

Que le gouvernement du Canada profite de l'initiative lancée récemment par l'Association minière du Canada et la Cámara Argentina de Empresarios Mineros pour appuyer des projets conjoints visant à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises sur une plus grande échelle en Amérique du Sud et au sein de l'industrie.

Dans pratiquement toutes les réunions qu'a tenues le Comité à Buenos Aires, les témoins ont insisté sur le fait que la modernisation et le renforcement des **infrastructures** doivent être au cœur des priorités de développement économique de l'Argentine. D'ailleurs, les témoignages ont révélé que le développement des infrastructures est un autre domaine offrant d'énormes perspectives de partenariat qui permettrait au Canada d'accompagner l'Argentine sur la voie du développement économique et qui favoriserait les relations bilatérales¹⁴³. Des témoins ont rappelé que les besoins de l'Argentine au chapitre des infrastructures sont criants, car celles-ci ont été négligées au cours des dernières années. Par exemple, les modes de transport ne soutiennent pas efficacement l'économie argentine, en partie à cause de l'influence des groupes d'intérêt, comme le syndicat des camionneurs, qui a défendu un système favorisant ses membres¹⁴⁴. Parmi les objectifs les plus pressants décrits en détail par les témoins, il y a des plans pour construire et remettre à neuf 900 km d'autoroute, ainsi que d'autres voies de transport, comme des routes, des chemins de fer et des portes d'entrée, comme des ports¹⁴⁵. Une autre grande priorité serait de s'attaquer aux pressions particulières exercées sur les infrastructures dans les grands centres urbains, comme Buenos Aires, notamment sur les réseaux d'égouts et les systèmes de traitement et d'assainissement des eaux; autant de pressions qui nuisent à la capacité de ces centres à répondre aux besoins d'une population grandissante¹⁴⁶. **En effet, le Comité a appris qu'en Argentine, la demande dépasse la capacité des infrastructures, et que le pays a besoin de l'aide du Canada**¹⁴⁷.

Des témoins ont aussi parlé de **l'agriculture** comme un secteur où le Canada pourrait nouer des liens commerciaux intéressants avec l'Argentine, et où il pourrait tirer parti des similitudes avec notre propre agriculture et profiter de sa position dominante. Les témoins ont notamment parlé des occasions d'investissement canadien dans la production agricole et alimentaire, plus particulièrement pour l'exportation et les techniques d'élevage, dont la génétique. Les témoins ont dit également que les filières argentines des **produits de la mer** et des **télécommunications**,

¹⁴³ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016; EDC, [10 mars 2016](#); Daudelin, [18 mai 2016](#).

¹⁴⁴ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁴⁵ CCCA, [12 mai 2016](#).

¹⁴⁶ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016; Agence de promotion du commerce et des investissements de l'Argentine, *Selected Investment Opportunities*, Buenos Aires, septembre 2016 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹⁴⁷ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

qui sont en développement et dans lesquelles des compagnies canadiennes sont déjà bien implantées et font bouger les choses, peuvent aussi être un bon moyen de consolider les relations commerciales entre le Canada et l'Argentine¹⁴⁸. Ils ont aussi évoqué les débouchés dans les secteurs d'appui, notamment en matière de technologie, d'équipement, de services, de savoir-faire et de recherche et développement¹⁴⁹. **Le Comité félicite le gouvernement du Canada d'avoir inclus l'agriculture dans ses domaines de coopération avec le nouveau gouvernement argentin, comme il l'a annoncé en novembre 2016.**

Financement des plans en matière d'énergie et d'infrastructures de l'Argentine¹⁵⁰

Compte tenu de l'importance qu'il accorde aux investissements et au développement des secteurs de l'énergie et des infrastructures, le gouvernement argentin doit s'empresse de trouver des fonds pour ce genre de projets. Le pays connaît un faible taux de dette et dispose d'une large capacité d'endettement, et le nouveau régime est résolu à doubler ses investissements dans les infrastructures¹⁵¹. Paradoxalement, les sources de financement du gouvernement sont insuffisantes. Le secteur bancaire argentin n'offre guère de perspectives intéressantes, parce qu'il est très peu développé, en partie parce qu'il ne s'est pas relevé complètement de son effondrement de 2001, mais aussi en raison de la faible propension à l'épargne des Argentins et des taux d'inflation élevés qui ont découragé toute tentative d'amélioration de son développement¹⁵².

Pour obtenir le financement nécessaire, le régime Macri a mis en place de manière prioritaire plusieurs mesures. Il a notamment présenté un projet de loi d'amnistie pour encourager le rapatriement de fonds et de profits en éliminant les taxes et pénalités, a formé des partenariats avec le secteur privé et s'est tourné vers la communauté internationale pour obtenir des prêts et attirer les investissements¹⁵³. C'est dans ce contexte que le gouvernement a établi l'Agence de promotion des investissements et du commerce, qui a pour mission de jumeler les investisseurs étrangers intéressés et les besoins en matière d'infrastructures de l'Argentine. S'intéressant à la gestion des risques, le nouveau gouvernement a présenté un projet de loi sur les partenariats public-privé qui, selon les témoins, reçoit un large appui au Congrès.

L'Argentine se tourne aussi vers des institutions financières internationales, comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et la Corporacion Andina de Fomento (CAF)

¹⁴⁸ CCCA, [12 mai 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁴⁹ EDC, [10 mars 2016](#); Daudelin, [18 mai 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁵⁰ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁵¹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁵² AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁵³ Heidrich, [4 février 2016](#); EDC, [10 mars 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

[[Banque de développement de l'Amérique latine](#)], pour financer ses projets et offrir des garanties en cas d'investissements. L'Argentine était détachée de la communauté financière internationale depuis près d'une décennie, mais peu avant la mission d'information du Comité, des représentants du FMI ont rencontré à plusieurs reprises leurs homologues argentins. La CAF s'est déjà engagée à fournir 1 milliard de dollars américains à l'Argentine. De même, la Banque mondiale a promis 500 millions de dollars américains à l'appui de projets énergétiques et de projets d'assainissement et de traitement des eaux¹⁵⁴.

Le Comité tient à souligner les possibilités qui s'offrent au Canada de former et d'appuyer des partenariats avec l'Argentine en ce qui a trait à son accès au financement. **Compte tenu de l'intérêt montré par l'Argentine pour le développement d'un cadre de partenariats public-privé, le Comité se réjouit de l'annonce faite en novembre 2016 par le premier ministre Trudeau et le président Macri, lesquels entendent collaborer sur le « [p]artage du modèle de partenariat public-privé canadien, particulièrement pour les investissements dans l'infrastructure¹⁵⁵ ». Une telle collaboration offre au Canada la possibilité de prendre appui sur les intrants du FMI et de la Banque mondiale et de partager ses pratiques exemplaires¹⁵⁶. Étant donné la place qu'il occupe au sein du FMI et de la Banque mondiale, le Canada est bien placé pour amener d'autres acteurs de ces institutions à s'impliquer dans des projets en Argentine. En plus de ces possibilités de collaboration, le Canada peut faciliter de manière générale un accroissement des placements directs en capital en Argentine.**

Exportation et développement Canada

Le Comité a pris note des témoignages des représentants d'EDC, qui ont décrit le soutien offert en 2015 par leur organisation à près d'une centaine d'entreprises canadiennes qui font des affaires en Argentine. Au cours des cinq dernières années, le soutien offert par EDC en Argentine s'est élevé à 820 millions de dollars canadiens et visait notamment des entreprises dans les secteurs minier, pétrolier, gazier et agricole¹⁵⁷. Le Comité se réjouit du niveau de soutien offert par EDC, malgré les conditions difficiles dans lesquelles ces entreprises mènent leurs activités en Argentine.

Cependant, à la suite de sa mission d'information en Argentine et maintenant qu'il comprend mieux les débouchés et les possibilités de resserrement des relations commerciales entre le

¹⁵⁴ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁵⁵ Cabinet du Premier ministre, [Fiche d'information – Resserrer les liens entre le Canada et l'Argentine et créer de nouveaux débouchés pour le commerce et l'investissement](#), 18 novembre 2016.

¹⁵⁶ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁵⁷ EDC, [10 mars 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Canada et l'Argentine, le Comité se demande si la décision d'EDC de continuer comme si « rien n'a changé » et de maintenir le « statu quo » en Argentine, de même que la politique restrictive de l'organisation à l'égard de ce pays, tiennent compte de l'évolution des conditions dans le pays et de l'intérêt croissant accordé à un resserrement des liens commerciaux¹⁵⁸.

Le Comité a été particulièrement troublé par deux événements récents, qui ont fait ressortir ce qui risque de se produire si EDC tarde à revoir son évaluation du marché argentin. D'abord, une semaine avant la mission d'information du Comité, l'agence américaine de crédits à l'exportation – l'Export-Import Bank of the United States (EX-IM) – a annoncé qu'elle avait ouvert un bureau à Buenos Aires et qu'elle recommençait à offrir un financement à court et à moyen terme à l'Argentine après avoir refusé pendant 15 ans toute transaction souveraine¹⁵⁹. Ensuite, le Comité a été informé que le réacteur nucléaire CANDU qu'avait acheté l'Argentine avait été financé par des investisseurs chinois¹⁶⁰.

Compte tenu de ces deux événements, de l'ouverture « limitée » d'EDC à l'égard du marché argentin et de son absence criante dans ce pays, il est clair que la position adoptée risque de faire manquer au Canada bien des occasions d'agir. La politique d'EDC à l'égard de l'Argentine est très différente lorsqu'on tient compte du fait qu'elle a mis en place un réseau de bureaux dans d'autres marchés en Amérique du Sud, plus particulièrement en Colombie, au Pérou et au Chili¹⁶¹.

Le Comité aurait aimé recevoir d'autres renseignements en accueillant de nouveau des représentants d'EDC à son retour de la mission d'information afin de faire un suivi de certaines de ces questions.

Étant donné qu'EDC a pour [mandat](#) d'offrir « aux exportateurs canadiens du financement à l'exportation, de l'assurance-crédit à l'exportation et des services de cautionnement, ainsi que son expertise des marchés étrangers » et que le Canada possède l'expertise pour aider l'Argentine à donner suite à ses priorités, le Comité est fermement convaincu que le maintien du statu quo par EDC nuira aux efforts visant à resserrer les relations commerciales entre le Canada et l'Argentine et aux relations canado-argentines en général. Pour éviter une telle situation et

¹⁵⁸ EDC, [10 mars 2016](#).

¹⁵⁹ Export-Import Bank of the United States, [EXIM Reopens for Business in Argentina](#), 14 septembre 2016 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹⁶⁰ Voir « [China and Argentina reaffirm nuclear agreement](#) », *World Nuclear News*, 1^{er} juillet 2016 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹⁶¹ EDC, [10 mars 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

pour aider en particulier les petites et moyennes entreprises canadiennes et favoriser leur participation à la chaîne d'approvisionnement¹⁶², le Comité recommande:

Recommandation 5

Qu'EDC entreprenne immédiatement un examen des niveaux de service qu'elle offre aux entreprises canadiennes qui s'intéressent au marché argentin. Cet examen devrait englober une évaluation de la valeur et des avantages de l'établissement d'une présence à Buenos Aires pour les entreprises canadiennes et pour d'autres intérêts commerciaux canadiens.

B. Pouvoir de conviction¹⁶³

Le Comité est convaincu que pour resserrer la relation entre le Canada et l'Argentine, des efforts supplémentaires doivent être déployés pour amener les deux pays à mieux se connaître et à se comprendre, ainsi que pour améliorer les relations entre les personnes. Une telle démarche est importante étant donné la taille plutôt limitée de la diaspora canadienne en Argentine et vice versa (on compte entre 6 000 et 7 000 Canadiens en Argentine, et environ 20 000 Argentins au Canada). De même, des témoins ont mentionné que l'annulation en 2012 du programme d'études internationales « Comprendre le Canada », qui était financé par le gouvernement et servait à appuyer les études sur le Canada à l'étranger, avait été mal vue¹⁶⁴.

À cet égard, faciliter les mouvements de personnes, notamment à des fins d'affaires et de tourisme, est donc essentiel à l'amélioration des relations du Canada avec l'Argentine. Le Comité a appris qu'il y avait eu une hausse marquée du nombre d'Argentins visitant le Canada en 2016 par rapport à l'année précédente. Cette hausse est attribuable en grande partie à la mise en place de mesures facilitant l'obtention de visas pour le Canada, telles que l'établissement de centres de réception des demandes de visa, les méthodes de demandes en ligne et le programme Can-Plus, qui facilite le traitement des demandes présentées par des personnes qui ont obtenu par le passé un visa d'entrée. Le Comité félicite l'ambassade du Canada à Buenos Aires, qui se classe parmi les missions du Canada ayant les temps de traitement des visas les plus rapides¹⁶⁵.

Cela dit, le Comité a entendu à maintes reprises, durant cette étude et d'autres, que l'obligation de visas, dans ce cas-ci, pour les voyageurs d'affaires canadiens se rendant en Argentine et pour les Argentins voyageant au Canada, nuit aux relations entre les personnes. Les deux consulats

¹⁶² EDC, [10 mars 2016](#).

¹⁶³ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁶⁴ Heidrich, [4 février 2016](#).

¹⁶⁵ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

argentins sont situés à Toronto et à Montréal, soit à une distance considérable des entreprises de l'Ouest canadien qui sont particulièrement susceptibles de presser leurs intérêts commerciaux en Argentine, ce qui complique la situation. Les représentants argentins et canadiens ont informé le Comité qu'ils aimeraient que l'obligation de visa pour les Argentins se rendant au Canada soit levée et que les Argentins aient accès au Programme d'autorisation de voyage électronique du Canada. Ils ont aussi indiqué au Comité qu'ils souhaitent l'abolition des frais de réciprocité imposés aux touristes canadiens qui visitent l'Argentine¹⁶⁶.

Le Comité a été informé du vif intérêt démontré pour un resserrement de la coopération dans le domaine de l'éducation, notamment pour les échanges entre les étudiants et les membres du corps professoral du Canada et de l'Argentine, et plus particulièrement pour les initiatives rassemblant des intervenants clés, comme le ministère des Sciences et de la Technologie, les universités et les collèges¹⁶⁷. Sur ce point, le Comité a appris qu'il y a une bonne collaboration en matière d'éducation entre, d'une part, l'Argentine et, d'autre part, le Brésil et le Chili, ainsi que les États-Unis, l'Australie et la France.

Pour ce qui est de la collaboration culturelle, des témoins ont parlé des ententes intervenues entre Buenos Aires et Montréal, qui ont permis à ces villes sœurs de resserrer leurs liens et créé des possibilités de collaboration. Par exemple, Montréal a accueilli le Championnat international de tango, une compétition qui n'avait jamais eu lieu à l'extérieur de l'Argentine¹⁶⁸. Le comité tient également à souligner que le 150^e anniversaire de la Confédération du Canada offre d'autres occasions de renforcer les échanges culturels et d'améliorer la compréhension entre les deux pays, par l'entremise des arts visuels et les spectacles.

Le Comité constate que l'annonce faite en novembre 2016 par le Canada et l'Argentine au sujet des domaines de collaboration prioritaires a abordé plusieurs des points soulevés durant son étude. Entre autres, les deux gouvernements se sont engagés à renforcer les liens culturels et dans le domaine de l'éducation, et l'Argentine a décidé de lever l'obligation de visas d'affaires pour les voyageurs d'affaires canadiens¹⁶⁹. Le Comité estime également que l'accord actuellement à l'étude entre le Canada et l'Argentine sur la mobilité des jeunes contribuerait de manière importante au volet personnel des relations bilatérales entre les deux pays. Le Comité encourage la conclusion d'un tel accord en temps opportun.

¹⁶⁶ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁶⁷ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); AMC, [17 février 2016](#); CCCA, [12 mai 2016](#); EDC, [10 mars 2016](#).

¹⁶⁸ AMC, [17 février 2016](#).

¹⁶⁹ Cabinet du Premier ministre, [Fiche d'information – Resserrer les liens entre le Canada et l'Argentine et créer de nouveaux débouchés pour le commerce et l'investissement](#), 18 novembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Toutefois, dans un rôle semblable à celui qu'il a joué en signalant l'importance de promouvoir la coopération dans le domaine de l'éducation dans le cadre de son étude sur le Brésil et en formulant dans son rapport des recommandations clés touchant différents projets d'éducation, comme la création d'un programme de bourses de premier plan qui est depuis devenu le pilier de la collaboration dans le domaine de l'éducation entre le Canada et le Brésil, le Comité est d'avis qu'il faut préciser la voie à suivre pour accroître les effets possibles d'initiatives à ce chapitre sur les relations canado-argentines. Par conséquent, afin de cimenter ces intérêts communs et tout en reconnaissant pleinement que l'éducation relève de la compétence des provinces, **le Comité encourage les institutions d'enseignement concernées au Canada et en Argentine à multiplier les contacts et à explorer les avenues de collaboration**¹⁷⁰. Le Comité recommande aussi fortement:

Recommandation 6

Que le gouvernement du Canada, de concert avec les institutions concernées et différents ordres de gouvernement, examine les possibilités de mettre en place un programme de bourses qui faciliterait les échanges d'étudiants entre le Canada et l'Argentine. Il devrait aussi envisager de conclure des ententes-cadres concrètes sur la collaboration en matière d'éducation tout en demeurant conscient des problèmes liés à la reconnaissance des titres de compétences étrangers.

Étant donné le rôle que jouent les réseaux de transport en matière de resserrement des liens personnels et commerciaux, le Comité encourage l'industrie du transport aérien à étudier les avantages commerciaux de la création d'un vol sans escale entre le Canada et l'Argentine pour faciliter les déplacements. Il invite aussi Destination Canada (anciennement la Commission canadienne du tourisme)¹⁷¹ à inclure l'Argentine dans ses activités de promotion.

Les liens dans le secteur de l'éducation et du commerce sont un autre élément de la relation entre le Canada et l'Argentine qui peut profiter d'un resserrement de la collaboration dans le domaine des sciences et de la technologie et en matière de recherche et de développement¹⁷². Témoignant de son engagement, l'Argentine a établi le ministère de la Science et de la Technologie en 2007, et le président Macri a renouvelé le mandat du ministre nommé par l'administration précédente. À ce sujet, des témoins ont souligné les bases qui ont déjà été jetées pour resserrer la collaboration et ont parlé de la présence au Canada de scientifiques et de chercheurs argentés

¹⁷⁰ CCCA, [12 mai 2016](#).

¹⁷¹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁷² Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#); AMC, [17 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

réputés¹⁷³, comme celle du [D^r Julio Montaner](#) au Centre d'excellence de la Colombie-Britannique sur le VIH/sida et de [Adolfo de Bold](#) à l'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa. La gestion des ressources naturelles représente une autre avenue de collaboration en matière de recherche et de développement. Par exemple, dans le cadre de son programme de gestion des pêches, l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard pourrait se jumeler avec un partenaire intéressé en Argentine afin de promouvoir l'industrie des pêches dans ce pays. Le Comité croit fermement que le Canada a beaucoup à tirer en devenant un partenaire important de recherche pour l'Argentine¹⁷⁴.

Ayant entendu des témoins discuter de possibilités de collaboration – le Canada et l'Argentine sont tous les deux des pays polaires et partagent donc les mêmes préoccupations concernant les changements climatiques dans les régions polaires – **le Comité se réjouit de l'engagement pris par les deux pays à accroître « la collaboration en matière de recherche sur les enjeux polaires et subpolaires, orientée par la lettre d'entente Canada-Argentine de 2010 sur la collaboration scientifique concernant l'Arctique et l'Antarctique, en portant une attention particulière aux changements climatiques et aux conséquences qui en découlent¹⁷⁵ »**. La collaboration sur les questions polaires peut prendre appui sur le partenariat entre l'Université du Québec à Rimouski et l'Université de Chubut, dans le sud de l'Argentine.

C. Diplomatie parlementaire

À plusieurs reprises durant les réunions du Comité à Buenos Aires, des interlocuteurs ont souligné l'importance pour le Canada et l'Argentine d'entretenir des liens parlementaires solides, afin d'encourager une compréhension mutuelle et de tisser des relations plus étroites. Le Comité est convaincu que les échanges parlementaires et les liens qui sont ainsi créés peuvent transcender les changements de gouvernement, et donc contribuer de manière importante à faire durer les relations bilatérales entre les deux pays.

Grâce à son programme de réunions, la mission d'information du Comité à Buenos Aires, en tant que première visite canadienne de haut niveau depuis l'élection du président Macri, a permis aux représentants du gouvernement canadien de communiquer en peu de temps avec plusieurs représentants argentins influents de haut niveau, dont le chef et des membres du Cabinet. Des interlocuteurs ont également fait remarquer que la mission menée par la délégation du Sénat a

¹⁷³ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).

¹⁷⁴ CCCA, [12 mai 2016](#).

¹⁷⁵ Miller, [5 mai 2016](#); AEFA mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016; Cabinet du Premier ministre, [Fiche d'information – Resserer les liens entre le Canada et l'Argentine et créer de nouveaux débouchés pour le commerce et l'investissement](#), 18 novembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

préparé le terrain et donné un élan pour les prochaines visites de haut niveau entre le Canada et l'Argentine, en particulier la visite officielle du premier ministre en novembre 2016.

Dans le même ordre d'idées, les délégations parlementaires font office d'ambassadeurs en communiquant des messages au sujet des priorités et en contribuant au développement de politiques bilatérales et multilatérales pertinentes. Dans ce contexte, les intervenants et les interlocuteurs ont tous très bien accueilli la réalisation d'une étude sur les relations canado-argentines par un Comité sénatorial du Parlement canadien.

Le Comité a mis à l'œuvre la diplomatie parlementaire lors de ses réunions avec les fonctionnaires du Parlement et les élus, y compris des représentants de la faction appuyant le gouvernement et des partis de l'opposition. Le Comité a entre autres rencontré le président provisoire du Sénat, Federico Pinedo, des membres de la Chambre des députés et du Sénat du Congrès national, de même que des hauts représentants de l'assemblée législative de Buenos Aires. Ces parlementaires et fonctionnaires, dont un bon nombre étaient des femmes, représentaient différentes régions de l'Argentine. Les sujets abordés ont permis au Comité de mieux comprendre les événements récents en Argentine du point de vue parlementaire ainsi que la volonté populaire des Argentins. Parmi ces sujets, mentionnons : l'ère nouvelle en Argentine, les relations fédérales-provinciales, les obstacles et les débouchés, la dynamique régionale et mondiale, et le resserrement possible des relations entre le Canada et l'Argentine¹⁷⁶.

Bien vues de tous, les réunions avec les parlementaires étaient une occasion de renforcer les contacts établis à l'occasion d'autres forums, tels que ParlAmericas, l'Union interparlementaire, les Parlementaires pour une action mondiale et la Cour pénale internationale, dans le cadre desquels des parlementaires canadiens et argentins travaillent ensemble afin de bâtir une compréhension mutuelle et de régler des questions d'intérêt commun¹⁷⁷. Ce genre d'échanges interparlementaires, qu'il s'agisse de délégations officielles ou de groupes multilatéraux, présentent aussi une occasion de renforcer la capacité et de partager des pratiques exemplaires qui reflètent la volonté des citoyens et obligent le gouvernement à rendre des comptes. Les membres du Comité ont eu la chance d'accueillir certains de leurs homologues peu après la mission d'information, lorsqu'une délégation formée de parlementaires et de fonctionnaires fédéraux et provinciaux argentins est venue à Ottawa pour étudier les relations fédérales-provinciales au Canada, ce qui lui a permis de renforcer des liens noués à Buenos Aires et ailleurs.

¹⁷⁶ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁷⁷ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

On s'attend effectivement à ce que ses efforts interparlementaires continuent, surtout que le Groupe d'amitié interparlementaire Canada-Argentine a été rétabli et a repris ses activités. Le Comité a appris avec plaisir que l'on avait amorcé des discussions au Congrès national dans le but de réinstaurer un groupe semblable de parlementaires argentins. **Ces activités de diplomatie parlementaire jettent des bases essentielles qui permettront aux deux pays de continuer à tisser des liens étroits.**

D. Relations fédérales-provinciales¹⁷⁸

Le resserrement des relations entre le gouvernement fédéral de l'Argentine, les 23 administrations provinciales et Buenos Aires (qui, en tant que ville autonome, a le statut de province) joue un rôle important dans la réussite des programmes de réforme politique, économique et sociale de l'Argentine et dans l'éclatement des cycles de volatilité. Ce sujet a d'ailleurs été soulevé au cours de toutes les réunions, ou presque, du Comité avec des représentants argentins et différents groupes d'intervenants durant la mission d'information du Comité en Argentine.

D'ailleurs, les relations fédérales-provinciales influencent un grand nombre des priorités établies par le gouvernement dans le but d'améliorer les assises économiques de l'Argentine et d'attirer davantage les investissements étrangers. La restructuration économique et fiscale, le développement et l'aide sociale, la péréquation et le développement des régions, les infrastructures et les statistiques fiables sont quelques-unes de ces priorités. Autre facteur important : le Congrès national, en particulier le Sénat, est également structuré selon le principe de la représentation provinciale, de sorte que les points de vue des provinces sont pris en compte durant les débats sur les lois et les politiques. Par ailleurs, les partis de l'opposition contrôlent le Congrès national et les provinces, lesquelles sont dirigées par six partis différents¹⁷⁹.

Le Comité a appris que l'on est en train de redéfinir les relations fédérales-provinciales dans le but de renforcer l'unité en Argentine, de maintenir un consensus sur les priorités et stratégies du gouvernement et d'assurer une bonne compréhension des enjeux¹⁸⁰. Les efforts en ce sens sont axés en partie sur la normalisation et la renégociation d'une formule de péréquation qui est juste, tant pour le gouvernement fédéral que pour les provinces. Les témoins ont informé le Comité que, dans son ancien rôle de maire de Buenos Aires, le président Macri a acquis une bonne compréhension des complexités et des possibilités offertes par la structure fédérale et qu'il est conscient de la nécessité de consulter les autres administrations et ordres de gouvernement pour

¹⁷⁸ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁷⁹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁸⁰ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

atteindre des résultats positifs. L'amélioration des relations fédérales-provinciales contribuera également à renforcer la résilience du système et à le protéger des conséquences négatives des changements de gouvernement, plus particulièrement à empêcher que les relations fédérales-provinciales soient de nouveau assujetties à des décrets rendus à des fins précises et personnelles.

Dans ses efforts visant à améliorer la structure fédérale argentine, le président Macri a nommé un ancien gouverneur de province au poste de ministre de l'Intérieur, qui est chargé des relations fédérales-provinciales. Des témoins ont informé le Comité que le gouvernement consulte régulièrement les représentants des provinces afin de déterminer leurs besoins, notamment en matière d'infrastructures et d'énergie et en ce qui concerne l'exploitation des ressources minières, afin de s'assurer de bien en tenir compte dans les stratégies mises en place par le gouvernement pour favoriser le développement du pays. La délégation ministérielle argentine ayant assisté à la convention de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs tenue à Toronto comptait plusieurs représentants des provinces¹⁸¹. Des porte-parole d'EDC ont fait part de leurs impressions de la délégation au Comité :

Fait intéressant : lorsqu'ils ont tenu une discussion sur l'Argentine, les ministres fédéral et provinciaux ont fait front commun pour dire que nous avons besoin d'investissements étrangers dans ce marché et souhaitons en avoir. Ils sont conscients de l'importance de la collaboration entre ces deux ordres de gouvernement et de son incidence sur les investisseurs internationaux¹⁸².

Pour ce qui est de la législation, le Comité a eu une longue réunion à Ottawa avec les parlementaires membres de la [Fundación Red de Acción Política](#) [Fondation du réseau d'action politique] (RAP) et a été impressionné par l'engagement de ce groupe à faire du renforcement des relations fédérales-provinciales et de la promotion du dialogue entre les deux paliers un trait distinctif du système politique argentin.

Le Comité a entendu que les pressions exercées pour en arriver à un nouveau modèle fédéral-provincial en Argentine découlent de difficultés ordinaires occasionnées par les différentes perceptions de ce que l'on entend par normalisation et formule de péréquation juste, et le Canada connaît bien cette réalité. Il s'agit là de questions complexes et délicates touchant la collecte et la distribution des revenus, les responsabilités financières, la réglementation et l'établissement des champs de compétence et des pouvoirs. Ces questions s'étendent également à différents secteurs stratégiques, dont certains sont potentiellement lucratifs, comme les ressources naturelles, tandis que d'autres sont coûteux à gérer, comme l'environnement, les infrastructures, la santé, l'éducation et les services sociaux. Les tensions que créent ces questions

¹⁸¹ EDC, [10 mars 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁸² EDC, [10 mars 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

entre les différents ordres de gouvernement sont normales, car les provinces cherchent à accroître leur autonomie, à obtenir des concessions financières dans la mesure du possible et à réduire leur dépendance à l'égard du gouvernement fédéral¹⁸³. Comme l'a fait remarquer Daniel Kerner, « [...] le parti est maintenant dirigé par les gouverneurs qui, eux, désirent la stabilité politique et économique ainsi que des ressources financières¹⁸⁴ ». Sergio Berensztein a aussi observé qu'« [i]l y a une explication financière à tout cela, c'est-à-dire que le président détient le pouvoir sur beaucoup de ressources, alors que les gouverneurs ont besoin de ressources financières. Ils doivent donc faire des compromis avec le président¹⁸⁵ ».

Les interlocuteurs argentins tenaient à apprendre de l'expérience du Canada, en ce qui a trait aux relations fédérales-provinciales et au développement d'une formule de péréquation qui permet un transfert juste et transparent des ressources pour toutes les administrations¹⁸⁶. **Compte tenu de l'expérience commune en matière de systèmes fédéraux, le Comité recommande:**

Recommandation 7

Que le gouvernement du Canada offre son aide à l'Argentine dans le cadre de l'examen des options visant à redéfinir son cadre fédéral-provincial et des nouvelles formules de péréquation.

Le Comité est convaincu que la politique du gouvernement du Canada à l'égard de l'Argentine doit tenir compte de la structure fédérale de l'Argentine et s'assurer que des engagements sont également remplis à l'échelon provincial¹⁸⁷. Pour reprendre les propos de l'ambassadrice de l'Argentine au Canada : « Dans mon pays, il faut négocier avec les provinces. On ne peut pas les ignorer. [...] Nous devons absolument être attentifs aux besoins et aux aspirations des provinces. Le gouvernement fédéral ne peut pas fonctionner tout seul¹⁸⁸. » Cette idée a été reprise par des représentants de la Chambre de commerce Canada-Argentine :

Pour établir des relations profondes et faire consensus à propos des relations économiques, des investissements et du commerce, je pense qu'il est très important de travailler non seulement avec le gouvernement fédéral – même s'il s'agit bien sûr de la première étape –, mais aussi avec certains gouvernements provinciaux, qui pourraient contribuer à créer une relation plus structurelle¹⁸⁹. De même, puisque les exportations du Canada vers l'Argentine touchent surtout pour l'instant quatre provinces, le Comité

¹⁸³ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); Kerner, [4 mai 2016](#).

¹⁸⁴ Kerner, [4 mai 2016](#).

¹⁸⁵ Berensztein, [3 février 2016](#).

¹⁸⁶ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁸⁷ EDC, [10 mars 2016](#).

¹⁸⁸ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).

¹⁸⁹ CCA, [12 mai 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

souligne qu'il est important pour le gouvernement du Canada de tenir compte du cadre fédéral-provincial au moment d'établir une stratégie à l'égard de l'Argentine¹⁹⁰.

E. Développement social et infrastructures souples¹⁹¹

Tout comme les relations fédérales-provinciales, les questions liées au développement social, aux infrastructures souples et au capital humain se répercutent sur toutes les priorités stratégiques du gouvernement Macri. Comme l'ont mentionné de nombreux témoins, des pays de l'Amérique latine et du Sud, l'Argentine figure au premier rang de l'Indice de développement humain des Nations Unies¹⁹².

Le Comité a appris que le gouvernement Macri mettait l'accent sur une longue liste de dossiers en matière de développement social : pauvreté et extrême pauvreté, logement, accès à la nourriture et nutrition, impact social des changements climatiques, éducation et alphabétisation, aide sociale (emploi et chômage), services aux personnes les plus vulnérables (p. ex. pensionnés, aînés et handicapés), intégration de la population autochtone argentine, qui est peu nombreuse, mais concentrée, développement régional et jeunesse. Ensemble, ces enjeux sont aussi le reflet de profondes et vastes préoccupations associées aux causes premières et structurelles des déplacements socioéconomiques, de la marginalisation et du mécontentement de la population, de même que des disparités régionales, qui, au bout du compte, sapent le capital humain et les infrastructures douces, lesquels sont essentiels à la stabilité et à la prospérité à long terme du pays.

Du point de vue du gouvernement, le développement social est essentiel pour produire des changements et des résultats à long terme qui touchent la société de manière directe et très visible. Le gouvernement argentin doit toutefois arriver à ces résultats et continuer d'obtenir l'appui de la population pour ses réformes tout en restructurant les programmes de soutien sociaux issus du mouvement et de l'ère péroniste (l'édifice abritant le ministère du Développement social est décoré d'images montrant Eva Perón), lesquels entretiennent une culture profondément ancrée qui accorde beaucoup d'importance aux programmes de soutien du gouvernement.

Au cours de ses réunions à Buenos Aires, le Comité s'est aussi fait dire que les liens entre les problèmes de développement social auxquels se heurte le régime Macri, et leurs solutions, ont compliqué la situation tout en offrant de nouvelles pistes de réponses. De par leur nature

¹⁹⁰ EDC, [10 mars 2016](#).

¹⁹¹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁹² AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

multidimensionnelle, ces problèmes prennent des proportions immenses et entraînent une débandade rapide et terrible – pauvreté, marginalisation, désaffection et destitution – si un seul volet du programme, en particulier l'emploi, s'effondre. Le Comité a appris que le taux de pauvreté en Argentine est de 30 % et que 10 % de la population vit dans une extrême pauvreté.

L'accent mis par le gouvernement Macri sur le travail d'équipe et l'obtention d'un consensus est particulièrement pertinent, étant donné que les ministères doivent collaborer pour assurer la stabilité et la prospérité à long terme. Comme le Comité l'a entendu durant sa mission d'information, une personne ou un ministère agissant seul ne peut régler ces problèmes. Contrairement à la pratique passée consistant à travailler en vase clos, il était clair pour les interlocuteurs que les efforts déployés en ce sens doivent être coordonnés entre les ministères et organismes dont les mandats se chevauchent. D'ailleurs, le gouvernement a créé un comité responsable des questions sociales composé de ministres et de représentants de divers organismes des secteurs de l'éducation, du travail et de la sécurité sociale, afin d'assurer cette coordination¹⁹³.

Vu l'importance que le gouvernement accorde à la nouvelle génération argentine dans le cadre de ses efforts visant à mettre en place des politiques qui donnent des résultats à long terme, des témoins ont insisté sur l'accent qui est mis sur les jeunes dans le contexte du développement social, en particulier dans les dossiers connexes de l'emploi et de la réforme de l'éducation. En bref, on n'incite pas assez les jeunes à terminer leurs études secondaires et on en fait peu pour augmenter le niveau de scolarité des gens en raison du fossé qui existe entre les débouchés sur le marché du travail et les possibilités d'obtenir un emploi bien rémunéré. Le Comité a appris qu'en matière de décrochage scolaire, l'Argentine est très en dessous des normes de l'OCDE, puisque 50 % des élèves ne terminent pas leurs études secondaires.

La question de l'économie officielle en Argentine, ou plus précisément le problème de la taille disproportionnée de l'économie informelle, a été soulevée lors d'un grand nombre de réunions durant la mission d'information du Comité¹⁹⁴. Le Comité s'est fait dire que 45 % des emplois ne sont pas déclarés et que 20 % de l'économie est informelle. Il s'agit là de données qui n'attirent pas les investissements nécessaires pour assurer la stabilité et la prospérité économique à long terme du pays. De plus, l'économie informelle est implantée dans la culture du travail et de l'éducation en Argentine et encourage les gens à se méfier du système et des institutions, ce qui complique la situation.

¹⁹³ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁹⁴ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Pour ces raisons, le gouvernement argentin s'est donné pour grande priorité de créer des emplois – plus précisément deux millions d'emplois nouveaux – et d'améliorer l'éducation. Il souhaite ainsi obtenir des résultats concrets et probants, ce qui est important pour motiver les gens à participer à l'économie officielle. Le Comité a également appris que, puisqu'il est impossible de l'éliminer complètement, l'économie informelle fera partie d'une vaste stratégie nationale en matière de production, laquelle est actuellement à l'étude. On s'attend non seulement à ce que ces efforts attirent les investissements et les capitaux recherchés, mais aussi à ce que l'on associe l'idée de qualité à l'image de l'industrie et de l'économie de l'Argentine. Le Comité a entendu que, dans un premier temps, le gouvernement Macri avait annoncé son intention d'augmenter le salaire minimal. Il a aussi haussé le budget du ministère du Développement social de 10 % en 2016 et propose de l'accroître de 37 % en 2017. Dans ce contexte, le Comité félicite la Chambre de commerce Canada-Argentine d'avoir songé à former un groupe de travail sur le capital humain, et il s'attend à ce que ce groupe soit actif et établisse des liens par des voies normales afin de régler ce genre de préoccupations en Argentine.

Les priorités en matière de développement social de l'Argentine comportent également une importante dimension sociale, plus précisément pour ce qui est de l'économie régionale, de l'emploi et de l'inégalité sociale. En effet, 3 des 24 administrations infranationales en Argentine représentent 60 % de la population et 75 % des exportations du pays. Ces inégalités sont accentuées par différents problèmes et les disparités entre les régions urbaines et rurales. Pour redresser la situation, des consultations sont menées régulièrement auprès des régions, des provinces et de l'administration de la ville de Buenos Aires afin de mieux comprendre les besoins particuliers de chacun à l'égard des pressions sociales et économiques, et ce de manière à favoriser l'uniformisation, la péréquation et l'unité. À ce sujet, des représentants de l'assemblée législative de Buenos Aires ont parlé des difficultés budgétaires qui se posent lorsqu'il s'agit de financer les services d'éducation et les soins hospitaliers offerts gratuitement aux résidents et non-résidents, étant donné que ces services représentent 60 % du budget municipal.

Le Comité s'est intéressé à cette dimension régionale plus particulièrement dans le cadre de discussions établissant un lien avec les problèmes touchant les femmes et les enfants en Argentine, notamment pour ce qui est des disparités régionales et de questions précises, comme la lutte contre la violence faite aux femmes, l'amélioration de la santé des mères et des nouveau-nés et la promotion de débouchés économiques, y compris pour les petites entreprises. Le Comité a été informé d'un programme créé pour appuyer l'industrie des métiers d'art, y compris des pièces d'artisanat portables, pour les femmes-entrepreneures dans les régions de l'Argentine les plus vulnérables sur les plans social et économique.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Compte tenu de l'élément générationnel que comportent les priorités et politiques de l'administration, le ministère du Développement social a établi un plan d'action sur la petite enfance en consultation avec les représentants des gouvernements provinciaux afin de tenir compte des besoins des différentes provinces. Le plan prévoit l'établissement de centres d'éducation et de soutien de la petite enfance, qui sont évalués par une équipe nationale afin d'assurer une mise en œuvre uniforme du plan dans toutes les provinces. Le but est de commencer l'éducation dès la petite enfance, d'accroître la contribution possible des jeunes à l'économie et à la société et les gains qu'ils peuvent en tirer, de renforcer les intérêts dans le système et de briser le cycle de disparité générationnelle.

Étant donné que le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), qui est géré par les ambassades, contribue de manière importante à régler certains de ces problèmes, surtout dans les régions les plus vulnérables, le Comité encourage le gouvernement du Canada à continuer d'appuyer des projets conjoints qui comportent un volet régional et qui visent à assurer la santé maternelle et néonatale, de même qu'à favoriser l'avancement économique des femmes, notamment des entrepreneures et des petites entreprises.

Plan Belgrano¹⁹⁵

Le plan Belgrano, en particulier, témoigne de l'engagement du régime Macri à renforcer le fédéralisme en Argentine et à remédier aux disparités régionales. Lors de sa réunion avec le responsable du plan, qui a les pouvoirs d'un membre du Cabinet, le Comité a appris qu'une unité ministérielle spéciale avait été chargée de voir au développement des dix provinces les plus pauvres dans le nord du pays, du jamais vu en Argentine. La tâche est immense, puisque 50 % des habitants de ces régions vivent dans la pauvreté. Ce plan rassemble toutes les ambitions du président Macri en matière de développement économique et social et cherche à établir les conditions nécessaires à leur réalisation : infrastructures, énergie, industries des ressources naturelles, agriculture, gouvernance, capitaux et investissements étrangers, relations fédérales-provinciales et péréquation, et unité.

Vu le rôle des agences de développement économique régional au Canada, le Comité propose que le gouvernement du Canada étudie la possibilité de former des partenariats et des synergies entre les responsables du plan Belgrano de l'Argentine et ses propres organismes de développement régional, lesquels sont axés sur le développement économique des régions du Nord, de l'Atlantique, du Québec, du nord et du sud de l'Ontario, et de l'Ouest canadien.

¹⁹⁵ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

F. Renforcement de la capacité institutionnelle¹⁹⁶

L'Argentine s'est donné pour priorité de renforcer ses institutions démocratiques, et l'appui apporté en ce sens par le Canada pourrait contribuer à créer un environnement stable et prévisible pour les investisseurs et favoriser un resserrement des relations bilatérales. Si ces institutions sont plus solides, le système et les structures politiques en Argentine seront mieux en mesure de traverser les périodes d'instabilité qui ont par le passé ébranlé la scène politique, l'économie et la société et d'assurer la stabilité du système, peu importe le gouvernement au pouvoir.

Des témoins ont exprimé des inquiétudes au sujet de la structure de gouvernance et de la capacité de l'État de cette démocratie naissante. Ce n'est qu'en 1951 que les femmes argentines ont obtenu le droit de vote, en grande partie grâce à l'influence d'Eva Perón. De plus, le pays a accédé à un système démocratique moderne seulement lorsque le dernier gouvernement militaire a pris fin en 1983. Et la constitution de l'Argentine a été adoptée il n'y a pas si longtemps, en 1994. Dans les 33 années qui ont suivi, le pays a poursuivi ses efforts de consolidation démocratique et institutionnelle et a cherché à instaurer la stabilité qui est nécessaire pour traverser les crises auxquelles tous les pays pourraient un jour faire face.

Il s'agit là de préoccupations valides. La tentative de coup militaire en Turquie en 2016 est un bon exemple. Dans le cadre de l'[étude sur la Turquie](#) réalisée par le Comité en 2013, on avait pourtant affirmé qu'après le coup échoué en 2007, les soldats « étaient essentiellement cantonnés à la caserne ». D'autres événements survenus dans la région font également ressortir cette réalité. En 2015-2016, le Brésil a fait face à sa pire crise politique des dernières années, et la présidente Dilma Rousseff a été destituée par suite d'allégations de fraude et de corruption. Cette crise est survenue malgré les nombreuses évaluations selon lesquelles l'instabilité du pays était chose du passé maintenant que le Brésil était devenu une économie émergente.

Par contre, le Comité n'a entendu personne exprimer d'inquiétudes quant à la possibilité que les forces militaires argentines recommencent à influencer l'arène politique et à la violation du principe de l'autorité civile sur les forces militaires; et il a été impressionné des résultats déjà obtenus par la RAP, une organisation ayant pour mission de promouvoir une culture axée sur le dialogue parmi ses parlementaires membres représentant différentes administrations. Selon les témoins, cet organisme exerce une influence à l'égard de l'engagement du nouveau Congrès national à entretenir un dialogue et à atteindre un consensus avec le gouvernement Macri¹⁹⁷.

¹⁹⁶ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

¹⁹⁷ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Pour dissiper les inquiétudes quant à la vitalité de la démocratie en Argentine, il faut renforcer les institutions, comme le Cabinet du président et le Congrès national, et l'appareil judiciaire (indépendance et respect de la primauté du droit), de même que réformer l'administration publique. Il faut aussi favoriser la coordination et la collaboration entre les organismes et rendre la fonction publique plus efficiente en la revitalisant. De cette façon, il est possible d'améliorer la transparence, la reddition de comptes et le professionnalisme, tout en renforçant la confiance à l'égard du système et son intégrité, permettant ainsi au gouvernement argentin de fonctionner de manière efficace et de bien mettre en œuvre ses politiques.

Étant donné que la corruption est une grande source d'inquiétude, le gouvernement Macri a lancé une importante campagne de lutte contre la corruption qui vise en partie à accroître les ressources et la visibilité du Bureau de lutte contre la corruption. Il collabore aussi à diverses initiatives connexes avec la Banque mondiale.

En outre, plusieurs projets de loi, notamment sur l'accès à l'information et la transparence, sont à l'étude, et il semblerait que le Congrès les appuie. Le projet de loi sur la transparence, qui établit un processus d'évaluation des soumissions pour des projets de travaux publics, est important puisqu'il contribuera à renforcer la crédibilité et l'intégrité du plan de travail ambitieux de l'Argentine sur les infrastructures.

Ayant noté ces questions tout au long de son étude, le Comité est ravi de constater que, dans son annonce en novembre 2016, le gouvernement du Canada a indiqué qu'il resserrerait la collaboration dans ces dossiers. Plus précisément, les deux pays ont convenu d'améliorer « la collaboration en matière de gouvernance inclusive et responsable, notamment grâce à la communication des pratiques exemplaires canadiennes liées à l'ouverture du gouvernement, afin de favoriser la transparence, [et] d'encourager la participation de la société ». Le Comité est heureux d'apprendre que l'Argentine figure parmi les pays visés par le financement de 13,6 millions de dollars sur quatre ans octroyé par le Canada « pour travailler avec des collectivités, des organisations de la société civile, des institutions publiques et des entreprises à la lutte contre la corruption », [selon l'annonce](#) faite par le ministre du Développement international le 9 décembre dernier. Or, pour assurer une utilisation optimale des ressources et compte tenu de l'effort considérable requis, le Comité propose que cette aide soit coordonnée entre les principaux pays donateurs et d'autres sources¹⁹⁸.

¹⁹⁸ Miller, [5 mai 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Statistiques¹⁹⁹

Des témoins ont indiqué que l'absence de données fiables constitue un obstacle à l'atteinte des objectifs ambitieux pour le gouvernement Macri. Plus précisément, en l'absence de données crédibles, il est difficile pour le gouvernement d'évaluer les besoins réels du pays et d'établir des politiques éclairées. Selon les témoins, vu l'absence de données crédibles, le nouveau régime dispose de renseignements incomplets sur les taux de pauvreté, l'emploi, l'inflation, l'éducation, l'alphabétisation, la criminalité, les besoins énergétiques et la consommation. Il ne peut pas non plus réaliser d'analyse sexospécifique dans ses dossiers prioritaires. Sa capacité d'établir un budget fondé sur des données à jour est gravement compromise, tout comme sa capacité de définir les besoins particuliers des provinces, dont les niveaux de développement social et économique varient considérablement.

L'une des grandes priorités du gouvernement Macri est d'ailleurs de restructurer l'Institut national de la statistique et des recensements (INDEC), l'organisme de collecte de données de l'État, afin d'en rétablir l'indépendance et la crédibilité du service. D'ailleurs, le FMI a levé sa déclaration de censure en Argentine et a renouvelé ses liens avec le pays en partie grâce à ces efforts.

Dans le contexte de l'engagement pris par le gouvernement du Canada en novembre 2016 de collaborer avec l'Argentine pour « faciliter la collecte de renseignements pertinents pour l'élaboration de politiques efficaces », le Comité tient à faire valoir qu'une telle collaboration doit comprendre des échanges sur le renforcement de la capacité entre l'INDEC et Statistique Canada.

G. Dimensions régionales et globales de la coopération entre le Canada et l'Argentine²⁰⁰

Le Comité est convaincu que le Canada peut redynamiser ses relations avec l'Argentine en menant, de manière bilatérale ou multilatérale, des initiatives régionales et globales qui se fondent sur des intérêts et des valeurs que partagent les deux pays. En coopérant de plus près avec l'Argentine, le Canada pourra non seulement faire avancer ses priorités régionales et globales, mais aussi montrer qu'il est un intervenant crédible et un partenaire potentiellement important de l'Argentine en assurant un plus grand rayonnement dans la région.

¹⁹⁹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

²⁰⁰ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Des témoins ont indiqué que les possibilités de coopération internationale entre les deux pays augmentent au fur et à mesure que l'Argentine prend sa place sur la scène mondiale et y fait valoir ses intérêts²⁰¹. Pour plusieurs témoins, les thèmes se recoupant soulevés par le président Macri et le premier ministre Trudeau, à l'occasion du Sommet du G20 à Hangzhou, en Chine, et dans leur allocution devant l'Assemblée générale des Nations Unies, étaient un signe de synergies possibles. Comme l'a fait remarquer l'ambassadrice de l'Argentine au Canada d'alors :

L'Argentine, comme le Canada, est un membre important de certaines de ces tribunes, par exemple dans les domaines des droits de la personne et de l'énergie nucléaire. Nous serons présents sur toutes les plateformes multilatérales où notre expérience pourra être utile et où nous pourrions être les médiateurs que nous avons déjà su être. Comme le Canada, nous avons une très longue habitude du multilatéralisme. L'Argentine est membre du Mercosur, de l'UNASUR, de la CELAC, de l'OEA et des Nations Unies. Aux Nations Unies, nous participons à toutes les tribunes portant sur les droits de la personne et de l'énergie nucléaire et de tous les systèmes de contrôle des armes de destruction massive, d'armes chimiques, et cetera²⁰².

Le Comité a entendu qu'il y a des possibilités de collaboration et de discussions bilatérales et régionales entre le Canada et l'Argentine dans des dossiers régionaux et globaux d'intérêt commun, comme les droits de la personne, la consolidation démocratique, l'accès aux marchés, la lutte contre le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent et le crime organisé, la migration, l'énergie nucléaire, le contrôle des armes à feu, les catastrophes naturelles et l'aide humanitaire²⁰³.

Le Comité a également entendu dire que le Canada et l'Argentine pouvaient améliorer leurs relations bilatérales et faire avancer leurs objectifs régionaux en travaillant en collaboration dans le cadre du forum multilatéral le plus inclusif de l'hémisphère, l'Organisation des États américains (OEA), dont tous les deux font partie. Le Canada a tout à gagner d'une telle collaboration, puisque l'Argentine est en voie de devenir une puissance dans la région et resserre ses liens avec l'OEA. Le mandat de l'Organisation, qui est d'améliorer la démocratie, la sécurité et le développement dans les 35 pays membres, coïncide d'ailleurs avec les priorités du Canada pour l'hémisphère²⁰⁴. Le Canada participe à un grand nombre d'activités de l'OEA visant à établir des normes et à promouvoir le mandat de l'organisation, plus particulièrement dans les domaines des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, des droits des peuples

²⁰¹ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

²⁰² Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).

²⁰³ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); Culham, [3 février 2016](#).

²⁰⁴ Culham, [3 février 2016](#). L'adhésion de Cuba a été suspendue en 1962. En 2009, les pays membres de l'OEA ont adopté une résolution autorisant le retour de Cuba à la suite d'un « processus de dialogue » et « en conformité avec les pratiques, buts et principes de l'OEA ». Organisation des États américains (OEA), AG/Rés. 2438 (XXXIX-O/09), 9 juin 2009. Même si le processus n'était pas terminé, en 2015, Cuba a participé pour la première fois au Sommet des Amériques de l'OEA.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

autochtones, de la surveillance des élections, du développement durable, et de la croissance économique²⁰⁵.

Étant la seule organisation régionale dont le Canada et les États-Unis sont tous les deux membres, l'OEA joue un rôle très important à l'égard du régionalisme hémisphérique. Cynthia Arnson a déclaré :

[Q]ue le Canada a toujours été un fervent partisan de l'Organisation des États américains, ou OEA, grâce à une série d'ambassadeurs de très grande qualité et à un engagement politique envers le régionalisme dans l'hémisphère. Je crois donc que cet aspect devrait être au cœur d'une politique canadienne ou demeurer un des points de mire de la politique canadienne relative à l'hémisphère [...] Je félicite le Canada du rôle qu'il a joué ces dernières années, mais j'estime qu'il s'agit d'un domaine dans lequel il faut continuer d'investir²⁰⁶.

Selon les témoins, les priorités et les efforts de l'Argentine en matière d'engagement régional pourraient inaugurer une nouvelle ère pour l'OEA, laquelle pourrait réaliser son plein potentiel en tant qu'institution constructive de premier plan pour l'hémisphère. Comme l'a fait observer Allan Culham, l'ancien ambassadeur du Canada auprès de l'OEA, « [c]e qui me rassure, c'est que tout indique que la situation est en train de changer²⁰⁷ ». Des témoins ont aussi informé le Comité qu'en raison de leur caractère exclusif et de leurs attentes non exaucées, d'autres organisations régionales, comme l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC)²⁰⁸, offrent à l'Argentine des possibilités limitées de resserrer ses liens avec l'Amérique du Nord et de promouvoir ses priorités sur une scène vaste et inclusive²⁰⁹. Enfin, le Comité a été informé des inquiétudes causées par la règle de l'OEA voulant que les décisions soient prises par consensus, ce qui nuirait à l'efficacité de l'organisation. Cependant, d'après certains témoins, ces problèmes risquent de se dissiper, au fur et à mesure que les États membres en viennent à partager des vues et des intérêts, si cette tendance se maintient dans la région²¹⁰.

Le Comité constate avec plaisir qu'un grand nombre des mesures proposées par les témoins durant l'étude afin de resserrer la collaboration régionale et internationale entre le Canada et l'Argentine ont été prises en compte et figurent parmi les priorités mentionnées dans l'entente

²⁰⁵ AMC, [17 février 2016](#).

²⁰⁶ Arnson, [5 mai 2016](#).

²⁰⁷ Culham, [3 février 2016](#).

²⁰⁸ Comptant 33 États membres de l'Amérique latine et des Caraïbes, la CELAC a été formée en 2010 et succède au Groupe de Rio, un forum créé en 1986 en partie dans le but de promouvoir la démocratisation dans la région et à encourager le dialogue entre les pays, sans la participation des États-Unis. L'UNASUR a vu le jour en 2007 dans le cadre d'un projet lancé par 12 pays d'Amérique du Sud afin, entre autres, de promouvoir l'intégration et l'harmonisation des politiques dans différents dossiers.

²⁰⁹ Culham, [3 février 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#).

²¹⁰ Purcell, [4 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

intervenue en novembre 2016 entre le premier ministre Trudeau et le président Macri²¹¹, par exemple :

- Collaboration en vue de faire avancer le programme du G20 sous la présidence de l'Argentine en 2018, et la présidence du Canada au G7 la même année;
- Mise en place d'une aide technique canadienne pour aider l'Argentine à tenir son engagement d'accepter un plus grand nombre de réfugiés en provenance de la Syrie et de pays avoisinants, notamment au chapitre du parrainage privé et de l'intégration des réfugiés à la société argentine;
- Intensification des efforts de lutte contre les changements climatiques au moyen de la mise en œuvre complète et efficace de l'Accord de Paris, et collaboration avec des partenaires régionaux et internationaux en vue d'accroître la réponse mondiale aux changements climatiques;
- Renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale sur le désarmement, la non-prolifération et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;
- Collaboration dans le cadre de forums régionaux et multilatéraux afin de lutter contre la criminalité transnationale et le trafic de drogue, ainsi que d'explorer des moyens d'échanger notre savoir-faire et d'accroître nos capacités dans ces domaines;
- Reconnaissance de l'expérience du Canada et de l'Argentine en matière d'intervention à la suite de crises à l'étranger, et réaffirmation de leur volonté d'appuyer les missions de paix de l'ONU en vue de bâtir un monde plus pacifique et prospère;
- Échange d'information et de savoir-faire technique entre le Canada et la Commission des Casques blancs de l'Argentine sur les enjeux humanitaires et le secours aux sinistrés;
- Accroissement de la collaboration dans les Amériques en matière de démocratie, de droits de la personne, d'égalité des sexes et de sécurité, particulièrement au sein de l'Organisation des États américains, où le Canada et l'Argentine partagent des valeurs semblables.

Dans ce cas aussi, le Comité encourage des échanges utiles entre les deux pays afin de mettre en application l'entente et d'améliorer les relations. Le Comité est convaincu que d'autres domaines de collaboration régionale et mondiale doivent être envisagés si cela peut appuyer la réintégration de l'Argentine au sein de la communauté internationale et avoir des effets à long terme sur le développement économique et social de l'Argentine.

²¹¹ Cabinet du Premier ministre, [Fiche d'information – Resserer les liens entre le Canada et l'Argentine et créer de nouveaux débouchés pour le commerce et l'investissement](#), 18 novembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Par exemple, il faudrait appuyer la demande d'adhésion de l'Argentine à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), un organisme international regroupant 35 pays membres et formé en 1961 pour « promouvoir des politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde ». Il est à noter que l'OCDE compte seulement deux pays d'Amérique latine : le Chili et le Mexique. La Colombie et le Costa Rica ont entrepris le processus d'adhésion, et le Brésil collabore avec l'organisme à titre de « partenaires clés » dans le cadre de programmes « d'engagement renforcé ». En devenant membre de l'OCDE, l'Argentine aurait accès à d'autres sources de financement étranger. L'OCDE a déjà effectué des missions préliminaires en Argentine. En appuyant la demande d'adhésion de l'Argentine, le Canada enverrait un message clair à un moment où l'organisation, comme l'a appris le Comité, réfléchit longuement au processus d'adhésion en général, ce qui pourrait retarder l'adhésion de l'Argentine. **Le Comité encourage le gouvernement du Canada à étudier quelle serait la meilleure approche au sein de l'OCDE pour coopérer avec les pays d'Amérique du Sud qui sont candidats à l'adhésion, en particulier, et les pays de la région qui ne sont pas membres, en général.**

Le Comité a appris avec intérêt que le président Macri envisageait la possibilité de former un petit groupe de pays aux vues semblables afin d'échanger des idées sur des questions d'intérêt commun sous des angles différents et de discuter des pratiques exemplaires, dans le but d'améliorer les normes internationales²¹². Il a été très intéressé d'apprendre que le président avait soulevé déjà cette possibilité avec le premier ministre Trudeau lors de discussions (le Canada pourrait faire partie de ce groupe, tout comme l'Australie et l'Afrique du Sud). Parmi les sujets que pourrait aborder un tel groupe, mentionnons les changements climatiques et la protection de l'environnement. Même si l'idée de former un groupe en est encore qu'à ses balbutiements, **le Comité considère qu'il s'agit d'un autre signe des synergies possibles entre les deux pays et encourage le gouvernement du Canada à collaborer de manière informelle avec l'Argentine et d'autres pays aux vues semblables chaque fois que se présente une occasion raisonnable et mutuellement avantageuse.**

En matière de collaboration possible sur des enjeux régionaux précis, des témoins ont suggéré que le Canada et l'Argentine envisagent de combiner leurs efforts en vue de la mise en œuvre de l'accord de paix en Colombie et de l'établissement de conditions propices à l'inclusivité et à la stabilité à long terme dans ce pays. Comme l'a souligné Allan Culham, « [c]e qui sera encore plus difficile, c'est d'établir concrètement cette paix en Colombie²¹³ ». De telles initiatives contribueraient à rehausser l'excellente réputation du Canada dans l'hémisphère en tant que pays

²¹² AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.

²¹³ Culham, [3 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

qui appuie les missions de paix des Nations Unies, comme celles menées à Haïti, au Guatemala et au Salvador²¹⁴. Comme signe de son engagement à l'égard du processus, l'Argentine s'apprête à jouer un rôle de leadership important et à fournir du personnel dans le cadre de l'opération onusienne de surveillance du cessez-le-feu et de démobilisation prévue par l'entente. Pour sa part, le Canada a annoncé en septembre 2016 une contribution de 21 millions de dollars canadiens en vue de la mise en œuvre de l'accord de paix, notamment pour soutenir la réforme des services de police, le déminage, la protection des droits de la personne dans les collectivités touchées par le conflit, la réintégration des anciens combattants et la justice transitionnelle, sans compter que le Canada appuie déjà la mission des Nations Unies en Colombie et a déjà accordé des fonds pour des initiatives d'aide au développement visant à prêter assistance aux populations touchées par des conflits un peu partout dans le monde²¹⁵.

Le Comité souligne qu'il peut être mutuellement avantageux pour le Canada et l'Argentine de tirer avantage des intérêts convergents afin de **renforcer ensemble et individuellement leur participation à l'Alliance du Pacifique**²¹⁶. Du point de vue du Canada, un tel objectif est d'autant plus important en raison de l'avenir incertain de l'Accord de partenariat transpacifique (PTP) entre 12 pays que le Canada a négocié avec trois des quatre pays de l'Alliance du Pacifique, soit le Mexique, la Colombie et le Chili. Même si le Canada a déjà en place des accords commerciaux avec ceux-ci, le PTP permettrait de rapprocher leurs économies.

Pour permettre au Canada de profiter pleinement des effets bénéfiques possibles de son profil régional et de ses relations bilatérales avec l'Argentine, **le Comité croit que le « moment est venu » pour le Canada « d'assumer un rôle de leadership » et d'en faire plus pour confirmer son engagement envers l'OEA**²¹⁷. L'organisation pourrait ainsi devenir la **tribune multilatérale de choix pour le Canada, lui permettant de développer des synergies, de promouvoir un dialogue et des valeurs et d'améliorer ses réseaux dans des pays clés de la région et dans des dossiers communs**²¹⁸. Ces pays comptent non seulement des partenaires de longue date, comme les États-Unis, mais aussi des pays dont les relations avec le Canada sont en pleine évolution, comme le Mexique, le Brésil, la Colombie, le Chili, le Pérou et maintenant l'Argentine²¹⁹.

²¹⁴ Culham, [3 février 2016](#).

²¹⁵ Affaires mondiales Canada, [Le Canada annonce une aide supplémentaire pour appuyer l'instauration de la paix en Colombie](#), communiqué de presse, 26 septembre 2016.

²¹⁶ Culham, [3 février 2016](#).

²¹⁷ Culham, [3 février 2016](#).

²¹⁸ Culham, [3 février 2016](#).

²¹⁹ AMC, [17 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Pour permettre au Canada de renforcer son engagement et de continuer à participer activement à différentes réunions de l'OEA, y compris aux rencontres des chefs d'État et de gouvernement (le prochain Sommet des Amériques doit avoir lieu à Lima, au Pérou, en 2018), l'ancien ambassadeur du Canada auprès de l'OEA a proposé que le Canada présente des candidats à des postes de haut niveau au sein de l'organisation, comme ceux de secrétaire général ou de secrétaire général adjoint, aux prochaines élections, qui auront lieu en 2020. Il a également encouragé le ministre des Affaires étrangères du Canada à prendre la parole plus souvent et plus régulièrement devant l'assemblée générale de l'OEA (la dernière fois remonte à 2014). Une participation plus grande et à un niveau plus élevé serait de mise, puisque le Canada contribue 11 % du budget de l'organisation²²⁰.

Compte tenu des dimensions régionales et globales caractérisant la collaboration entre le Canada et l'Argentine et de l'examen, par le Comité, des relations entre le Canada et le Mexique, **il devient essentiel, dans le contexte du présent rapport, de porter une attention particulière au Mexique, en tant qu'élément clé du renouvellement de la stratégie du Canada.** Bon nombre des thèmes relevés par le Comité en vue d'un resserrement de la collaboration avec le Mexique (p. ex, saine gouvernance, énergie, relations commerciales, éducation, développement social, diplomatie parlementaire, relations fédérales-provinciales, sécurité, coopération régionale et internationale) sont également repris dans le présent rapport sur les relations entre le Canada et l'Argentine. De plus, les trois pays partagent des affinités – pays de taille assez grande dans un hémisphère dynamique – et ont un profil culturel solide, de sorte qu'ils sont naturellement comparables lorsqu'il s'agit de leur attachement aux valeurs démocratiques, de leurs complémentarités commerciales et sociales et des relations entre les personnes. **Il est donc logique qu'au fur et à mesure que le Canada renforce ses liens avec l'Argentine et le Mexique et commence à porter une attention, dans ses interactions, à des intérêts autres que commerciaux, ces pays contribuent tous à faire avancer les dossiers régionaux et à renforcer le respect de certaines valeurs au sein de l'hémisphère, en particulier les droits de la personne, la primauté du droit et la saine gouvernance. Vu leur engagement au sein de l'OEA et du G20, le Canada et le Mexique peuvent également jouer un rôle très important dans l'intégration régionale et internationale de l'Argentine, créant une nouvelle dynamique dans l'hémisphère.**

Le Comité s'attend à ce qu'un resserrement des liens entre le Canada et l'Argentine dans le cadre de ces tribunes multilatérales contribue à réduire les frictions. Durant la mission d'information du Comité à Buenos Aires, les interlocuteurs ont soulevé à plusieurs reprises que les vues opposées concernant le conflit entre l'Argentine et le Royaume-Uni au sujet du statut des îles

²²⁰ Culham, [3 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Malouines et des principes internationaux de règlement des différends constituaient une source de friction²²¹. Même si les témoins ont indiqué qu'il s'agit là d'un dossier important sur lequel le président Macri peut prendre appui pour faire approuver son programme de réforme par les intervenants compte tenu du degré d'unité nationale sur la question, le Comité est heureux de constater que le régime adopte une approche qui est moins axée sur la confrontation dans ce dossier de politique étrangère important et délicat²²².

Coopération en matière de droits de la personne

Étant donné que l'Argentine est en voie de devenir une puissance régionale, le Comité croit que le Canada pourrait améliorer ses relations avec ce pays en faisant des droits de la personne – une valeur commune – un domaine clé de collaboration dans le cadre de tribunes bilatérales et internationales, comme l'OEA²²³. Ayant traversé une période difficile sous le régime militaire qui était au pouvoir de 1976 à 1983, l'Argentine est bien placée, en tant que chef régional, pour donner du poids aux initiatives multilatérales qu'elle dirigerait, de manière à assurer un ordre international dans lequel les droits de la personne sont protégés. Comme l'a fait remarquer l'ancienne ambassadrice de l'Argentine au Canada :

[C]oncernant la position adoptée très clairement par le président Macri à l'égard des droits de la personne et de la démocratie dans la région et au-delà, l'Argentine est un pays qui, en raison de son passé et de la façon dont nous avons appris à affronter ce passé, a tout à fait le droit de parler de démocratie et de droits de la personne. Notre voix n'est pas n'importe quelle voix, c'est une voix importante²²⁴.

Les efforts en ce sens déployés par le gouvernement argentin traduisent l'opinion générale des Argentins au sujet des violations des droits de la personne, à un moment où l'Argentine fait face à son passé et met en place la capacité de redresser ces problèmes. Durant la mission d'information du Comité, un représentant clé du gouvernement a insisté sur le fait que l'Argentine était entrée dans une nouvelle ère et avait tourné la page sur sa politique d'indifférence²²⁵.

En collaborant à ce dossier, le Canada et l'Argentine tireront des avantages énormes et des leçons importantes, qui viendront renforcer les valeurs démocratiques communes se rapportant aux droits de la personne, à la primauté du droit et à la saine gouvernance. De son expérience de la « guerre sale », des disparitions et de la réconciliation, l'Argentine tire des leçons qui lui

²²¹ Heidrich, [4 février 2016](#); Culham, [3 février 2016](#); AMC, [17 février 2016](#).

²²² AMC, [17 février 2016](#); Kerner, [4 mai 2016](#); Purcell, [4 février 2016](#); Culham, [3 février 2016](#).

²²³ Heidrich, [4 février 2016](#).

²²⁴ Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).

²²⁵ AEFA, mission d'information à Buenos Aires, 19-23 septembre 2016.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

permettront de renforcer ses institutions démocratiques, et elle a donc aussi beaucoup de choses à enseigner à des pays comme le Canada. Ce genre d'échanges peut aider le Canada à communiquer sa volonté de collaborer à long terme avec l'Argentine dans un large éventail de domaines, et non pas seulement en matière de commerce et d'échanges commerciaux. Dans ce contexte, le Comité était heureux d'apprendre que le premier ministre Trudeau et le président Macri avaient convenu en novembre 2016 de rétablir les consultations bilatérales annuelles Canada-Argentine sur les droits de la personne²²⁶.

En ce qui concerne les violations des droits de la personne dans la région, des témoins ont mentionné que le Canada et l'Argentine pourraient travailler ensemble afin d'atténuer les tensions politiques et de juguler la crise économique grandissante au Venezuela, ainsi que d'améliorer la situation des opposants politiques dans ce pays²²⁷. Ces efforts pourraient être entrepris conjointement sous les auspices de l'OEA, ce qui appuierait les démarches effectuées par l'organisation et qui ont mené, le 16 novembre 2016, à une [déclaration](#) à l'appui d'un dialogue national au Venezuela exempt de violence et d'intimidation. Selon Cynthia Arnson :

Il y a une volonté de dénoncer les atteintes aux droits de la personne qui ont cours dans des endroits comme le Venezuela. Je prédis d'ailleurs que le Venezuela traversera une crise au cours des prochaines années, et la présence d'une institution régionale solide comme l'OEA, disposée et apte à jouer un rôle pour résoudre le conflit, prévenir la violence et surmonter la polarisation, permettra d'accomplir une tâche importante en matière de politique étrangère dans les Amériques²²⁸.

Par ailleurs, le Comité tient à souligner le message que le Canada communiquerait clairement à l'Argentine et à la région dans son ensemble au sujet de son engagement à l'égard des droits fondamentaux et de l'OEA en signant la Convention américaine relative aux droits de la personne, qui a été adoptée en 1969 et est entrée en vigueur en 1978. Sur ce point, ajoutons que le Canada ne reconnaît pas la compétence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Pour ces raisons, les demandes concernant les droits de la personne adressées par le Canada aux pays de l'hémisphère risquent d'être discréditées. Le Comité soutient que le Canada peut, au moyen de réserves, régler les points de désaccord qui l'ont empêché jusqu'à maintenant de signer la convention. **À tout le moins, le Comité encourage le gouvernement du Canada à examiner de nouveau si ses raisons de ne pas signer la Convention sont encore valides 26 ans après l'adhésion du Canada à l'OEA**²²⁹.

²²⁶ Cabinet du Premier ministre, [Fiche d'information – Resserer les liens entre le Canada et l'Argentine et créer de nouveaux débouchés pour le commerce et l'investissement](#), 18 novembre 2016.

²²⁷ Daudelin, [18 mai 2016](#).

²²⁸ Arnson, [5 mai 2016](#).

²²⁹ Culham, [3 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

MISE EN GARDE

Tout en attirant l'attention sur les occasions à saisir et les politiques qui favoriseraient, selon lui, une relation plus constructive entre le Canada et l'Argentine, et indépendamment de l'enthousiasme manifesté et des progrès réalisés à ce jour, le Comité recommande un optimisme prudent. Plusieurs sources d'inquiétude empêchent les intervenants, y compris les investisseurs, de se lancer sur le marché argentin. Les volte-face politiques passées de l'Argentine et leurs graves répercussions sur les politiques économiques ont laissé des questions sans réponses. Un témoin a rappelé au Comité que « [l]es réformateurs centristes précédents ne s'en sont généralement pas bien sortis en Argentine²³⁰ ».

La plupart des témoins du Comité s'entendent d'ailleurs pour dire que le président Macri dispose d'une marge de manœuvre très limitée dans un environnement risqué où il fait face à d'énormes pressions et composer avec circonscriptions en compétition aux attentes différentes. Ils ont mentionné qu'il n'est pas facile de trouver un juste équilibre, car le gouvernement doit agir rapidement pour préserver son élan, tout en s'assurant de conserver ses appuis, ce qui exige une approche plus graduelle. De plus, certaines réformes politiques en Argentine prendront du temps à mettre en place et à donner des résultats, et il faudra donc maintenir le consensus politique nécessaire à leur réalisation²³¹.

Compte tenu des antécédents de troubles sociaux en Argentine et des tendances de la population à se « manifester très facilement », les manifestations anti-Macri au pays n'ont rien de surprenant²³². Au cours d'une réunion très productive tenue par le Comité avec des syndicats, afin de mieux comprendre leur rôle au sein de la nouvelle Argentine ainsi que leur influence sur l'économie et la stabilité politique, il a été question des préoccupations que soulèvent l'orientation des politiques du gouvernement et le rythme auxquelles elles sont mises en œuvre. Un témoin a indiqué que compte tenu « des avantages sociaux dont bénéficient bon nombre d'Argentins, ces négociations avec les syndicats vont être ardues²³³ ». Le gouvernement a également été fortement critiqué en raison des risques liés à une mise en œuvre trop rapide de ses nouvelles politiques. Dans ce contexte, la Cour suprême du pays a suspendu le plan du gouvernement visant à réduire les subventions en matière d'énergie, le temps que des consultations soient menées.

²³⁰ Miller, [5 mai 2016](#).

²³¹ Daudelin, [18 mai 2016](#).

²³² Ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#); Kerner, [4 mai 2016](#).

²³³ AMC, [17 février 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Les événements internationaux et l'incertitude qui plane quant à la reprise de l'économie mondiale, notamment pour ce qui est du marché des produits de base, contribuent aussi à créer un climat politique risqué pour le régime Macri. Il en est de même pour la reprise économique du Brésil et d'autres mouvements dans la région, en particulier la crise au Venezuela²³⁴.

Des témoins ont indiqué que la décision de l'Argentine de mettre en œuvre « des politiques d'ajustement très difficiles, qui pourraient lui coûter cher politiquement » et de résoudre « tous ces problèmes en même temps²³⁵ » n'est « pas facile » et « comporte des risques importants²³⁶ ». Soulignant les difficultés auxquelles fait face le président Macri, Eric Miller a déclaré que « nous devons être réalistes quant à la pente exceptionnellement abrupte qu'il doit remonter et des conséquences horribles d'un éventuel échec²³⁷. »

Dans ce contexte, le soutien qui est encore accordé aux politiques du nouveau gouvernement et les élections de mi-mandat au Congrès, qui auront lieu en octobre 2017, occupent une place très importante²³⁸. Daniel Kerner estime que « l'élection de mi-mandat sera très importante, car si le gouvernement ne passe pas haut la main, alors je doute fortement qu'il ne réussisse à stabiliser l'économie de l'Argentine²³⁹ », ajoutant qu'« [u]ne bonne partie de cela dépendra [...] du niveau de popularité de Macri. Si l'économie ne reprend pas aussi rapidement que le gouvernement ne l'espère, alors je crois que l'opposition se renforcera toujours plus. Si Macri conserve sa popularité, alors l'opposition agira avec un peu plus de prudence²⁴⁰ ».

En effet, vu la faiblesse et la lenteur de la reprise économique et des élections de mi-mandat prochaines, le président Macri a remplacé le ministre des Finances à la fin de décembre 2016 et il a créé deux ministères distincts, le ministère des Finances et le ministère du Trésor, sous prétexte de rééquilibrer le Cabinet²⁴¹. En outre, la popularité du président Macri dans les sondages d'opinion varie considérablement. Les négociations avec les partis de l'opposition au Congrès en vue de la poursuite du programme du gouvernement deviennent également de plus en plus

²³⁴ Heidrich, [4 février 2016](#).

²³⁵ Berensztein, [3 février 2016](#).

²³⁶ Kerner, [4 mai 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#).

²³⁷ Miller, [5 mai 2016](#).

²³⁸ Kerner, [4 mai 2016](#).

²³⁹ Kerner, [4 mai 2016](#).

²⁴⁰ Kerner, [4 mai 2016](#).

²⁴¹ « Shake-up in finance ministry as Prat-Gay leaves », *The Economist*, 3 janvier 2017. Voir aussi « Macri rues his magical thinking on Argentina's economic growth », *The Financial Times*, 11 décembre 2016; « Argentina finance minister axed on economic uncertainty », *The Financial Times*, 26 décembre 2016; « [Macri reshuffles economic team after the promised second half recovery never arrived](#) », *Mercopress*, 26 décembre 2016; « Macri turns to fiscal hawk in Argentina reshuffle », *The Financial Times*, 27 décembre 2016; « [Crunch time approaches for Team Macri](#) », *Buenos Aires Herald*, 6 janvier 2017 [TOUS DISPONIBLES EN ANGLAIS SEULEMENT].



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

difficiles, ce qui accentue les préoccupations quant à la longévité du consensus et à la fragilité de la gouvernance en Argentine²⁴².

Si aucune solution n'est apportée, ces pressions pourraient avoir des conséquences sur la nouvelle relation entre le Canada et l'Argentine²⁴³. Certains témoins ont carrément déconseillé une expansion des activités commerciales du Canada en Argentine, insistant sur le fait qu'il ne faut pas sous-estimer la « complexité » de la situation au pays. Eric Miller a observé qu'«[à] moins que quelqu'un soit prêt à prendre des risques considérables, à apprendre le fonctionnement du système et à prendre des mesures réalistes pour atténuer l'incidence de futures politiques comme celles de Cristina Kirchner, il devrait probablement regarder ailleurs²⁴⁴ ». Selon lui, « [l]e Canada devrait, au minimum, ne pas promouvoir l'Argentine comme pays où investir²⁴⁵ ». EDC a indiqué que « nous surveillons de très près les changements en cours²⁴⁶ ».

²⁴² The Economist Intelligence Unit, *Country Report: Argentina*, janvier 2017 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

²⁴³ Berensztein, [3 février 2016](#); AMC, [17 février 2016](#); Arnson, [5 mai 2016](#); Kerner, [4 mai 2016](#); Heidrich, [4 février 2016](#); Culham, [3 février 2016](#); Miller, [5 mai 2016](#); CCCA, [12 mai 2016](#).

²⁴⁴ Miller, [5 mai 2016](#).

²⁴⁵ Miller, [5 mai 2016](#).

²⁴⁶ EDC, [10 mars 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

MOT DE LA FIN

Considérant cette mise en garde, le Comité tient à souligner les perspectives qui s'offrent au gouvernement du Canada, aux gens d'affaires canadiens et à d'autres intervenants, ainsi que les avantages que peuvent tirer le Canada et l'Argentine d'une redéfinition de leurs relations en tant que partenaires importants et de longue date. Le rôle du Canada en tant que partenaire devient plus assuré au fur et à mesure que l'Argentine suit un parcours menant à une saine gouvernance et à des progrès économiques, qui constituent des éléments clés d'un avenir prospère et durable. La bonne réputation du Canada en Amérique latine, qui fait contraste à l'« immense bagage historique des États-Unis », joue en faveur du renouvellement de cette relation, tout comme l'absence de points de discorde graves pouvant nuire à la collaboration entre les deux pays et le message clair des dirigeants de l'Argentine, qui souhaitent travailler avec le Canada et cherchent à obtenir son soutien²⁴⁷.

De leur côté, les intervenants canadiens surveilleront le soutien apporté et les progrès réalisés à l'égard des bases économiques de l'Argentine. Ils chercheront à savoir si les revers sont de courte durée et attendront que des conditions propices à un changement durable, surtout pour ce qui est de la bonne gouvernance, prennent racine. Les enjeux sont plus élevés que jamais pour la consolidation démocratique et la prospérité économique future de l'Argentine et de la région. En adoptant un programme fondé sur les politiques à jour et en se laissant guider par un optimisme prudent, le Canada peut jouer un rôle important qui facilitera l'obtention de résultats souhaitables à long terme, ce qui aura des effets bénéfiques incalculables dans les années à venir.

²⁴⁷ Culham, [3 février 2016](#); ambassadrice de l'Argentine, [14 avril 2016](#).



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

ANNEXE A – LISTE DES TÉMOINS

3 février 2016

À titre personnel :

Allan Culham, ancien ambassadeur du Canada (Guatemala, El Salvador et Venezuela) et représentant auprès de l'Organisation des États américains.

Firme Berensztein Consulting :

Sergio Berensztein, président-directeur général (par vidéoconférence).

4 février 2016

À titre personnel :

Pablo Heidrich, professeur auxiliaire de recherche, Université Carleton;

Susan Kaufman Purcell, ancienne directrice, Center for Hemispheric Policy, Université de Miami (par vidéoconférence).

17 février 2016

Affaires mondiales Canada :

André Frenette, directeur général, Direction générale de l'Amérique latine et Caraïbes;

Sylvia Cesaratto, directrice, Amérique du Sud;

Steve Guertin, directeur adjoint par intérim, Brésil et Argentine.

10 mars 2016

Exportation et Développement Canada :

Andrea Tunney, vice-présidente régionale pour les Amériques.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

14 avril 2016

Ambassade de la République argentine :

Son Excellence Norma Nascimbene de Dumont, ambassadrice;

Sebastian Molteni, conseiller, Section de la politique et de l'éducation;

Cecilia Ines Silberberg, secrétaire, Section de la politique et de la culture.

4 mai 2016

À titre personnel :

Daniel Kerner, directeur, Division de l'Amérique latine, Eurasia Group (par vidéoconférence).

5 mai 2016

À titre personnel :

Eric Miller, associé de recherche, Institut canadien des affaires mondiales, et associé de recherches mondiales, Institut canadien, Woodrow Wilson International Center for Scholars (par vidéoconférence);

Cynthia J. Arnson, directrice, Programme Amérique latine, Woodrow Wilson International Center for Scholars (par vidéoconférence).

11 mai 2016

À titre personnel :

Luis Florido, président, Comité permanent des affaires étrangères, Assemblée nationale du Venezuela;

Williams Dávila, membre, Comité permanent des affaires étrangères, Assemblée nationale du Venezuela;

Luis Emilio Rondón Hernández, membre, Comité permanent des affaires étrangères, Assemblée nationale du Venezuela;



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Freddy Guevara, président, Comité permanent de surveillance sur les opérations gouvernementales et les comptes publics, Assemblée nationale du Venezuela.

Affaires mondiales Canada :

André Frenette, directeur général, Direction générale de l'Amérique latine et des Caraïbes;

Sylvia Cesaratto, directrice, Amérique du Sud;

Sean Sunderland, directeur adjoint, Amérique du Sud.

12 mai 2016

Chambre de commerce Argentine-Canada :

Miguel Morley, président (chef de la direction, Agrium South Core) (par vidéoconférence);

Marcos Sabelli, membre (directeur, YPF et vice-président, Profétil) (par vidéoconférence);

Alfredo Vitaller, membre (président, DEPROMINSA — NGE_x Resources) (par vidéoconférence);

Marcelo Elizondo, membre (fondateur et directeur général, DNI) (par vidéoconférence).

18 mai 2016

À titre personnel :

Jean Daudelin, professeur agrégé et directeur agrégé, The Norman Paterson School of International Affairs, Université Carleton.

26 octobre 2016

Association minière du Canada :

Pierre Gratton, président et chef de la direction.



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

ANNEXE B – LISTE DES PERSONNES ET DES ORGANISATIONS RENCONTRÉES DURANT LA MISSION D'INFORMATION

19 au 22 septembre 2016 - Buenos Aires, Argentine
Juan José Aranguren , ministre de l'Énergie et des Mines, Ministère de l'Énergie et des Mines
Miguel Braun , secrétaire au Commerce, Ministère de la Production
José Manuel Cano , membre du Cabinet, Plan Belgrano
Carlos Foradori , sous-ministre, Ministère des Affaires étrangères et du Culte
Robert Fry , ambassadeur, Ambassade du Canada en Argentine et au Paraguay
L'honorable Gabriela Michetti , vice-présidente de la République argentine, Présidente du Sénat
Andrés Ondarra , vice-président exécutif, Agence de promotion du commerce et des investissements de l'Argentine
Marcos Peña , chef de cabinet des ministres
Carmen Polledo , première vice-présidente, Assemblée législative de la ville autonome de Buenos Aire
Alfonso Prat Gay , ministre de l'Économie, Ministère de l'Économie
Federico Pinedo , président intérimaire, Sénat de la République argentine
Sénateur Juan Carlos Romero , membre de la Commission sénatoriale sur les affaires étrangères et le culte, Sénat de la République argentine



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

Carolina **Stanley**, ministre du Développement social, Ministère du Développement social de la Nation

Pablo **Tarantini**, directeur de l'exploitation, Agence de promotion du commerce et des investissements de l'Argentine



LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'ARGENTINE À L'AUBE D'UNE NOUVELLE ÈRE?

ANNEXE C – MÉMOIRES

Date de réception	Organisation	Mémoire présenté par
3 février 2106	À titre personnel	Allan Culham
12 mai 2016	Chambre de commerce Argentine-Canada	Miguel Morley
26 octobre 2016	Association minière du Canada	Pierre Gratton